

Janvier 08 post élections

Soumis par Administrator

30-01-2008

Dernière mise à jour: 09-04-2009

Suivi des émeutes au Kenya - Janvier 2008 - Le Kenya sombre dans l'horreur

Vous trouverez ci-dessous le suivi de l'actualité au jour le jour relatif aux émeutes qui se déroulent dans les quartiers défavorisés.

- Revue de presse du mois de décembre 2008
- Revue de presse du mois de février 2008En effet il y a le Kenya des touristes et des expatriés dont j'ai fait partie. Un Kenya beau, merveilleux pour ne pas le qualifier de paradisiaque mais il ne faut pas oublier aussi ces 60 % de la population qui livre un véritable combat non pas pour vivre mais pour survivre au jour le jour !Aujourd'hui le Kenya souffre et malheureusement saigne. Il ne faut pas refuser de voir cet aspect de ce pays. Le Kenya se découvre avant tout avec sa population et non pas uniquement par la beauté de sa nature et de son infrastructure hôtelière, sous peine de prendre le risque de passer à côté de l'essentiel. C'est pour cette raison que je tiens cette revue de presse sur ce site.

31 janvier 2008

Un deuxième député tué, les pourparlers sont ajournés

31 janvier 18:31 - NAIROBI (AFP) - Le meurtre d'un deuxième député de l'opposition kényane, jeudi par un policier, a déclenché des manifestations de colère qui ont fait deux morts à l'ouest et entraîné l'ajournement des pourparlers entamés dans la matinée pour trouver une solution à la crise qui ensanglante le pays.

Depuis Addis Abeba, où il participe au 10ème sommet de l'Union africaine (UA), le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a annoncé qu'il rencontrerait vendredi à Nairobi le chef de l'opposition Raila Odinga, après s'être entretenu avec le président Mwai Kibaki dans la capitale éthiopienne.

Les besoins augmentent, combien de temps le Kenya pourra-t-il tenir ?

Le député David Kimutai Too a été tué par balles jeudi matin par un policier dans une banlieue de la ville d'Eldoret, alors qu'il s'apprêtait à rentrer dans un hôtel en compagnie d'une femme, également policière, a indiqué la police kényane. La femme, également la cible des tirs, a succombé à ses blessures, selon une source policière. Les enquêteurs de la police privilégièrent la piste du "crime passionnel". Selon un officier de police, le meurtrier était probablement le petit ami de la femme. L'homme a été arrêté et doit être inculpé pour meurtre vendredi par un tribunal, selon la police.

Tout comme Melitus Mugabe Were, tué à Nairobi dans la nuit de lundi à mardi, M. Kimutai Too était député du Mouvement démocratique orange (ODM), le parti de M. Odinga. Il avait été élu pour la première fois député dans la circonscription d'Ainamoi, dans le district de Kericho (ouest), au cours des législatives du 27 décembre, organisées conjointement à la présidentielle.

M. Odinga a déclaré à l'AFP que le meurtre de M. Kimutai Too relevait d'un "complot" pour affaiblir son camp au Parlement. Après le meurtre de M. Mugabe Were, député de la circonscription d'Embakasi (Nairobi), M. Odinga avait affirmé que "ses adversaires" politiques, en référence au camp de M. Kibaki, étaient impliqués dans cet "assassinat brutal". La situation reste très tendue après l'annonce du second assassinat d'un député de l'ODM

L'annonce de la mort du deuxième député a entraîné jeudi après-midi la suspension des pourparlers entre gouvernement et opposition ouverts le matin même, sous l'égide du médiateur de l'UA Kofi Annan, dans un hôtel de Nairobi.

"Nous avons repoussé la session de cet après-midi et nous travaillerons toute la journée demain, afin que les négociateurs puissent s'occuper d'affaires urgentes et appeler leurs circonscriptions", a déclaré M. Annan à des journalistes.

Chaque camp est représenté par trois députés, mandatés par MM. Kibaki et Odinga pour négocier en leur nom. Mardi, M. Annan avait estimé possible de résoudre les problèmes fondamentaux de la crise kényane "d'ici à un an" et "les problèmes politiques immédiats (...) d'ici à quatre semaines, voire plus tôt".

La mort du député a immédiatement déclenché des manifestations de colère

M. Odinga, arrivé officiellement deuxième de la présidentielle, accuse le camp de M. Kibaki d'avoir fraudé dans les élections du 27 décembre, dont les résultats sont entachés de graves irrégularités selon de nombreux observateurs. Depuis l'annonce de la victoire de M. Kibaki, le 30 décembre, des violences à travers le pays ont fait près de 1.000 morts, et de 250.000 à 300.000 personnes déplacées.

Ces violences particulièrement aiguës ces derniers jours se sont calmées dans Naivasha mais la mort du député a immédiatement déclenché des manifestations de colère dans plusieurs autres villes de l'ouest. A Eldoret, au moins deux personnes ont été tuées dans des manifestations, a indiqué à l'AFP un commandant de la police sous couvert de l'anonymat. Des manifestants qui avaient installé des barrages sur la route menant à Nairobi ont été dispersés par des tirs de la police, avait indiqué plus tôt un correspondant de l'AFP. La tension était également forte à Kericho, où des maisons ont été incendiées et des tirs sporadiques entendus. En outre, la police a tiré des gaz lacrymogènes à Kisumu, fief de l'opposition, pour disperser des dizaines de manifestants qui avaient installé des barrages et lancé des pierres contre un commissariat de police.

30 janvier 2008

Mobilisation civile au 2e jour de la médiation d'Annan au Kenya

NAIROBI (Reuters) - De nombreux Kényans se sont rassemblés mercredi afin d'appeler à la fin des violences qui ont fait quelque 850 morts depuis l'élection présidentielle du 27 décembre, un bilan sans précédent depuis l'indépendance du Kenya en 1963. Les manifestations contre la réélection du président Mwai Kibaki, accusé par ses opposants de fraude électorale, ont dégénéré en affrontements à connotation ethnique entre factions rivales, vraisemblablement aggravés par des bandes armées bien organisées dans les deux camps. Le plus grand danger pour un pays c'est bien d'impliquer sa jeunesse dans la haine de l'autre. Dans le centre de Nairobi, militants pacifistes et simples citoyens ont commencé à disposer des couronnes de fleurs. Sur les cartons qui y sont fixés, on pouvait lire les mots "Paix", "Amour", "Pardon", ou encore cet appel: "Arrêtez les tueries".

À l'initiative de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, une deuxième journée de négociations devrait avoir lieu mercredi entre Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga, candidat malheureux du Mouvement démocratique orange (ODM) lors du scrutin du 27 décembre.

Vue aérienne qui donne l'ampleur du désastre dans la vallée du Rift

Annan a lancé mardi un processus de conciliation entre les formations de Kibaki et d'Odinga, se disant optimiste quant à la résolution dans un délai d'un mois des "questions politiques immédiates".

FRANGES RADICALES

Deux délégations réduites doivent se rencontrer mercredi, mais les deux formations campent sur leurs positions et les franges radicales des partis ralentissent le processus.

Kibaki entend être avant tout reconnu comme le président légitime, mais a accepté d'étudier la possibilité d'un partage du pouvoir.

Odinga se considère de son côté lui aussi comme le chef d'Etat légitime et demande soit la démission de Kibaki, soit un nouveau vote après une période de partage du pouvoir.

Le service des urgences ne désemplit pas, de nombreux blessés à l'arme blanche arrivent après chaque confrontation

Pour de nombreux Kényans, traumatisés par les scènes de massacres et le déplacement de plus de 250.000 personnes, la responsabilité de ces événements revient à Kibaki et Odinga.

Les deux rivaux sont accusés d'avoir attisé les tensions entre communautés à des fins électorales, puis de les avoir laissées s'aggraver en n'appelant pas au calme ou, pour l'ODM, en contestant le résultat du scrutin. "Chaque image de

maison rasée, chaque photographie de flaque de sang séché rappelle de façon effrayante les profonds clivages qui ont fait un mirage de l'unité légendaire du Kenya", déplore dans un éditorial le Daily Nation, principal quotidien kényan.

"La possibilité d'une guerre civile n'est pas invraisemblable et le processus de réconciliation et de reconstruction paraît une tâche colossale", poursuit le texte, estimant que Kibaki, en tant que chef de l'Etat, porterait la responsabilité d'une "désintégration du Kenya".

Les forces de l'ordre sont mises à rude épreuve pour protéger la population

Une ONG, le Conseil national des organisations communautaires, a appelé mercredi l'Union africaine et les Nations unies à venir en aide aux forces de l'ordre, "débordées". Selon ce groupe, les violences ont fait 2.000 morts et plus de 500.000 réfugiés. 30 janvier 2008

La police a ordre de "tirer pour tuer" retour au calme à Naivasha

30 janvier 19:02 - NAIROBI (AFP) - Face aux violences meurtrières, la police kényane a reçu l'ordre de "tirer pour tuer" les fauteurs de troubles, notamment les incendiaires, et un retour à la normale était observé mercredi dans Naivasha, en proie ces derniers jours à des affrontements entre communautés.

La sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires africaines, Jendayi Frazer, a qualifié à Addis Abeba en marge des réunions préparatoires au sommet de l'Union africaine (UA), une partie des violences au Kenya de "nettoyage ethnique". Le président kényan réélu Mwai Kibaki assistera au sommet qui débute jeudi.

L'intensité de la violence et le nombre des combats ne cessent d'augmenter

La police kényane a reçu l'ordre de "tirer pour tuer" les pillards, les incendiaires et les personnes portant des armes ou bloquant les routes, pour tenter d'endiguer les violences dans le pays, a indiqué un officier de la police sous couvert d'anonymat."Nous avons des ordres de tirer pour tuer ces catégories de personnes si elles sont prises en flagrant délit", a-t-il ajouté.

Selon cet officier, l'ordre a été donné peu après l'ouverture mardi à Nairobi des pourparlers entre MM. Kibaki et Odinga, en présence du médiateur, l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. Réagissant à cet ordre de "tirer pour tuer", M. Odinga l'a qualifié d'"illégal" et réclamé son retrait "immédiat".

Le gouvernement donne maintenant l'ordre d'abattre les faiseurs de troubles

"Cet ordre prouve que le gouvernement est pris d'un accès de folie meurtrière", a-t-il ajouté, lors d'une visite dans le bidonville de Kibera, bastion de l'opposition.

Un retour à la normale était observé mercredi soir dans les rues de Naivasha (Vallée du Rift) après plusieurs jours de troubles meurtriers notamment entre ethnies rivales et au lendemain de l'intervention d'hélicoptères de l'armée, pour la première fois depuis le début de la crise. La majorité des commerces étaient cependant toujours fermés et une forte tension régnait dans deux camps de déplacés installés près d'une prison et d'un commissariat de police, a constaté une journaliste de l'AFP.

Comble de l'horreur et de la haine, les enfants ne sont pas épargnés dans cet enfer

Au moins 12.000 déplacés, en majorité des Luos (ethnie de M. Odinga) sont réfugiés dans ces camps.

A Kikuyu, à environ 20 km à l'ouest de Nairobi, la police a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs centaines de Kikuyus (ethnie de M. Kibaki) qui entendaient expulser des familles luos de la ville. Depuis plusieurs jours, les conflits fonciers opposant différentes ethnies, récurrents et jamais mis à plat depuis l'indépendance en 1963 dans la Vallée du Rift, se sont ajoutés aux rancoeurs électorales dans cette province. Mercredi, Reporters sans frontières (RSF) et Amnesty International ont dénoncé de récentes menaces de mort à l'encontre de journalistes et militants de défense des droits de l'Homme kényans, exigeant du gouvernement qu'il punisse leurs auteurs. Selon RSF, cinq journalistes ont reçu des menaces de mort par courrier électronique, au lendemain du meurtre, dans la nuit de lundi à mardi, d'un député de l'opposition, Melitus Mugabe Were. Amnesty a de son côté dénoncé des menaces de mort contre neuf militants renommés des droits de l'Homme au Kenya, en majorité kikuyus, accusés d'être des "traîtres" à l'égard de leur ethnie.

Les équipes de négociateurs des camps Kibaki et Odinga doivent se rencontrer jeudi dans un hôtel de Nairobi, sous l'égide du médiateur de l'UA, l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. Le Kenya traverse une crise majeure depuis la présidentielle du 27 décembre, remportée officiellement par M. Kibaki. M. Odinga l'accuse d'avoir fraudé pour lui voler la victoire. Près de 1.000 personnes ont été tuées et plus de 250.000 déplacées dans ces violences politico-ethniques depuis un mois dans le pays.

La seule solution pour le moment est de déplacer des populations, mais quel sera l'avenir ?

29 janvier 2008

Kibaki et Odinga entament des pourparlers

NAIROBI (AFP) - Le président réélu Mwai Kibaki et son rival Raila Odinga ont entamé mardi, en présence du médiateur Kofi Annan, des pourparlers pour résoudre la crise au Kenya où près de 1.000 personnes ont été tuées au cours des violences consécutives à la présidentielle du 27 décembre.

L'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, qui tente depuis une semaine de trouver une issue à la crise, au nom de l'Union africaine, a estimé possible de résoudre les problèmes fondamentaux de la crise kényane "d'ici à un an" à l'ouverture de ces travaux à Nairobi.

MM. Kibaki et Odinga appellent la nation au calme

Au cours de cette cérémonie solennelle, retransmise en direct par les télévisions kényanes et plusieurs télévisions étrangères, MM. Kibaki et Odinga ont lancé un nouvel appel à la paix, mettant en avant des priorités différentes: la nécessité de trancher le litige électoral pour M. Odinga, celle de restaurer la sécurité sur le terrain pour M. Kibaki.

M. Odinga, arrivé officiellement deuxième de l'élection présidentielle, accuse le camp de M. Kibaki d'avoir fraudé aux élections du 27 décembre, dont les résultats sont entachés d'irrégularités flagrantes selon de nombreux observateurs.

Près de 1.000 personnes ont été tuées et environ 250.000 déplacées dans les violences politico-ethniques qui ont suivi l'annonce le 30 décembre de la victoire de M. Kibaki.

"Je suis profondément attristé de voir les Kényans s'affronter violemment les uns les autres sur des sujets qui peuvent être discutés et résolus pacifiquement par le dialogue", a affirmé M. Kibaki.

"Nous allons à partir de maintenant prendre des mesures sévères contre ceux qui tentent de perturber la paix ou d'utiliser la violence contre les citoyens pacifiques", a-t-il ajouté.

M Kibaki déclare: "Je suis profondément attristé de voir les Kényans s'affronter violemment les uns les autres "

De son côté, Raila Odinga a affirmé que "le plus urgent" était "de régler les résultats profondément imparfaits de l'élection présidentielle" et il a de nouveau réclamé la levée de l'interdiction des manifestations, en vigueur depuis fin décembre.

"Nous devons dire à notre population aujourd'hui que leurs dirigeants sont déterminés à travailler ensemble afin de régler les questions en suspens. Certaines de ces questions nous ont accompagnés depuis l'indépendance" de 1963, a déclaré M. Odinga, citant notamment "les inégalités, la corruption et le tribalisme".

Les deux dirigeants ont salué la mémoire d'un député de l'opposition, Melitus Mugabe Were, tué par balles à Nairobi dans la nuit de lundi à mardi.

M Melitus Mugabe Were a été assassiné à Nairobi dans la nuit de lundi à mardi

Plus tôt dans la journée, M. Odinga a affirmé que "ses adversaires" politiques, en référence au camp Kibaki, étaient impliqués "dans l'assassinat brutal" du député.

Au total, 22 personnes ont été tuées depuis lundi soir dans le pays où pour la première fois, des hélicoptères de

l'armée ont ouvert le feu sur des groupes rivaux à Naivasha, dans la Vallée du Rift (ouest), théâtre principal des violences entre communautés, liées à l'élection et qui ont attisé d'anciens conflits fonciers jamais résolus depuis l'indépendance.

Mardi, les Nations unies, les Etats-Unis et l'Union européenne ont fait part de leur vive inquiétude face à l'enlisement de la crise.

"Il faut une résolution politique à ce conflit", a estimé la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, tandis que le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a jugé la situation "inacceptable".

M. Ban a ajouté qu'il s'entretiendrait de la situation au Kenya avec les dirigeants africains au sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, qui débute jeudi.

LE KENYA EN DANGER, ce type d'inscription se multiplie dans la vallée du Rift

Pour leur part, le diplomate en chef de l'Union européenne Javier Solana et le commissaire européen au Développement Louis Michel se sont dits "très préoccupés" par "l'aggravation rapide" de la situation au Kenya, mais ont "salué" l'ouverture de pourparlers entre le président réélu et son rival.

Les responsables kényans doivent se parler "dans un esprit de compromis, pour le bien de la nation kényane", ont insisté dans un communiqué des responsables français, britanniques et allemands. 29 janvier 2008

Ouverture des pourparlers entre gouvernement et opposition à Nairobi

NAIROBI (AFP) — La séance de pourparlers officiels entre le camp du président kényan réélu Mwai Kibaki et celui de son opposant Raila Odinga a débuté mardi à Nairobi en présence du médiateur Kofi Annan, au cours d'une cérémonie retransmise en direct à la télévision.

"Il n'y a qu'un seul Kenya. Nous avons tous des identités multiples", a déclaré en préambule l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, médiateur de l'Union africaine dans la crise kényane.

M. Annan s'est exprimé à la tribune d'une annexe du Parlement, dans la capitale Nairobi. Il est entouré à cette tribune par MM. Kibaki et Odinga.

Dans le reste du pays, la situation reste tendue. Des hélicoptères de l'armée kényane ont ouvert mardi le feu à Naivasha, dans la Vallée du Rift, pour la première fois depuis le début des violences secouant le pays fin décembre.

Au moins 22 personnes ont en outre été tuées dans le pays depuis lundi soir. Mardi, neuf kényans ont été tués: trois à Kakamega, dans la Province de l'Ouest, deux dans les bidonvilles de Nakuru (ouest), trois autres à Naivasha (ouest) - un "tué par la police et deux autres à la machette" - et un émeutier a été "lapidé par une foule en colère" à Kisumu (ouest), selon un haut responsable de la police nationale sous couvert d'anonymat.

Auparavant, quatre personnes avaient été tuées dans le plus grand bidonville de Nairobi, Kibera, et neuf dans la région d'Eldoret (Vallée du Rift, ouest).

L'armée bénéficia du soutien des hélicoptères dans la vallée du Rift

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, en visite mardi au Rwanda, a jugé que la situation au Kenya était "inacceptable" et déclaré qu'il était "profondément préoccupé" par les violences qui ont fait plus de mille morts depuis un mois.

Le secrétaire général de l'ONU a indiqué qu'il s'entretiendrait de la situation au Kenya avec les dirigeants africains qu'il va rencontrer dès mercredi à Addis Abeba, où un sommet de l'Union Africaine doit débuter jeudi, "pour voir comment l'UA et l'ONU peuvent travailler ensemble" à tenter de résoudre la crise. Un correspondant de l'AFP a vu les hélicoptères, deux de l'armée et un de la police, en vol stationnaire, ouvrir le feu au dessus de manifestants en différents points de Naivasha, à 90 km au nord-ouest de Nairobi.

Des hélicoptères de l'armée ont du tirer pour protéger la police et les réfugiés qui fuyaient

Depuis deux jours, des face à face très tendus ont lieu entre membres de l'ethnie kikuyu d'un côté et luo de l'autre à

Naivasha, dans la Vallée du Rift devenue l'épicentre d'affrontements interethniques.

"La foule est incontrôlable et nous voulons la disperser, c'est pourquoi nous avons recours à des hélicoptères," a indiqué à l'AFP un responsable policier à Naivasha. Plus tôt mardi, la police avait tiré à balles réelles pour protéger un groupe de Luos qui quittaient les lieux en bus, avait constaté une journaliste de l'AFP.

Un rescapé blessé des derniers affrontements, les hôpitaux sont surchargés

Dans plusieurs autres villes du pays (notamment à Nakuru et Kakamega), des partisans de l'opposition kényane avaient manifesté leur colère dès l'aube après le meurtre d'un député de l'opposition à Nairobi.

Melitus Mugabe Were, élu fin décembre député du Mouvement démocratique orange (ODM, opposition) dans une circonscription de Nairobi, a été tué par balles "devant sa maison" à Nairobi vers 00h30 mardi (21h30 GMT lundi), avait indiqué plus tôt un officier de police sous couvert d'anonymat.

"Il semble que cela soit lié aux violences post-électorales, mais l'enquête est en cours", a-t-il ajouté. M. Were est la première personnalité politique à mourir dans les violences qui ont suivi la réélection du président Mwai Kibaki, contestée par le chef de l'opposition Raila Odinga.

Un peu plus tôt, le porte-parole de l'ODM, Salim Lone, a qualifié la journée de mardi de "jour très sombre" pour le Kenya et appelé les partisans de l'opposition au calme.

Dans la capitale kényane, la situation était très tendue dans le bidonville de Kibera, bastion de l'opposition. Au moins quatre personnes ont été tuées à la machette mardi dans ce bidonville, a indiqué à l'AFP un commandant de la police kényane.

Les affrontements dans le bidonville de la capitale reprennent sporadiquement

A Kisumu (ouest), fief de l'opposition, la police avait tiré des gaz lacrymogènes et à balles réelles mardi matin pour disperser des manifestants.

Le Kenya, un des pays d'Afrique les plus stables jusqu'à la fin de l'année dernière, traverse une crise majeure née de la contestation par M. Odinga (un Luo) de la réélection de M. Kibaki (un Kikuyu). En un mois, près de 1.000 personnes ont été tuées et environ 250.000 ont été déplacées dans les affrontements.

Depuis plusieurs jours, les conflits ethniques et fonciers, récurrents et jamais mis à plat depuis l'indépendance en 1963 dans la Vallée du Rift, ont pris le pas sur les rancœurs électorales dans cette province. 29 janvier 2008

Réfugiés menacés à Naivasha, un élu tué à Nairobi

NAIVASHA, Kenya (Reuters) - Des hélicoptères militaires kényans ont plongé en piqué sur une foule terrorisant plusieurs centaines de réfugiés mardi à Naivasha et des affrontements ont fait au moins sept morts dans le grand bidonville de Kibera après la mort d'un élu à Nairobi, après un mois d'une crise qui menace d'échapper à tout contrôle au Kenya. Devant l'intensification des violences, le président Mwai Kibaki a "appelé tous les Kényans à maintenir la paix", mais le chef de l'opposition Raila Odinga a estimé dans le même temps que le Kenya "basculait dans un état d'anarchie".

Les journalistes de Reuters présents à Naivasha ont vu deux hélicoptères foncer à plusieurs reprises en piqué sur la foule, tirant ce que la police a dit être des balles en caoutchouc sur une foule d'environ 600 personnes brandissant des machettes et des bâtons.

L'incident s'est produit alors que des camions de la police s'apprêtaient à évacuer environ 300 membres de l'éthnie Luo, réputée favorable à l'opposition, cherchant à fuir la ville et à se protéger d'une foule de Kikuyus, l'éthnie du chef de l'Etat.

L'armée utilise des fourgons cellulaires pour protéger le départ des réfugiés

A Nairobi, un député élu sous les couleurs du Mouvement démocratique Orange (ODM) de Raila Odinga lors des élections législatives du 27 décembre, Melitus Were, a été tué de deux balles dans la tête alors qu'il atteignait le seuil de sa maison peu après minuit.

Dans son communiqué, Kibaki a dénoncé un "crime odieux" qui fera l'objet d'une enquête rapide, a-t-il dit. Un porte-parole de l'ODM a dit soupçonner, sans apporter de preuve, un assassinat politique.

Quelques heures plus tard, des bandes d'ethnies rivales ont commencé à s'affronter à Kibera, non loin du lieu de l'assassinat. Un correspondant de Reuters sur place a vu sept cadavres, certains portant des coupures à la tête et au cou. Un homme est mort sur le sol au bout de longues souffrances après avoir été apparemment circoncis de force.

"DIALOGUE FORMEL"

Les violences se poursuivent aussi dans la vallée du Rift, où des groupes pillent et incendent les maisons et les biens des familles qui tentent de fuir la ville de Naivasha, située à une heure de route au nord de la capitale. Des colonnes de fumée s'élèvent de plusieurs quartiers de la ville, alors que des groupes appartenant à l'ethnie Kikuyu du président Kibaki pourchassent des Luos, des Luhyas et des Kalenjins qu'ils rangent comme partisans de l'opposition.

Un journaliste de Reuters y a vu un homme tué à coups de machettes.

Une centaine de personnes ont été tuées ces derniers jours dans la vallée du Rift. Les affrontements sont essentiellement concentrés dans les villes de Naivasha et Nakuru, d'ordinaire réputées pour leurs lacs et leur faune sauvage, mais aujourd'hui complètement désertées par les touristes. "Ce qui est alarmant, ces derniers jours, c'est que certains organisent tout ça en coulisses, désormais. Des milices apparaissent (...). Les cibles sont choisies avec soin", a estimé le secrétaire d'Etat britannique chargé de l'Afrique, Mark Malloch Brown, en visite au Kenya.

Environ 850 personnes ont trouvé la mort depuis le rejet par l'opposition de la réélection du président Mwai Kibaki. Les violences ont fait également au moins 250.000 déplacés.

Le gouvernement kényan obligé de faire appel à l'armée pour éviter le chaos qui s'installe

La poursuite des affrontements complique amplement les efforts de médiation de Kofi Annan. L'ancien secrétaire général de l'Onu a toutefois fait savoir qu'un "dialogue formel" devait débuter mardi à 16h00 (13h00 GMT) entre les deux camps.

Ceux-ci s'accusent mutuellement de génocide dans un conflit qui choque la communauté internationale, habituée à voir dans le Kenya un modèle de stabilité et de développement économique du continent africain. 28 janvier 2008

La vallée du Rift s'embrase au Kenya, près de cent morts

NAIVASHA, Kenya (Reuters) - Des manifestations ont éclaté dans l'ouest du Kenya et des foules d'hommes armés de machettes se font face dans les villes de la vallée du Rift, à la suite de la mort de près de 100 personnes dans les violences ethniques. Dans la ville de Nakuru, au coeur de la vallée du Rift, un employé de la morgue a déclaré lundi que 64 corps se trouvaient dans l'établissement, tous victimes des violences ethniques de ces quatre derniers jours. Des bandes appartenant à des communautés rivales, armées de machettes, de bâtons, d'arcs et de flèches, s'affrontent à Nakuru et Naivasha, non loin de là.

Nakuru et Naivasha nouveaux théâtres des affrontements interethniques

Lors du pire incident depuis la reprise des violences, 19 personnes ont péri brûlées vives dimanche à Naivasha dans une maison où elles étaient enfermées, a déclaré un policier à Reuters.

On dénombre au total plus de 800 morts depuis le début des violences politico-ethniques consécutives à la réélection contestée du président Mwai Kibaki le 27 décembre.

"Ce qui est alarmant, ces derniers jours, c'est que certains organisent tout ça en coulisses, désormais. Des milices apparaissent (...). Les cibles sont choisies avec soin", a déclaré le secrétaire d'Etat britannique chargé de l'Afrique, Mark Malloch Brown, en visite au Kenya.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de Nairobi accuse l'opposition de planifier des massacres à caractère ethnique dans le Rift. La semaine dernière, l'ONG de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a lancé les mêmes accusations, après avoir dit que la police recourrait à la force de façon excessive pour réprimer les manifestations.

Le nombre actuel de personnes déplacées par les violences, 250.000, risque fort d'augmenter, des milliers d'habitants ayant fui la situation chaotique à Naivasha et Nakuru ces dernières heures.

L'armée a été appelée en renfort pour seconder la police

Lundi, à Kisumu, ville de l'ouest du pays favorable à l'opposition, la police a tiré des gaz lacrymogènes et procédé à des tirs de sommation face à des milliers de manifestants descendus dans les rues pour protester contre la mort de membres de leur ethnie, les Luos.

FACE À FACE ENTRE KIKUYUS ET LUOS À NAIVASHA

Selon des habitants, des Luos ont brûlé deux Kikuyus (l'ethnie du président Kibaki) dans leurs habitations d'un bidonville de Kisumu, et la police a tué par balles deux autres personnes.

"Presque tout Kisumu est envahi de fumée", a déclaré Eric Odhiambo, un conducteur de rickshaw. "Les gens sont furieux après la mort de Luos hier à Naivasha. La police tire (...) mais il y a trop d'émeutiers."

Les violences ont d'abord visé principalement, après la réélection contestée de Kibaki, son ethnien kikuyu, la plus nombreuse et la plus riche du pays. Mais des membres de cette communauté, dont la secte interdite des Mungiki, ont commencé à contre-attaquer, racontent les habitants.

A Naivasha, un journaliste de Reuters a vu un millier de Kikuyus brandissant des poignards, des machettes et des marteaux faire face à plusieurs centaines de Luos, dont certains étaient armés eux aussi, demandant à pouvoir quitter la ville.

Plusieurs dizaines de policiers en tenue anti-émeute se sont interposés entre les deux groupes rassemblés près du lac Naivasha, d'ordinaire un haut-lieu du tourisme.

"Nous voulons que ces Luos rentrent chez eux. Ils ont pourchassé et tué notre peuple. Nous voulons qu'il leur arrive la même chose", a déclaré un Kikuyu, Joseph Maina, brandissant une planche en bois.

Dimanche dernier 19 personnes ont été tuées à Naivasha

Reuters a pu vérifier la mort de 19 personnes dimanche à Naivasha. Un correspondant à Naivasha a entendu des cris pendant la nuit. Des groupes arrêtent les voitures sur la route principale et réclament les papiers d'identité des occupants.

La poursuite des violences complique amplement les efforts de médiation de Kofi Annan, qui a réclamé que les deux camps choisissent chacun quatre représentants et examinent dans les prochaines 24 heures un projet de plate-forme de négociation, selon un responsable impliqué dans la médiation.

Raila Odinga, candidat malheureux face à Kibaki le 27 décembre, accuse les bandes armées d'agir avec le soutien tacite de l'Etat. Le gouvernement renvoie l'accusation. 28 janvier 2008

Annan demande de faire des choix douloureux

L'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, médiateur dans la crise post-électorale au Kenya, a demandé au président Mwai Kibaki et à son opposant, Raila Odinga, d'accepter "de faire des choix difficiles autour d'une table de négociation, dans l'intérêt de la paix". M. Annan, qui est à la tête d'une équipe de médiation de l'Union africaine (UA), a expliqué, samedi, que le temps était venu, pour les deux hommes, de faire des choix douloureux, les priant de faire passer l'intérêt de leur pays avant toute autre considération. Le président Kibaki avait été déclaré élu à l'issue des élections controversées du 27 décembre dernier, dont le résultat a été rejeté par Odinga, du Mouvement démocratique Orange (ODM).

Raila Odinga a estimé que l'élection présidentielle, dont les observateurs internationaux pensent qu'elle a donné lieu à de graves irrégularités, a été truquée en faveur de Kibaki.

Il est urgent que les politiques agissent, la situation est très préoccupante pour l'avenir La question a été davantage

compliquée par l'aveu du président de la très décriée Commission électorale du Kenya (ECK), Samuel Mutua, qui affirme ne même pas être certain de la victoire de Kibaki. Il s'en est suivi les pires violences post-électorales de toute l'histoire du Kenya, qui ont causé la mort de quelque 700 personnes et détruit les maisons de 255.000 personnes.

Kofi Annan est à la tête de l'équipe de personnalités éminentes dépêchée par l'UA. Le reste de l'équipe comprend l'ancien président de la Tanzanie, Benjamin Mkapa et l'ancienne Première dame du Mozambique, Graça Machel, aujourd'hui épouse de l'ancien chef d'Etat d'Afrique du Sud, Nelson Mandela.

S'exprimant à Nairobi, à l'issue d'une visite dans les camps abritant les personnes déplacées, dans l'ouest du Kenya, Annan, qui est visiblement perturbé par ce qu'il avait vu, a affirmé que même si les négociations se poursuivent "le président Kibaki et M. Odinga doivent accepter de faire des choix douloureux pour construire un pays fort et viable".

Odinga, 63 ans, ingénieur en mécanique et entrepreneur, fils de l'ancien premier vice-président du Kenya et combattant de la liberté, le défunt Jaramogi Odinga, a annoncé qu'il avait remporté les élections, exigeant du président Kibaki qu'il quitte le pouvoir. Il a depuis mis un bémol à ses revendications, appelant aujourd'hui à la formation d'un gouvernement intérimaire qui ouvrirait la voie à de nouvelles élections. Pause d'un militaire en charge d'apporter les corps des victimes à la morgue. Il se dit également prêt à participer à un gouvernement de partage du pouvoir dès lors qu'un accord sera conclu dans ce sens, en présence de médiateurs internationaux dirigés par Annan.

Kibaki et Odinga, qui avaient été convoqués autour de la table de négociation par Kofi Annan, jeudi dernier, après trois semaines d'impasse, ont accepté de dialoguer.

Cependant, il y a des craintes au Kenya que certains collaborateurs de Kibaki s'opposent à ces pourparlers et fassent tout pour les faire capoter. Emu par le spectacle des souffrances des Kenyans innocents, devenus aujourd'hui des personnes déplacées dans leur propre pays, Kofi Annan a fustigé la destruction anarchique des biens, les assassinats et les flagrants abus des droits humains perpétrés par les personnes à l'origine de la situation de chaos.

Il a également plaidé pour que les auteurs des actes de violence soient arrêtés et traduits en justice.

Kofi Annan a aussi souligné que la crise résulte de l'élection, tout en expliquant qu'elle allait cependant bien au-delà du scrutin. "La crise a évolué en passant d'une situation de conflit électoral à des problèmes beaucoup plus profonds et porteurs d'un risque élevé de répétition", a-t-il indiqué. "Nous devons prendre en charge les problèmes fondamentaux qui sous-tendent les perturbations, comme la distribution équitable des ressources, sinon nous risquons de nous retrouver encore ici dans trois ou quatre ans", a déclaré Kofi Annan, qui a par la suite rencontré le président Kibaki au Palais de la République, à Nairobi. Des combats difficilement maîtrisés par la police qui bénéficie du soutien de l'armée. L'ancien Secrétaire général de l'ONU, qui multiplie les efforts pour restaurer la paix dans ce pays de 33 millions d'habitants, a rencontré presque tous les acteurs, notamment Kibaki et Odinga, les chefs religieux, les associations de la Société civile et la lauréate du Prix Nobel de la Paix, le Professeur Wangari Mathai.

On apprend que 20 personnes, qui avaient trouvé refuge dimanche dans une maison de Naivasha, à 90 km à l'ouest de Nairobi, pour échapper à leurs agresseurs, ont été brûlées vives.

Toujours dimanche, l'Armée a dû se joindre à la Police et aux personnels d'un établissement carcéral voisin pour restaurer l'ordre et démanteler les barrages routiers illégaux qui entraînaient la circulation.

28 janvier 2008

Retour au bidonville pour des déplacés plus démunis que jamais

NAIROBI (AFP) — Contraintes de quitter, pour cause de fermeture, le camp où elles s'étaient réfugiées, Sarah et Millicent rentrent dans leur bidonville de Nairobi, où leur maison a été brûlée ou pillée. Résignées, plus démunies que jamais, elles ne voient qu'une option: confier leur destin à Dieu. "Il n'y a rien qu'on puisse faire. On n'a nulle part où aller", si ce n'est Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, constate Sarah, dont la maison en torchis a été incendiée fin décembre, après l'annonce des résultats contestés de l'élection présidentielle du 27 décembre au Kenya.

Des milliers de victimes des violences post-électorales devront quitter le stade Jamhuri

Au stade Jamhuri de Nairobi, où se sont réfugiées des milliers de victimes des violences post-électorales, Sarah et une voisine, Millicent, embarquent dans un bus fourni par l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Le gouvernement, en accord avec la Croix-Rouge kényane, a décidé de fermer le site d'ici la fin de la semaine, après avoir repoussé de quelques jours la date butoir.

"Le gouvernement veut prouver que tout va bien, mais tout n'est pas OK", glisse discrètement un employé de l'OIM,

alors que le bus s'éloigne, direction Kibera, théâtre pendant près d'un mois de terribles émeutes et où la tension reste très vive.

"Mais où vont-ils ? Ils vont revenir ici", prédit une femme restée à Jamhuri, tandis que des passagers du bus lui disent au revoir de la main.

Le gouvernement veut prouver que tout va bien, mais tout n'est pas OK

L'autocar s'arrête à l'entrée du bidonville, dans l'enceinte d'une école primaire. Sarah et Millicent, sacs de nourriture sur la tête et bébé dans les bras, s'engouffrent ensuite dans un "matatu", un bus public.

En traversant Kibera, au rythme d'un reggae assourdissant, elles découvrent un paysage de désolation: des dizaines de maisons et d'échoppes ne sont plus que cendres, un arbre bloque partiellement la route, un imposant portrait de Raila Odinga, arrivé deuxième de la présidentielle, a été rongé par les flammes. Millicent, qui a reçu 300 shillings (3 euros ou 4,3 dollars) de l'OIM, rentre dans son quartier la peur au ventre. "Je crains que les violences ne reprennent. Mais je dois rentrer ici, je n'ai pas les moyens d'aller ailleurs", confie-t-elle.

Dans sa maison, une seule pièce d'environ huit mètres carré et dont les murs en torchis penchent dangereusement, l'unique lit, où dormaient la jeune femme célibataire et ses trois enfants, a été dérobé. Son matériel de coiffeuse a aussi disparu. "On va dormir par terre", sur la terre battue, conclut fataliste la jeune et jolie femme. Pour gagner sa vie, elle va essayer de faire des tresses dans la rue, car "ça ne nécessite pas de matériel".

A 29 ans, elle n'envisage plus de vendre son corps pour faire vivre sa famille comme il lui arrivait de le faire. "Je ne peux plus faire ce sale travail. Je suis séropositive... Dieu seul sait ce qui va nous arriver", lâche-t-elle.

Des familles dans le désarroi le plus total devront retourner dans l'enfer des bidonvilles

Sarah, 35 ans et une carrure de femme battante, a elle perdu son échoppe de dessus-de-lit au marché Toy, partie en fumée au début des émeutes. "J'ai un problème, ma maison a brûlé", poursuit-elle, en marchant d'un bon pas, malgré le poids du sac sur sa tête, dans les ruelles encombrées de détritus.

Sarah va trouver refuge chez sa soeur, Dorkas, qui a aussi perdu son petit hôtel dans les troubles post-électoraux qui ont fait plus de 800 morts à l'échelle du Kenya. Les deux soeurs, veuves, vont partager avec leurs cinq enfants une minuscule pièce, perchée sur une colline abrupte dans le quartier "Raila", à Kibera.

"J'ai tout perdu, je vais essayer de trouver un travail de femme de ménage", espère Sarah assise au pied de la prière du Notre Père, accrochée sur un mur de la petite maison en terre. 28 janvier 2008

2 Allemands ont péri sous les coups des machettes de 8 hommes. 900 morts depuis fin 2007 A Nakuru et à Naivasha, des bandes rivales s'affrontent à coups de machettes, de lances et arcs depuis 4 jours. Par ailleurs, 2 Allemands ont péri sous les coups des machettes d'un groupe de jeunes dimanche, dans leur maison sis à Diani (sud Est). Cette attaque n'aurait rien à voir avec les violences liées à l'élection présidentielle. Les assassins, huit jeunes ont commis ce délit pour voler de l'argent et un appareil photo. Cela porte le nombre à 3 européens tués au Kenya depuis le début des évènements. En effet un ressortissant britannique avait déjà été tué dans la ville de Watumu pour être volé en début du mois (vendredi 18 janvier 2008). De ce fait le Kenya vient de franchir un nouveau pas dans le monde de la violence. Raison pour laquelle Mondial et Europe assistance n'assurent plus la couverture d'assistance au Kenya. Il convient de considérer aujourd'hui le Kenya comme un pays à risque, la violence laissant le champ libre à la délinquance. Le tourisme qui était l'une des principales ressources du pays va irrémédiablement subir de plein fouet les conséquences de ces meutes. 28 janvier 2008

34 morts dans de nouveaux affrontements en majorité interethniques 28 janvier 17:16 - NAIROBI (AFP) - Au moins 34 personnes ont été tuées lors de nouveaux affrontements en majorité interethniques dans l'ouest du Kenya, où la situation restait explosive lundi, malgré les efforts de médiation de Kofi Annan pour stopper la spirale meurtrière née de la contestation électorale. Au total, au moins 164 personnes ont été tuées depuis jeudi soir au Kenya.

Dans la seule journée de lundi, au moins neuf personnes ont été tuées dans l'ouest du pays (Kisumu, Kericho, Nakuru et Burnt Forest), dans des affrontements interethniques et lors d'opérations de la police, selon la police. Un peu plus tôt, la police avait rapporté la mort dans la nuit dimanche à lundi de 25 personnes, la plupart tuées dans des affrontements tribaux dans les villes de Nakuru et Naivasha, dans la province de la Vallée du Rift (ouest).

A Naivasha (90 km au nord-ouest de Nairobi), la tension était extrême lundi, a constaté une journaliste de l'AFP. Des

tirs ont été entendus dans la matinée et la quasi-totalité des commerces de la ville étaient fermés.

Un face à face tendu, sous surveillance policière, avait lieu sur la route autour du lac Naivasha entre une centaine de Kikuyus, armés de planches et de bâtons, et 200 personnes de l'éthnie Luo, qui ont été depuis dimanche chassées de chez elles par des Kikuyus. Au moins neuf personnes ont été tuées dans l'ouest du pays

"On veut que les Luos s'en aillent d'ici parce qu'ils nous ont expulsés de Kisumu et d'Eldoret", a déclaré à l'AFP James, un Kikuyu.

Cent-cinquante-cinq personnes accusées de meurtres et d'incendies volontaires ont été arrêtées dimanche soir à Nakuru et Naivasha, a annoncé lundi le chef de la police kényane, Mohamed Hussein Ali.

"Nous avons déployé assez de policiers dans le pays pour rétablir la stabilité", a-t-il affirmé en soulignant que les accrochages "semblaient être d'ordre ethnique". "Les différentes communautés se vengent entre elles", a-t-il dit.

En un mois, plus de 900 personnes ont été tuées

La quasi-totalité des victimes ont été enregistrées dans la Vallée du Rift où les violences post-électorales viennent s'ajouter, et largement se confondre, à d'autres plus anciennes, liées à des conflits fonciers et ethniques récurrents que le pouvoir kényan n'a jamais pu résoudre depuis l'indépendance du pays en 1963.

Le Kenya, un des pays d'Afrique les plus stables jusqu'à la fin de l'année dernière, traverse une crise majeure née de la contestation par le chef de l'opposition Raila Odinga (un Luo, soutenu par plusieurs ethnies) de la réélection du président Mwai Kibaki (un Kikuyu) lors de la présidentielle du 27 décembre.

En un mois, plus de 900 personnes ont été tuées et environ 250.000 personnes déplacées. Lors d'un point de presse à Addis Abeba, le secrétaire général du Mouvement démocratique Orange (ODM, parti d'Odinga), Anyang Nyongo, a appelé les dirigeants de l'Union africaine à exclure M. Kibaki de leur sommet qui s'ouvre jeudi en Ethiopie.

La quasi-totalité des victimes ont été enregistrées dans la Vallée du Rift

A Nairobi, le président de l'ODM, Henry Kosgei, a lui une nouvelle fois accusé le gouvernement kényan d'inciter à des actes de génocide en laissant selon lui des civils à la merci de milices armées.

Face à la persistance des violences malgré les efforts de médiation de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, depuis le 22 janvier au Kenya, l'Union européenne a menacé de réduire son aide à ce pays si les parties ne trouvent pas "une solution politique durable et consensuelle" à la crise. 383 millions d'euros doivent être alloués par l'UE à ce pays pour la période 2008-2013.

M. Annan, qui agit sous l'égide de l'UA, a réussi à organiser jeudi dernier une première rencontre entre MM. Kibaki et Odinga, qu'il avait qualifiée de "premier pas" dans la résolution de la crise, mais sans parvenir jusqu'à présent à obtenir un arrêt des affrontements. 27 janvier 2008

Les violences s'aggravent au Kenya

Plus de 130 personnes ont été tuées depuis jeudi dans la vallée du Rift. 14 ont été brûlées vives dimanche, éclipsant la médiation de Kofi Annan. Chaque jour apporte son lot de violences meurtrières au Kenya. Au moins 40 personnes ont été tuées dimanche dans la Vallée du Rift, épicentre des troubles déclenchés par la réélection contestée du président Kibaki. Le comble de l'horreur a été atteint à Naivasha, à 90 km au nord-ouest de Nairobi. Quatorze personnes ont été brûlées vives dans leurs maisons. D'après la police qui a retrouvé les corps méconnaissables d'hommes, de femmes et d'enfants, les assaillants les ont enfermés puis ont mis le feu à leurs demeures. Neuf autres cadavres ont été dénombrés à Naivasha, 11 à Nakuru, la capitale de la Vallée du Rift, et six à Timbora. Dans cette dernière ville des témoins rapportent avoir entendu des sifflets et des chants de guerre et ont vu les assaillants qui faisaient tournoyer leurs machettes en l'air en approchant de la localité, avant d'y mettre le feu.

Raila Odinga condamne ces actes monstrueux et mauvais

Le leader de l'opposition, Raila Odinga, arrivé deuxième de l'élection présidentielle du 27 décembre mais qui revendique la victoire, a condamné dimanche «ces actes monstrueux et mauvais». «Ce qui émerge maintenant est que

des gangs criminels, (...) travaillant sous la protection de la police, font partie d'un plan de terreur bien organisé», a-t-il affirmé

Depuis l'élection controversée du 27 décembre, plus de 800 personnes ont trouvé la mort et plus de 250.000 ont fui leur foyer.

ABUS SYSTEMATIQUES ET GRAVES

Kofi Annan, médiateur de l'ONU pour mettre fin à la crise, s'est rendu dans la région samedi matin. Il assure «avoir vu des abus systématiques et graves des droits de l'Homme» dans l'ouest du Kenya. Il hausse le ton : «on ne peut pas autoriser l'impunité», estime l'ancien secrétaire général des Nations-Unies.

Le cercle vicieux des contre-attaques et représailles est en train de devenir incontrôlable

Les violences opposent deux camps : les partisans du chef de l'opposition Raila Odinga, membres le plus souvent de la communauté kalenjin, affrontent les supporters du président réélu, Mwai Kibaki, qui appartiennent en général à l'ethnie kikuyu. Odinga accuse Kibaki de lui avoir volé la victoire en truquant l'élection.

Face aux violences incessantes, la police reste impuissante. Les Kikuyus de Nakuru se sont organisés en milices pour se venger des attaques qu'ils ont subi. Samedi matin, les autorités ont dû démanteler des barricades érigées par ces milices. Les forces de l'ordre ont également annoncé une centaine d'arrestations.

L'ONU PRESSEE D'AGIR

Maina Kiai, président de la Commission nationale kényane des droits de l'Homme (KNCHR), et la directrice de la Commission, Muthoni Wanyeki, en visite à l'ONU à New York, ont appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à agir dès maintenant. «Plutôt que d'attendre que les choses soient vraiment devenues incontrôlables, il est important que le Conseil de sécurité fasse quelque chose qu'il n'a jamais fait: agir avant que la crise ne survienne».

Raisons politiques, anciens différents fonciers, guerre des gangs criminels, la misère = un cocktail explosif au Kenya

Même constat chez les humanitaires. Selon le secrétaire général de la Croix-Rouge kényane, Abbas Gullet, «Le cercle vicieux des contre-attaques et représailles est en train de devenir incontrôlable dans la Vallée du Rift et des mesures urgentes sont nécessaires pour résoudre cela». 27 janvier 2008

Heurts dans le Rift kényan et rencontre Annan-Odinga

Des affrontements ethniques ont fait au moins dix morts dimanche dans une autre ville de la vallée du Rift, Naivasha, dans l'ouest du Kenya, a rapporté un journaliste de Reuters sur place. La poursuite des violences menace la médiation de l'ancien chef des Nations unies Kofi Annan qui rencontrait à Nairobi le chef de l'opposition kényane, Raila Odinga. Les violences menacent la médiation de l'ancien chef des Nations unies Kofi Annan. Un reporter de Reuters a compté à Naivasha dix corps, six carbonisés et les quatre autres tués à l'arme blanche. Il a notamment vu un homme arraché d'un minibus par des manifestants et battu à mort. Deux camions ont amené des soldats pour tenter de ramener le calme dans la ville. Plusieurs maisons et des véhicules ont été incendiés par les émeutiers. La route principale qui permet de quitter la ville par l'ouest est bloquée par des barricades et la police invite les automobilistes à faire demi-tour. Les affrontements opposent des Kikuyus, ethnie du président Mwai Kibaki, à des Luos et des Kalenjins, partisans d'Odinga. Entre jeudi et samedi, les violences ont fait au moins 27 morts dans une autre localité du Rift, Nakuru. Après Nakuru c'est le tour de Naivasha de s'enflammer. Nakuru et Naivasha avaient été épargnées jusqu'à ces derniers jours par les violences qui ont fait 750 morts depuis l'élection présidentielle du 27 décembre et la réélection contestée de Kibaki. ANNAN INVITE À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE FONDA Nairobi, la capitale, Kofi Annan a poursuivi sa mission de bons offices. Après sa rencontre avec Odinga, il a invité les deux parties à désigner quatre personnalités pour mener des négociations. Samedi, Annan s'est rendu dans la vallée du Rift, la région la plus touchée par les violences, et a dénoncé les nombreuses violations des droits de l'homme à travers le pays. "Ne nous abusons pas nous-mêmes en disant que c'est seulement un problème électoral. C'est beaucoup plus vaste et plus profond" a-t-il dit en invitant les Kényans à répondre aux questions fondamentales à l'origine de cette situation. "Si nous ne le faisons pas, cela pourra se reproduire dans trois ou cinq ans", a-t-il dit. Odinga et Kibaki se sont rencontrés jeudi, sous l'égide de Kofi Annan, pour la première fois depuis le début de la crise. Leurs sourires et leurs poignées de mains ont alors relancé les espoirs d'un règlement rapide mais le chef de file de l'opposition a repris vendredi sa charge contre le président. Odinga a ainsi exhorté l'Union africaine à ne pas reconnaître Kibaki à l'occasion du sommet qui doit se tenir du 31 janvier au 2 février à Addis-Abeba. Le Kenya risque de basculer dans une spirale de la violence irréversible. Dans un entretien accordé à Reuters, il a en outre exclu de cohabiter avec le chef de l'Etat en tant que Premier ministre, solution évoquée par la

presse et dans les milieux diplomatiques. Le sous-secrétaire des Nations unies aux Affaires humanitaires, John Holmes, a estimé samedi que le Kenya risquait de basculer dans une "spirale de la violence irréversible". 27 janvier 2008

Les violences se poursuivent dans la Vallée du Rift

Au moins 17 personnes ont été tuées dans la nuit de samedi à dimanche dans la province de la Vallée du Rift, et 9 autres dans la ville de Naivasha, située au nord-ouest de Nairobi. Un responsable de la police kényane a indiqué dimanche 27 janvier "pour le moment, nous avons 17 (nouvelles) victimes, 11 dans le bidonville de Manyani à Nakuru (capitale provinciale) et six à Timbora (à proximité de la ville d'Eldoret)". "Six d'entre elles ont été tuées à Timbora lorsque des jeunes en armes ont attaqué des villages alentours et brûlé des maisons", a précisé cette source. "Onze autres ont été tuées dans le quartier de Manyani où la police a affronté pendant cinq heures des jeunes armés (...).

L'enfer est bien présent dans la vallée du Rift. La plupart des corps portaient des entailles à la machette et ils étaient disséminés en plusieurs endroits du quartier", a ajouté le policier. Neuf autres personnes ont été tuées dans des affrontements entre groupes de jeunes de la ville kenyane de Naivasha, à 90 kilomètres au nord-ouest de Nairobi.

COUVRE-FEU

Dans Nakuru, la capitale provinciale en proie à des affrontements à caractère interethnique depuis jeudi soir, au moins 34 personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi 26 janvier, selon la police. Dans le district voisin de Molo, lui aussi particulièrement touché par ces violences, la police a annoncé avoir découvert samedi les cadavres de 15 personnes victimes de ces troubles. De nouveau le couvre-feu est de rigueur dans la région de Nakuru. Depuis jeudi soir, au moins 64 tués ont été recensés par la police dans la province de la Vallée du Rift. Kofi Annan a déclaré avoir vu "des violations systématiques des droits de l'homme". À Nakuru, où la police a imposé vendredi un couvre-feu nocturne, des maisons sont en feu et la violence a de nouveau éclaté. Selon la croix rouge, des tirs étaient également entendus dans un des bidonvilles de la ville, Githima. BARRICADES

A l'hôpital général de Nakuru, le personnel était dépassé par le nombre d'admissions, l'unité chirurgicale est débordé en raison de sa capacité d'accueil insuffisante. A Nakuru, des Kikuyus se sont organisés pour se venger des attaques dont ils avaient été la cible les jours précédents dans la province, selon des habitants. "Dans la matinée, des hommes, certains armés de machettes, avaient érigé des barricades dans la ville et sur les axes routiers y menant. Ces barricades ont été démantelées rapidement par la police paramilitaire.

800 MORTS DEPUIS LE 27 DECEMBRE

Plus de 800 personnes ont trouvé la mort au Kenya dans les troubles politico-ethniques qui ont suivi la réélection le 27 décembre du président Mwai Kibaki, rejetée par le chef de l'opposition Raila Odinga qui l'accuse de lui avoir volé la victoire. La Vallée du Rift est devenue ces derniers jours l'épicentre de ces violences dans lesquelles s'affrontent notamment des membres de la communauté kalenjin, qui a majoritairement soutenu Raila Odinga, et leurs voisins kikuyus, l'ethnie de Mwai Kibaki. Le cercle vicieux des représailles devient incontrôlable dans la Vallée du Rift. VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

L'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui mène une médiation dans le pays depuis mardi dernier, s'est rendu par hélicoptère dans cette province pour constaté l'ampleur de la crise et a dénoncé à son retour à Nairobi des violations "systématiques et graves des droits de l'Homme". "On ne peut pas autoriser l'impunité", a ajouté Kofi Annan, sans nommer un groupe en particulier: "j'espère qu'il y aura une enquête sérieuse pour établir les faits et que ceux qui sont responsables seront punis". Kofi Annan a prévenu qu'il n'allait pas rester au Kenya "des mois". "Le temps presse et les dirigeants doivent travailler avec nous aussi rapidement que possible", a-t-il insisté. 27 janvier 2008

Une "folie tribaliste" au Kenya qui choque les victimes

NAKURU, Kenya (Reuters) - Les cadavres de Kényans assassinés - adultes et enfants - s'amoncellent samedi dans la morgue de Nakuru. Certains portent des traces de machettes, d'autres ont été percés par des flèches et des lances qui les ont sans doute achevés. Tous ont été brûlés, leur membres et leur doigts sont recroquevillés et leurs visages figés par l'horreur. Au moins 27 personnes ont péri ces deux derniers jours dans des affrontements entre gangs ethniques rivaux à Nakuru, une localité située dans une partie particulièrement photogénique de la vallée du Rift, autrefois très fréquentée par les touristes.

Avant vendredi, le secteur avait été épargné par les violences qui en quelques semaines ont fait au moins 700 morts dans ce pays et chassé 250.000 personnes de chez elles. La situation a basculé après la présidentielle du 27 décembre et la victoire contestée du président sortant Mwai Kibaki.

Des policiers déchargent 16 corps carbonisés d'un pick-up

Des policiers déchargent 16 corps carbonisés d'un pick-up. Des badauds, choqués, regardent ailleurs à chaque fois que l'un des cadavres est jeté par terre. Une femme ne peut retenir ses sanglots et part en courant. "Je n'ai jamais connu cela au Kenya", dit un homme bien habillé, le visage baigné de larmes. "Je prie pour que nos dirigeants y mettent rapidement fin."

Le rival de Kibaki à la présidentielle, Raila Odinga, qui a raté de peu la victoire dans ce scrutin jugé insatisfaisant par des observateurs internationaux, crie à la fraude.

"FOLIE TRIBALISTE"

Beaucoup ont péri dans des affrontements entre tribus rivales qui ont mis en lumière de profonds antagonismes entre les différentes ethnies que compte le pays.

Comme de nombreuses victimes de violences dans ce pays, longtemps considéré comme l'un des plus stables d'Afrique, Nicodemus Adede connaissait ses agresseurs: des amis.

"Ce sont des gens qui vivent avec nous qui font ça. Pouvez-vous le croire?", s'emporte ce chauffeur de taxi-moto, montrant les deux marques laissées sur sa tête par les coups de machette qui lui ont été assénés.

L'hôpital de Nakuru est dépassé par le nombre des blessés et l'horreur de la situation

Il attend son tour d'être soigné à l'hôpital de Nakuru, où 165 blessés ont été pris en charge. "Nous étions amis, mais ça, c'est de la folie tribaliste. Je ne sais toujours pas pourquoi ils l'ont fait."

Pendant qu'il raconte son histoire, un homme passe dans le couloir, une flèche fichée dans le crâne, sonné. Des employés de l'ONG Médecins sans frontières s'empressent de soigner les blessés et leur font passer des radios.

Ceux qui ont eu la chance de survivre aux machettes et aux flèches empoisonnées ont parfois perdu leurs maisons, pillées puis incendiées. Des réfugiés ont trouvé refuge dans les champs et dans les cours d'église.

Certains font l'inventaire de ce qu'il ont pu sauver: meubles en bois, valises, canapés, réfrigérateurs et chaînes hi-fi.

"Au moins, nous sommes en vie", dit Mureithi Kibinge, 25 ans, qui travaille pour une petite entreprise financière, et qui a pu récupérer quelques effets personnels. Des gens ont réduit sa maison en cendres. "Tous ces biens matériels peuvent être rachetés à nouveau. Nous, ce que nous voulons, c'est le retour de la paix." 26 janvier 2008

Près de 50 tués dans la Vallée du Rift violences "systématiques" selon Annan

NAKURU (AFP) - Une cinquantaine de personnes de plus ont été tuées dans la province de la Vallée du Rift (ouest) devenue l'épicentre des violences post-électorales qui ébranlent le Kenya, amenant Kofi Annan à dénoncer samedi des violations "systématiques des droits de l'Homme". Dans Nakuru, la capitale provinciale en proie à des affrontements à caractère interethniques depuis jeudi soir, au moins 34 personnes ont été tuées depuis la nuit de vendredi à samedi, selon la police. Des violences meutrières ont été constatées dans la vallée du Rift

Dans le district voisin de Molo, lui aussi particulièrement touché par ces violences, la police a annoncé avoir découvert samedi les cadavres de 15 personnes victimes de ces troubles.

Depuis jeudi soir, au moins 64 tués ont été recensés par la police dans la province de la Vallée du Rift.

A Nakuru, où la police a imposé vendredi un couvre-feu nocturne, "des maisons sont en feu et la violence a de nouveau éclaté dans des quartiers", a déclaré à l'AFP samedi après-midi un porte-parole de la Croix-Rouge, Anthony Mwangi. Des tirs étaient également entendus dans un des bidonvilles de la ville, Githima. La police et l'armée tentent d'intervenir pour contrôler les débordements dans la région

A l'hôpital général de Nakuru, le personnel était dépassé par le nombre d'admissions. "Nous sommes débordés. Notre unité chirurgicale a une capacité de seulement 36 patients, mais actuellement nous soignons plus de 90 patients", a expliqué à l'AFP un responsable de l'hôpital, George Muganya.

A Nakuru, des Kikuyus se sont organisés pour se venger des attaques dont ils avaient été la cible les jours précédents dans la province, selon des habitants.

"Le gouvernement n'a pas réussi à nous protéger alors nous avons décidé de venger nos frères tués à Burnt Forest et Eldoret", autres localités de la province, a déclaré à l'AFP, Amos Ndungu, habitant kikuyu de Nakuru.

Dans la matinée, des hommes, certains armés de machettes, avaient érigé des barricades dans la ville et sur les axes routiers y menant. Ces barricades ont été démantelées rapidement par la police paramilitaire.

255.000 kényans fuient les violences, leur nombre ne cesse d'augmenter

Plus de 800 personnes ont trouvé la mort au Kenya dans les troubles politico-ethniques qui ont suivi la réélection le 27 décembre du président Mwai Kibaki, rejetée par le chef de l'opposition Raila Odinga qui l'accuse de lui avoir volé la victoire. La Vallée du Rift est devenue ces derniers jours l'épicentre de ces violences dans lesquelles s'affrontent notamment des membres de la communauté kalenjin, qui a majoritairement soutenu M. Odinga, et leurs voisins kikuyus, l'ethnie de M. Kibaki.

Ces violences dans la Vallée du Rift viennent s'ajouter, et largement se confondre, à d'autres plus anciennes liées à des conflits fonciers récurrents qui donnent régulièrement lieu à des explosions de violences meurtrières dans la région.

"Le cercle vicieux des contre-attaques et représailles est en train de devenir incontrôlable dans la Vallée du Rift et des mesures urgentes sont nécessaires pour résoudre cela", s'était alarmé de son côté vendredi à Nairobi le secrétaire général de la Croix-Rouge kényane, Abbas Gullet.

Kofi Annan demande une commission d'enquête contre les atrocités constatées

L'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui mène une médiation dans le pays depuis mardi soir, s'est rendu par hélicoptère dans cette province pour constater l'ampleur de la crise et a dénoncé à son retour à Nairobi des violations "systématiques et graves des droits de l'Homme".

"On ne peut pas autoriser l'impunité", a ajouté M. Annan, sans nommer un groupe en particulier: "j'espère qu'il y aura une enquête sérieuse pour établir les faits et que ceux qui sont responsables seront punis".

Kofi Annan dénonce des violations "systématiques et graves des droits de l'Homme"

M. Annan a prévenu qu'il n'allait pas rester au Kenya "des mois". "Le temps presse et les dirigeants doivent travailler avec nous aussi rapidement que possible", a-t-il insisté. 26 janvier 2008

Des hommes armés érigent des barricades à Nakuru

Sur la route menant vers l'ouest du pays, une centaine de personnes, ont également bloqué le trafic en mettant en travers de la chaussée un camion et des pierres. Les barricades tenues par des hommes armés de machettes ont été érigées samedi 26 janvier matin dans la ville de Nakuru, capitale de la province de la Vallée du Rift. Dans la nuit de vendredi 25 janvier à samedi, au moins 13 personnes ont été tuées dans la ville devenue l'épicentre des violences post-électorales au Kenya, a-t-on appris de source policière. Augmentation de la violence à l'ouest du Kenya A la levée à 07h00 (04h00 GMT) du couvre-feu nocturne imposé vendredi par la police, des groupes de manifestants ont érigé ces barricades dans plusieurs endroits de la ville et sur les axes routiers.

TRAfic BLOQUE

Sur la route menant à Nairobi, un de ces barrages qui bloquaient totalement la circulation a été rapidement démantelé par les forces de sécurité. Sur la route menant vers l'ouest du pays, une centaine de personnes, certaines armées de planches et de machettes, ont également bloqué le trafic en mettant en travers de la chaussée un camion et des pierres. Dans la ville, une faible circulation avait repris vers 08h00. Ces barricades ont notamment été installées à proximité du bidonville de Kaptembwa, où des dizaines de maisons appartenant à des membres de l'ethnie kikuyu avaient été brûlées vendredi. Augmentation de la violence à Nakuru où des groupes d'émeutiers s'affrontent PLUS DE 800 MORTS DEPUIS LA REELECTION

Nakuru, quatrième ville du pays, est un gros centre agricole où plusieurs groupes ethniques se côtoient. Des membres de la communauté kalenjin, qui a majoritairement soutenu le candidat malheureux de l'opposition Raila Odinga affrontent leurs voisins kikuyus, l'ethnie du président sortant Mwai Kibaki. Les affrontements, qui viennent s'ajouter à d'autres plus anciens liés à des conflits fonciers récurrents, touchent aussi des membres d'autres ethnies installées dans la région.

En tout, suite à ces violences qui sévissent depuis la réélection en décembre dernier, au moins 685 personnes ont trouvé la mort au Kenya et quelque 255.000 personnes ont été contraintes de fuir leur maison dans le pays. 26 janvier 2008

Odinga prêt à partager le pouvoir avec Kibaki

"Nous avons une proposition de Constitution qui prévoit un président et un Premier ministre. Nous sommes prêts (...) à ce qu'il (Kibaki) reste président et que nous prenions le poste de Premier ministre", déclare le chef de l'opposition kényane Raila Odinga, chef de l'opposition kényane, s'est dit prêt, sous conditions, à partager le pouvoir avec le président Mwai Kibaki, dans une interview à la télévision allemande ARD diffusée mercredi 23 janvier.

"Nous avons une proposition de Constitution qui prévoit un président et un Premier ministre. Nous sommes prêts à partager le pouvoir avec lui (Kibaki), à ce qu'il reste président et que nous prenions le poste de Premier ministre", a déclaré en allemand Raila Odinga, qui avait étudié en RDA. Nous sommes prêts à parler avec M. Kibaki Une coopération avec Mwai Kibaki, "c'est possible, mais cela dépend des conditions", a-t-il souligné.

"Nous voulons des réformes pour le Kenya, constitutionnelles, pour avoir des institutions fortes", a dit Raila Odinga.

"Nous avons l'espoir que (Kofi) Annan obtienne la coopération des deux parties. Nous sommes prêts à parler avec lui et également avec M. Kibaki", a mis en avant Raila Odinga

VISE PAR DES GAZ LACRYMOGENES

Raila Odinga a, par ailleurs, dû quitter mercredi précipitamment une cérémonie funèbre à Nairobi alors qu'un groupe de jeunes tentait de défier, avec des pierres, les forces de police. Celles-ci ont alors tiré à coups de gaz lacrymogènes sur les personnes présentes. Selon l'opposition, la cérémonie était organisée en mémoire de victimes de la répression policière lors des récentes manifestations pour protester contre la réélection de Mwai Kibaki, le 27 décembre dernier. Raila Odinga, arrivé officiellement deuxième de l'élection présidentielle, et des leaders de son parti, le Mouvement démocratique orange (ODM), se trouvaient sous une tente où étaient disposés une douzaine de cercueils quand les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes. Cérémonie funèbre de Nairobi mercredi dernier qui s'est terminée par heurts avec la police. Le leader de l'opposition a quitté précipitamment les lieux en voiture.

"Nous avions convenu avec eux (les jeunes militants de l'opposition, ndlr) qu'ils soient pacifiques, mais ils ne l'étaient pas, donc ce rassemblement qui était légal est désormais illégal", a déclaré le porte-parole de la police, Eric Kiraithe, pour tenter de justifier l'usage de la force.

LA MANIFESTATION NATIONALE DE JEUDI ANNULÉE ?

En marge de ce rassemblement, le porte-parole de l'ODM, Salim Lone, a annoncé que le parti d'opposition envisageait de suspendre son appel à une manifestation nationale, prévue jeudi, si le médiateur Kofi Annan le lui demande.

"Nous devons rencontrer M. Annan à 16h30 (13h30 GMT). S'il nous demande de suspendre ces manifestations (à travers le pays), nous y réfléchirons très sérieusement", a déclaré Salim Lone.

Les rassemblements politiques ont été interdits pas les autorités depuis les élections générales du 27 décembre et les manifestations de l'opposition ont été violemment réprimées par la police, notamment dans les bidonvilles de Nairobi et dans plusieurs villes de l'ouest du pays, bastions électoraux de Raila Odinga.

Le 19 janvier, l'ODM avait appelé à une nouvelle journée d'action nationale jeudi et à des prières collectives mercredi et vendredi. La police continue de faire appliquer la loi et d'interpeler tous les manifestants anti gouvernement. L'une de ses prières, organisée mercredi à Nairobi, a été autorisée mardi soir par la police qui a appelé les participants dans un communiqué "à respecter la loi (...) et à se disperser dans le calme au terme de cette prière".

AU MOINS 780 MORTS

Koffi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, a entamé mercredi au Kenya sa médiation, sous l'égide de l'Union africaine (UA), pour tenter de trouver une issue négociée à la crise politique majeure qui secoue le Kenya depuis l'annonce le 30 décembre de la réélection contestée du président Mwai Kibaki.

Le chef de l'opposition Raila Odinga rejette le résultat de ce scrutin entaché de fraude selon lui et de nombreuses irrégularités selon de nombreux observateurs. Depuis la fin décembre il y a au moins 780 victimes des violences post électORALES !

Au moins 780 personnes ont été tuées et plus de 250.000 déplacées dans les violences post-électorales au Kenya, entre partisans de l'opposition et supporters de Mwai Kibaki et par les forces de sécurité lors de la répression de manifestations de l'opposition interdites par la police. 26 janvier 2008

Premiers pas vers une solution au Kenya selon Kofi Annan

Le président kényan réélu et le chef de l'opposition se sont rencontrés pour la première fois depuis l'élection présidentielle, en présence de Kofi Annan, qui conduit la médiation de l'Union africaine. Le président kényan réélu Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga se sont rencontrés pour la première fois, jeudi 24 janvier, depuis la présidentielle contestée de fin décembre, une réunion qualifiée de "premier pas vers une solution" à la crise par son médiateur Kofi Annan. Kofi Annan et le président M Kibaki

L'ancien secrétaire général de l'ONU, qui conduit la médiation de l'Union africaine, s'est toutefois montré très inquiet de l'usage excessif de la force par la police" et la "poursuite des violences" dans le pays où douze personnes ont encore été tuées dans la nuit de mercredi à jeudi. Mwai Kibaki et Raila Odinga se sont serré la main après cette rencontre, la première entre les deux rivaux depuis l'élection présidentielle du 27 décembre. Les violences politico-ethniques, qui ont suivi ce scrutin, ont fait au moins 790 morts et 255.000 déplacés.

"SOUTENIR LA PAIX"

"Je pense que nous avons commencé à faire les premiers pas vers une solution pacifique au problème, et vous pouvez voir que les deux dirigeants sont là pour souligner leur engagement pour le dialogue", a estimé Kofi Annan en qualifiant la réunion de "développement très encourageant".

Raila Odinga a pour sa part assuré que des "mesures vitales" avaient été prises "pour résoudre la querelle électorale et le conflit qui ravage" le Kenya depuis un mois, demandant "à chacun d'être patient et de soutenir la paix".

La population fuit pour ne pas subir les violences interethniques Quant au président Mwai Kibaki, il a appelé les Kényans "à éviter la violence pendant qu'on s'efforce de trouver une solution".

"En tant que président élu en bonne et due forme et qui a prêté serment (...), je conduirai personnellement notre pays vers la promotion de l'unité, la tolérance, la paix et l'harmonie entre les Kényans", a assuré Mwai Kibaki.

LES VIOLENCES CONTINUENT

Cette déclaration a suscité une réaction outrée de la part du parti de Raila Odinga qui a accusé Mwai Kibaki de "tenter de légitimer son usurpation de la présidence". Mwai Kibaki avait été déclaré vainqueur de la présidentielle par la commission électorale kényane, mais Raila Odinga l'accuse de fraudes électorales. Des observateurs internationaux ont dénoncé de nombreuses irrégularités pendant la comptabilisation des résultats. Jeune pillard maîtrisé par des forces de sécurité

Saluant le premier face-à-face entre les deux protagonistes de la crise, Kofi Annan a cependant fait part de sa vive inquiétude sur "la poursuite de la violence" et un "usage excessif de la force par la police". "Nous en avons discuté et des mesures vont être prises", a-t-il assuré.

Environ 300 personnes ont dû fuir jeudi leurs maisons d'une région de la vallée du Rift, dans l'ouest du Kenya, après des incendies criminels. 26 janvier 2008

À Nakuru, conflits ethniques et fonciers s'inscrivent à la reprise électorale

« Tout ça n'a plus rien à voir avec les élections : Raila et Kibaki se sont serré la main et la violence continue », insurge un habitant de Nakuru, dans la vallée du Rift (ouest du Kenya), où conflits ethniques et fonciers ont pris le pas sur les révoltes électorales.

Une colonne de fumée monte des dizaines de maisons incendiées par des inconnus dans le bidonville de Kaptembwa, où vit Peter, la cinquantaine. Entouré de jeunes armés de machettes aux mines angoissées par une nuit agitée, il livre sa vision terre-à-terre des affrontements : « Ce sont des violences préarrangées ; des gens, jaloux de la réussite d'autres, utilisent la crise politique pour détruire et piller. » Conflits ethniques et fonciers s'inscrivent à la reprise électorale L'annonce le 30 décembre de la victoire du président kényan Mwai Kibaki a été suivie de violences politico-ethniques ayant fait près de 800 morts. La province de la vallée du Rift est devenu

l'épicentre des heurts où les assaillants – en majorité Kalenjins accusant les autres ethnies d'avoir volé leur « terre ancestrale » – terrorisent les autres communautés, entraînant des représailles sanglantes.

Des milliers de familles kikuyus, l'ethnie de Kibaki, ou luyas ont été obligées de fuir ces derniers jours après que leurs maisons eurent été incendiées, leurs voisins tués à la machette, ou leurs récoltes pillées. « Les jeunes Kalenjins brûlent pour montrer leur insatisfaction des résultats de l'élection : ils voulaient le changement. Bien sûr, cela a révélé la haine entre Kikuyus et Kalenjins, mais si la crise politique est résolue, le calme reviendra », assure à l'AFP un étudiant kalenjin sous le couvert de l'anonymat, à l'instar de la majorité des Kalenjins interrogés. La crise politique a révélé des excès de haine entre Kikuyus et Kalenjins Mais des observateurs relèvent que la contestation par l'opposant Raila Odinga de la réélection de M. Kibaki est devenue un prétexte pour régler des différends plus anciens, qui font craindre une prolongation des heurts. La région a déjà été frappée plusieurs fois par des violences ethniques et foncières, notamment en 1992 et 1994, en 2003 et en 2005. Après son accession au pouvoir en 2002, « Kibaki n'a rien fait pour régler la question du partage de la terre (...), comme les précédents gouvernements », dénonce Keffa Magenyi, membre du Conseil national des Eglises du Kenya.

En 2005, lors de la campagne pour le référendum sur la réforme de la Constitution, « tout a pris un tour ethnique ; l'opposition a fait campagne contre les Kikuyus en affirmant qu'ils étaient favorisés par le gouvernement », attisant les frustrations ethniques, poursuit M. Magenyi. « Le principal problème n'est pas la politique, mais la terre ; tout le monde se bat pour en acquérir, notamment les jeunes qui sont en majorité chômeurs », dans un pays très inégalitaire où plus de 50 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour, dit-il.

Leah, grand-mère kikuyu de 78 ans, vit à ciel ouvert au milieu des meubles de voisins après l'incendie de sa maison mercredi à Jogoo (60 km au nord de Nakuru). « C'est pire que lorsque j'ai été déplacée en 1992 », murmure-t-elle, relayant le sentiment de nombreuses victimes. De son côté, Ernest Murimi, secrétaire de l'organisation catholique Paix et Justice, estime que les violences de 1992 « ont été pires, mais maîtrisables au bout de quelques mois ». « Aujourd'hui, les chefs coutumiers ne contrôlent plus ces jeunes qui organisent

en milices et la situation empire », souligne-t-il.

Selon Keffa Magenyi, « la situation devient hors de contrôle ; pour éviter une dégradation, il faut contenir les “chefs de guerre” tribaux », en référence à des politiciens accusés d'enflammer les violences en payant et armant des jeunes désœuvrés. 26 janvier 2008

Nouvelles fusillades à Nakuru, le bilan s'alourdit

NAKURU, Kenya (Reuters) - Des fusillades ont éclaté samedi dans la ville kényane de Nakuru, dans la vallée occidentale du Rift, où des affrontements politico-ethniques ont fait 25 morts depuis jeudi soir, ont rapporté des témoins et des médecins. Un journaliste de Reuters a vu 16 corps carbonisés déchargés d'un camion de la police samedi devant la morgue et un médecin du principal hôpital de la ville a parlé de neuf autres corps. Des groupes armés montent la garde près de barrages érigés dans cette capitale provinciale.

Un couvre-feu nocturne a été imposé dans la ville afin de prévenir de nouveaux heurts entre groupes rivaux armés de machettes, de bâtons, d'arcs et de flèches. Plusieurs magasins ont été pillés et incendiés vendredi.

Quel avenir ? cette crise va laisser des traces dans les esprits

Les affrontements ont opposé des membres de la tribu kikuyu, dont le chef de l'Etat Mwai Kibaki est issu, à des Luos et des Kalenjins, groupes ethniques favorables à Raila Odinga, rival malheureux de Kibaki à la présidentielle contestée du 27 décembre.

Les violences qui ont suivi le scrutin ont fait près de 700 morts et 250.000 déplacés.

Odinga et Kibaki se sont rencontrés jeudi pour la première fois depuis le début de la crise sous l'égide de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Leurs sourires et leurs poignées de mains ont alors relancé les espoirs d'un règlement rapide, mais le chef de file de l'opposition a repris vendredi sa charge contre le président.

Odinga a ainsi exhorté l'Union africaine à ne pas reconnaître Kibaki, à l'occasion du sommet qui doit se tenir du 31 janvier au 2 février à Addis-Abeba. Dans un entretien accordé à Reuters, il a en outre exclu de cohabiter avec le chef de l'Etat en tant que Premier ministre, solution évoquée par la presse et dans les milieux diplomatiques. 25 janvier 2008

La Vallée du Rift en proie à la haine et au chaos

Un couvre-feu va être installé dans la ville de Nakuru, capitale de la province de la Vallée du Rift, qui est devenue l'épicentre des violences entre groupes ethniques rivaux. La police kényane a décidé vendredi 25 janvier d'instaurer un couvre-feu nocturne de 19h00 (16h00 GMT) à 07h00 dans la ville de Nakuru, la capitale de la province de la Vallée du Rift (ouest) et quatrième ville du pays, où de violents combats ont eu lieu dans la journée. La foule s'est livrée au pillage et des jeunes en colère ont caillassé des voitures. La police impose un couvre feu à Nakuru 15 MORTS CES DERNIERES 24 HLa police a tiré en l'air, cherchant en vain à séparer les combattants qui s'affrontaient à la machette ou avec des arcs et des flèches. Selon des journalistes, l'armée aurait patrouillé aux côtés de la police, alors que tous les commerces avaient fermé leurs portes et que deux hélicoptères militaires survolaient les lieux.

Dans la journée de vendredi 25 janvier, des sources policières ont indiqué la mort de huit personnes à Nakuru lors d'affrontements entre groupes ethniques rivaux. Des affrontements meurtriers se multiplient dans la vallée du Rift. Selon ces sources, ces nouvelles victimes ont porté à 15 le nombre de personnes tuées dans la Vallée du Rift ces dernières 24 heures. En effet, cinq personnes ont été tuées à la machette à Nakuru et Molo, à une quarantaine de kilomètres de Nakuru. Deux autres personnes ont été tuées par la police à Molo.

Les troubles à Nakuru ont commencé jeudi soir, lorsque des habitants ont appris que Mwai Kibaki insistait sur le fait qu'il était le "président élu" du Kenya, selon le pasteur Richard Nato. A Nakuru, où des maisons ont été incendiées vendredi, l'armée a démantelé des barricades enflammées et les autorités ont imposé un couvre-feu de 19h00 à 07h00. Dix corps, la plupart présentant de profondes entailles, ont été retrouvé dans différentes parties de la ville, dit-on de source policière. Mais le bilan risque de s'alourdir parce que la police ne s'est pas encore aventurée dans le quartier de Kaptembwa, d'où sont partis les heurts. Les médias ont fait état d'au moins deux autres morts dans la ville proche de Molo.

Certains Kikuyus ont expliqué qu'ils pourchassaient les Kalenjins tenus responsables de l'incendie d'une église où ont péri 30 Kikuyus, le 1er janvier non loin d'Eldoret, dans la vallée du Rift. "Nous avons promis que pour chaque Kikuyu tué à Eldoret, nous tuerions deux Kalenjins vivant à Nakuru", explique Dennis Kariuki, un chauffeur d'autobus. PLUS DE 800 MORTS DEPUIS LA REELECTION Ces derniers jours, la vallée du Rift est devenue l'épicentre de ces violences ethniques. Nakuru, quatrième ville du pays, est un gros centre agricole où plusieurs groupes ethniques se côtoient. Des membres de la communauté kalenjin, qui a majoritairement soutenu le candidat malheureux de l'opposition Raila Odinga affrontent leurs voisins kikuyus, l'éthnie de du président sortant Mwai Kibaki. Les affrontements, qui viennent s'ajouter à d'autres plus anciens liés à des conflits fonciers récurrents, touchent aussi des membres d'autres ethnies

installées dans la région. La communauté kalenjin affrontent leurs voisins kikuyus. En tout, suite à ces violences qui sévissent depuis la réélection en décembre dernier, au moins 685 personnes ont trouvé la mort au Kenya et quelque 255.000 personnes ont été contraintes de fuir leur maison dans le pays. 25 janvier 2008

15 morts dans la Vallée du Rift, Annan poursuit sa médiation

NAIROBI (AFP) — Quinze personnes ont été tuées vendredi dans la Vallée du Rift (ouest), devenue l'épicentre des violences post-électorales au Kenya après la réélection contestée du président Mwai Kibaki il y a un mois, tandis que le médiateur Kofi Annan poursuivait ses consultations à Nairobi. Dans la capitale provinciale de la Vallée du Rift, Nakuru, la police a instauré vendredi un couvre-feu de 19H00 à 07H00 (16H00 à 04H00 GMT) pour y "faciliter le rétablissement de la situation", a déclaré à l'AFP le commandant de la police provinciale Everette Wasige.

Huit personnes ont été tuées dans cette ville lors d'affrontements entre groupes ethniques rivaux, portant à 15 le nombre de victimes dans la province en 24 heures.

Des groupes se forment pour en découdre et régler leurs différends

Plus de 800 personnes ont trouvé la mort au Kenya dans les violences politico-ethniques qui ont suivi la réélection du président Kibaki, rejetée par le chef de l'opposition Raila Odinga qui l'accuse d'avoir fraudé pour lui voler la victoire.

Le centre-ville de Nakuru, où une tension très vive était palpable tout au long de la journée, était, en fin d'après-midi, vidé de ses habitants et de ses transports collectifs. Des véhicules de la police anti-émeute et para-militaire patrouillaient les rues, également surveillées par un hélicoptère de la police, a constaté une journaliste de l'AFP.

Nombreux sont les magasins incendiés et pillés sur la route de Nakuru

A la sortie de la ville, sur la route entre Nakuru et Eldoret, plus au nord-ouest, des échoppes incendiées dans la journée se consumaient tandis qu'un incendie faisait rage dans le bidonville de Kaptembwa, situé en contrebas de la route.

Deux cents personnes, fuyant les violences, étaient rassemblées, avec meubles et matelas, sur le bord de cette route.

Les réfugiés fuient pour trouver refuge et protection dans les églises ou les postes de police

"Depuis hier (jeudi), nous avons commencé à mettre le feu (aux domiciles de Kikuyus, ethnie de M. Kibaki) et nous continuerons tant que nos droits ne seront pas respectés. Nous allons nous diriger vers le parc des expositions: nous voulons que les déplacés (qui s'y trouvent) s'en aillent. Nous sommes prêts à mourir", a déclaré à l'AFP un résident luo (ethnie de Raila Odinga) du bidonville.

Dans un autre quartier de la périphérie de Nakuru, à Shababu, l'AFP a pu constater que tous les hommes dans la rue étaient armés de machettes, couteaux, arcs, barres de fer, visiblement prêts à en découdre.

La vallée du Rift est devenue ces derniers jours l'épicentre de ces violences dans lesquelles s'affrontent notamment des membres de la communauté kalenjin, qui a majoritairement soutenu M. Odinga, et leurs voisins kikuyus, l'ethnie de M. Kibaki. Ces affrontements impliquent également des membres d'autres ethnies installées dans la région.

Ces violences viennent s'ajouter, et largement se confondre, à d'autres plus anciennes liées à des conflits fonciers récurrents.

"Le cercle vicieux des contre-attaques et représailles est en train de devenir incontrôlable dans la région de la Vallée du Rift et des mesures urgentes sont nécessaires pour résoudre cela", s'est alarmé le secrétaire général de la Croix-Rouge kényane Abbas Gullet lors d'une conférence de presse.

Les édifices religieux n'échappent pas à la règle des groupes incontrôlés

Ces nouveaux affrontements interviennent au lendemain de la première rencontre depuis les élections, entre MM. Kibaki et Odinga, en présence de M. Annan qui a poursuivi vendredi ses consultations.

L'ancien secrétaire général des Nations unies a notamment rencontré le président de la commission électorale kényane, Samuel Kivuitu, des responsables religieux, l'ancien président kényan Daniel Arap Moi ou encore la militante écologiste kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix 2004.

De son côté, M. Odinga a appelé l'Union africaine (UA) à ne pas reconnaître le gouvernement de M. Kibaki lors du prochain sommet des chefs d'Etat de l'organisation prévu du 31 janvier au 2 février à Addis Abeba.

"Nous ne pensons pas que l'UA devrait reconnaître un gouvernement qui est illégitime. Cela créerait un très mauvais précédent, celui de l'UA qui cautionne le truquage d'élections en Afrique", a déclaré Raila Odinga à la presse. 25 janvier 2008

Malgré les négociations, les affrontements se poursuivent

Au moins quinze personnes sont mortes depuis jeudi 25 janvier dans la vallée du Rift, dans l'ouest du Kenya, où se concentrent les principaux foyers de violences qui ont fait plus de 800 morts depuis l'élection présidentiel du 27 décembre. Ces affrontements ont lieu alors que l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, poursuit sa médiation entre le président Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga. Nakuru le couvre-feu a été imposé par les forces de l'ordre à Nakuru, capitale provinciale de la vallée, les autorités ont instauré un couvre-feu de 19 heures à 7 heures du matin pour "faciliter le rétablissement de la situation", selon un commandant de la police locale cité par l'AFP. Dans les rues de la ville, policiers et militaires patrouillaient avec l'aide d'un hélicoptère alors que les habitants fuyaient par centaines. Selon Abbas Gullet, responsable de la Croix-Rouge kényane, la situation "est en train de devenir incontrôlable" et "des mesures urgentes sont nécessaires".

Les violences impliquent des membres de la communauté kalenjin et d'autres ethnies de la région, dont les Luos, qui ont majoritairement soutenu M. Odinga, et leurs voisins kikuyus, l'ethnie dont est issu M. Kibaki.

Sous la protection de la police certains vont chercher ce qui peut l'être

A Nairobi, Kofi Annan a poursuivi ses consultations en vue de trouver un compromis entre les deux parties. Il a rencontré le président de la commission électorale kényane, Samuel Kivuitu, l'ancien président kényan Daniel Arap Moi et des responsables religieux. Raila Odinga, qui a rencontré pour la première fois son rival jeudi, a quant à lui appelé l'Union africaine à ne pas reconnaître le gouvernement de M. Kibaki lors de son prochain sommet, le 31 janvier. 24 janvier 2008

Premier face-à-face Kibaki-Odinga "encourageant" selon Annan

NAIROBI (AFP) — Le président kényan réélu Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga se sont rencontrés pour la première fois jeudi depuis la présidentielle contestée de fin décembre, une réunion qualifiée de "premier pas vers une solution" à la crise par son médiateur Kofi Annan. L'ancien secrétaire général de l'ONU, qui conduit la médiation de l'Union africaine, s'est toutefois montré très préoccupé par l'"usage excessif de la force par la police" et la "poursuite des violences" au pays, où 12 personnes ont encore été tuées dans la nuit de mercredi à jeudi.

MM. Kibaki et Odinga se sont serré la main

MM. Kibaki et Odinga se sont serré la main après cette rencontre cruciale, la première entre les deux hommes depuis l'élection du 27 décembre qui a été suivie par des violences politico-ethniques ayant fait au moins 790 morts et 255.000 déplacés.

"Je pense que nous avons commencé à faire les premiers pas vers une solution pacifique au problème, et vous pouvez voir que les deux leaders sont là pour souligner leur engagement pour le dialogue", a estimé M. Annan en qualifiant la réunion de "développement très encourageant".

M. Odinga a pour sa part assuré que des "mesures vitales" avaient été prises "pour résoudre la dispute électorale et le conflit qui ravage" le Kenya depuis un mois, demandant "à chacun d'être patient et de soutenir la paix".

M. Kibaki a appelé les Kényans "à éviter la violence pendant qu'on s'efforce de trouver une solution".

" Je conduirai personnellement notre pays vers la promotion de l'unité "

"En tant que président élu en bonne et due forme et qui a prêté serment (...), je conduirai personnellement notre pays vers la promotion de l'unité, la tolérance, la paix et l'harmonie entre les Kényans", a-t-il assuré.

Cette déclaration a suscité une réaction outrée de la part du parti de M. Odinga qui a accusé M. Kibaki de chercher à légitimer sa présidence.

M. Kibaki a été déclaré vainqueur de la présidentielle par la commission électorale kényane, mais M. Odinga l'accuse de fraudes électorales. Des observateurs internationaux ont dénoncé de nombreuses irrégularités pendant la comptabilisation des résultats.

Saluant ce premier face-à-face entre les deux protagonistes de la crise, M. Annan a cependant fait part de sa vive inquiétude sur "la poursuite de la violence" et un "usage excessif de la force par la police". "Nous en avons discuté et des mesures vont être prises", a-t-il assuré. Environ 300 personnes ont dû fuir jeudi leurs maisons d'une région de la vallée du Rift, dans l'ouest du Kenya, après des incendies criminels, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ces habitants de la localité de Jogoo et ses environs, dont la majorité des maisons ont été incendiées mercredi soir, attendaient le long d'une route, au milieu de leurs meubles, un éventuel moyen de transport vers la ville voisine de Molo.

De son côté, l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a accusé des membres de l'opposition d'orchestrer les violences interethniques dans cette partie du pays, la Vallée du Rift, en marge de la contestation électorale.

L'ODM a rejeté ces accusations, son porte-parole déclarant à l'AFP qu'il était "très facile de mal interpréter des histoires récupérées de deuxième ou troisième main".

L'ODM a rejeté les accusations d'orchestrer les violences interethniques

La Vallée du Rift est le théâtre, depuis l'annonce des résultats de la présidentielle, d'affrontements entre membres de la communauté kalenjin, qui a majoritairement soutenu M. Odinga, et leurs voisins kikuyus. Ces violences touchent également des membres d'autres ethnies installées dans la région.

Ces violences viennent s'y ajouter à d'autres plus anciennes liées à des conflits fonciers récurrents. 24 janvier 2008

Epuration ethnique au Kenya, dans la vallée du Rift

Le long des pistes, les portes des commerces pillés claquent au vent. Sur les collines, les bâtiments incendiés semblent d'atroces caries. Chaque jour, des maisons brûlent, des habitants sont chassés ou tués. Dans la région de Kipkelion, au cœur de la vallée du Rift, la tourmente post-électorale kényane s'est muée en un ouragan qui menace d'emporter la raison d'une des régions les plus fertiles, les plus peuplées et les plus mélangées du Kenya. Non que la folie ou la rage aveugle règnent sur les violences. Assassinats et incendies sont sélectifs. Ils frappent en priorité les Kikuyu, membres du groupe ethnique du président Mwai Kibaki, réélu grâce à des fraudes le 30 décembre 2007. Les agresseurs, majoritairement leurs voisins, appartiennent au groupe des Kalenjin, vaste confédération ethnique ayant soutenu l'opposition.

Assassinats et incendies sont sélectifs. Ils frappent en priorité les Kikuyus

Les troubles, comme dans tout le Kenya, ont commencé à l'annonce des résultats électoraux. Trois semaines plus tard, dans la vallée du Rift, ils n'ont fait qu'augmenter. Ce soir, mercredi 23 janvier, au monastère Saint-Bernard perdu au bout d'une route caillouteuse serpentant dans les collines, le Père Dominique Nkoyoyo sonne à nouveau l'alarme. Patrouillant à bord de sa vieille Land Cruiser cabossée en fin d'après-midi, il a trouvé de nouveaux barrages de pierres et de troncs d'eucalyptus dressés dans les environs du monastère cistercien dont il est le supérieur, et où sont réfugiées sept cents personnes, essentiellement des Kikuyu.

Quatre jours plus tôt, près d'un millier d'hommes, des Kipsigi et des Nandi (groupe des Kalenjin), avaient monté des barrages avant de lancer une série d'attaques, "mettant le feu aux quatre coins de l'horizon". Ensuite, ils sont partis à l'assaut du monastère en bandes, armés d'arcs, de flèches, de gourdins et de machettes.

Les moines cisterciens ont sauvé des femmes et enfants d'une mort certaine par le feu

Dans la panique, les Pères cisterciens ont d'abord massé les femmes et les enfants dans l'église. La peur d'y être brûlés vivants les a jetés dehors. "J'ai appelé les autorités et je leur ai dit : envoyez tout de suite des askaris (forces de

sécurité). Sinon, vous ne trouverez que des cendres et des cadavres demain matin", raconte, impavide, le Père Dominique en dégageant la piste d'une série de rochers. Cette nuit-là, l'horreur a été évitée de justesse. Les feux allumés à proximité du monastère se sont éteints dans l'humidité. Les forces de police, arrivées en urgence, tirant au jugé dans l'obscurité, ont repoussé les assaillants vers les forêts voisines.

Mais ces derniers se trouvent toujours dans les environs. Pour s'en convaincre, il suffit de monter par un sentier à peine praticable jusqu'à Nairobi. Sur cette éminence, en surplomb, se trouvaient commerces, école et habitations de Kikuyu. Tout est rasé. Albert, l'un des sinistrés, embrasse d'un geste les ruines d'une existence, et analyse : "Les attaques ont commencé partout au moment de l'annonce des résultats. De l'essence avait été stockée pour les incendies. Des groupes d'attaquants avaient été constitués. Des responsables politiques locaux s'occupaient de la logistique. Tout était préparé à l'avance."

Sur la colline d'en face, un groupe d'une cinquantaine d'hommes observe la scène. Beaucoup sont armés d'arcs et de flèches. "Les voilà. On leur amène du ravitaillement par véhicule. Ils peuvent attaquer d'un instant à l'autre. Partons !"

Ici, l'état de semi-insurrection dans lequel le Kenya s'est trouvé plongé a atteint un autre palier. D'autant plus facilement que les différends fonciers ont commencé dès avant l'indépendance, lorsque les colons britanniques ont expulsé les Kikuyu pour s'approprier leurs terres, poussant une partie d'entre eux à s'installer dans la vallée du Rift.

Les disputes au sujet des terres hantent à présent toute la vallée du Rift

Au fil des décennies, les disputes au sujet de la terre se sont faites plus aigres, puis violentes, en temps d'élections, jusqu'à hanter toute la vallée du Rift. Alors, dans les écoles, à proximité des bâtiments administratifs, partout où ils espèrent échapper aux assaillants, les Kikuyu comparent leurs informations, dressent des listes de responsables politiques impliqués dans les attaques. L'aspect systématique des destructions accrédite leur thèse d'une tentative d'épuration ethnique post-électorale.

Billy, comme beaucoup de victimes des violences, refuse à la fois d'être cité par son nom de famille et de quitter la région dans le flot des dizaines de milliers de Kikuyu qui fuient en s'entassant dans des camions. A Nyasiakia, une dizaine de kilomètres plus loin, il décrit une violence de voisinage : "Là, c'est ma maison. Brûlée. Comme toutes les maisons des Kikuyu. Et juste à côté, la maison intacte, c'est notre voisin kalenjin. Il était là le jour de l'attaque, à côté des "guerriers". C'est même lui qui a pris deux de nos sept vaches. Tenez, on les voit d'ici." Dans son blouson, il serre son titre de propriété. "C'est la seule chose que j'ai emportée quand ils sont venus brûler. Si ce document disparaît, on prendra ma terre."

Côté kikuyu, on tient les listes de coupables supposés. Côté kalenjin, on s'y emploie aussi. "On collecte des informations, on fait des listes", affirme, à Salgaa, Frank, un Kalenjin, ex-capitaine de l'armée de l'air. "Nos gens sont agités au-delà des limites", reconnaît-il. Regardant passer des véhicules surchargés de familles kikuyu qui fuient la vallée du Rift en emportant leurs biens, il s'emporte : "Ils se plaignent, mais apparemment ils ont encore beaucoup de choses, non ? Et nous aussi, nous avons des victimes !" Dans la clinique voisine, un garçon maculé de sang, couché à même le béton, se tord de douleur, la tête entaillée par des coups de machette. 23 janvier 2008

Odinga prêt à partager le pouvoir l'opposition annule les manifestations

NAIROBI (AFP) — Le chef de l'opposition kényane, Raila Odinga, qui revendique la victoire à la présidentielle, s'est dit prêt mercredi à partager le pouvoir avec le président réélu Mwai Kibaki, et son parti a annulé l'appel à manifester jeudi après un entretien avec le médiateur Kofi Annan. "Nous avons une proposition de Constitution qui prévoit un président et un Premier ministre", a déclaré M. Odinga dans une interview accordée mercredi matin à la télévision allemande ARD. "Nous sommes prêts à partager le pouvoir avec lui (Kibaki), à ce qu'il reste président et que nous prenions le poste de Premier ministre", a ajouté le candidat malheureux à l'élection présidentielle du 27 décembre, remportée officiellement par M. Kibaki.

Cependant, Anthony Gachoka, un attaché de presse du parti de M. Odinga, le Mouvement démocratique orange (ODM), a affirmé à l'AFP que les propos de M. Odinga avaient été "sortis de leur contexte" et que la chaîne allemande en avait fait "une fausse interprétation".

Le régime est présidentiel au Kenya. En 2005, une réforme constitutionnelle, promise par M. Kibaki lors de son élection en 2002 et prévoyant la création d'un poste de Premier ministre avec des pouvoirs limités, avait été rejetée par référendum.

Dans un signe d'apaisement mercredi soir, l'ODM a annulé l'appel à manifester pour jeudi. Cette décision a été prise à la demande de M. Annan, l'ex-secrétaire général des Nations unies, qui s'est entretenu pendant deux heures mercredi soir à Nairobi avec M. Odinga, a précisé le porte-parole de l'ODM, Salim Lone.

L'ODM a annulé les manifestations de jeudi en espérant éviter les débordements prévisibles

L'ODM, qui dénonce des fraudes massives à la présidentielle, a organisé depuis des semaines plusieurs manifestations, toutes interdites par la police qui les a violemment dispersées. La police avait de nouveau interdit les rassemblements prévus jeudi dans tout le pays. Les discussions entre M. Odinga et Annan, arrivé mardi soir à Nairobi, ont été "très utiles et très constructives", selon M. Lone. "Les négociations vont être très difficiles, mais nous sommes déterminés à tout faire pour obtenir un accord (avec M. Kibaki) puisque l'avenir du pays est en jeu", a-t-il ajouté.

L'entretien entre M. Annan et M. Kibaki, qui était initialement prévu pour mercredi après-midi, a été reporté à jeudi, selon le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua.

Le Kenya, l'un des pays les plus stables d'Afrique jusqu'à fin décembre, traverse une crise inédite depuis son indépendance en 1963. Au moins 780 personnes ont été tuées dans des violences politico-ethniques depuis la réélection contestée de M. Kibaki. Les tensions se sont poursuivies mercredi. La police a tiré des gaz lacrymogènes contre une cérémonie funèbre à Nairobi, contrignant M. Odinga, arrivé deuxième de la présidentielle, à quitter précipitamment les lieux.

La cérémonie avait été organisée en mémoire d'une douzaine de personnes, victimes, selon l'opposition, de la répression des forces de l'ordre ces derniers jours.

La police avait autorisé la procession, alors que tous les rassemblements politiques ont été interdits par les autorités depuis les élections générales du 27 décembre. Mais un groupe de jeunes participant à la cérémonie a lancé des pierres en direction des policiers, qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes.

M Aila Odinga est évacué dès le début des heurts entre un groupe de jeunes et la police

Enfin, dans la nuit de mardi à mercredi, huit personnes ont été tuées dans des violences liées aux élections: six dans le district de Nandi-sud (ouest), dans la province de la Vallée du Rift, où des dizaines de maisons ont été incendiées en 24 heures, et deux dans des bidonvilles de Nairobi, selon une source policière. 23 janvier 2008

L'opposition kényane annule les manifestations de jeudi

NAIROBI - Le principal parti de l'opposition kényane, le Mouvement démocratique orange (ODM), a annulé mercredi soir son appel à des manifestations jeudi à la demande du médiateur Kofi Annan, a annoncé à l'AFP le porte-parole de l'ODM, Salim Lone. "A la demande de M. Annan, nous avons annulé les manifestations prévues demain (jeudi), mais cela ne signifie pas que nous n'appelerons pas à de nouvelles manifestations", a déclaré M. Lone au terme d'un entretien entre M. Annan et le chef de l'opposition kényane, Raila Odinga.

L'ex-secrétaire général des Nations unies, M. Annan, a entamé mercredi à Nairobi une médiation visant à sortir le Kenya de la crise majeure qu'il traverse depuis l'élection présidentielle du 27 décembre, remportée officiellement par le chef de l'Etat sortant Mwai Kibaki.

Le pays retient son souffle et espère que les négociations avec Kofi Annan aboutissent à un résultat

L'ODM, qui dénonce des fraudes massives et revendique la victoire de son candidat Raila Odinga, a organisé depuis des semaines plusieurs manifestations, toutes interdites par la police qui les a dispersées par la force. La police avait de nouveau interdit les rassemblements prévus jeudi dans tout le pays.

M. Odinga et Annan se sont entretenus pendant deux heures à Nairobi mercredi en début de soirée. Les discussions ont été "très utiles et très constructives", selon M. Lone.

"Les négociations vont être très difficiles, mais nous sommes déterminés à tout faire pour obtenir un accord (avec M. Kibaki) puisque l'avenir du pays est en jeu", a-t-il ajouté.

L'entretien entre M. Annan et M. Kibaki, qui était initialement prévu pour mercredi après-midi, a été reporté à jeudi, selon le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua, qui n'a pas donné d'explications. En un mois, au moins 780 personnes ont été tuées dans des violences politico-ethniques au Kenya, qui était jusqu'à fin décembre l'un des pays africains les plus stables. 23 janvier 2008

Violences au Kenya: 7 nouveaux morts

NAIROBI (AFP) — Sept personnes ont été tuées au Kenya dans la nuit de mardi à mercredi, six dans l'ouest du Kenya et une à Nairobi, dans des affrontements à caractère ethnique liés à la réélection contestée du président Mwai Kibaki, a-t-on appris de source policière.

Six personnes ont été tuées et des dizaines de maisons incendiées dans le district de Nandi-sud, dans la vallée du Rift (ouest), région la plus touchée par les violences qui ensanglantent le Kenya depuis fin décembre.

"Nous avons eu des accrochages dans la zone de Nandi où ces victimes ont été signalées", a indiqué à l'AFP un haut responsable policier kényan sous couvert de l'anonymat.

Au moins 780 morts depuis le début des événements

Cette même source a indiqué qu'un homme avait été tué dans le bidonville de Mathare, à Nairobi, dans la nuit de mardi à mercredi. L'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan est arrivé mardi soir à Nairobi où il doit mener une nouvelle médiation, sous l'égide de l'Union africaine (UA), pour tenter de trouver une solution négociée à la crise post-électorale kényane. Condamnant "les violations massives des droits de l'Homme commises au cours des dernières semaines" au Kenya, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a "demandé qu'une enquête approfondie soit menée en vue d'identifier les responsables de ces violations et de les traduire en justice", dans un communiqué.

Au moins 780 personnes ont été tuées dans des violences post-électorales au Kenya, notamment entre les partisans de l'opposition et ceux de M. Kibaki, mais aussi entre la police et des manifestants favorables à l'opposition. Par ailleurs, la police a lancé des gaz lacrymogènes mercredi matin à Nairobi sur un cortège funèbre organisé par l'opposition pour des victimes, selon elle, de la répression policière dans les récentes manifestations, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les cortèges funèbres à Nairobi sont sous haute surveillance de la police

La police a tiré plusieurs grenades lacrymogènes en direction de plusieurs centaines de partisans de l'opposition qui suivaient en procession une douzaine de cercueils installés dans des camions, sur une grande artère de la capitale en direction du lieu prévu d'une prière collective. Les participants à la procession bloquaient la circulation, très dense sur cette artère, et chantaient "Pas de Raila, Pas de paix", en référence au candidat malheureux à la présidentielle kényane du 27 décembre, Raila Odinga, qui accuse le président réélu Mwai Kibaki de lui avoir volé la victoire. Personne n'a été blessé et la procession, autorisée par la police mardi soir, est arrivée dans le quartier excentré de Ngong, où les participants ont défilé devant les cercueils, ouverts et exposés sur des tréteaux. 23 janvier 2008

Heurts entre opposants et policiers lors d'obsèques à Nairobi NAIROBI (Reuters) - La police de Nairobi a fait usage de gaz lacrymogènes mercredi contre des manifestants qui lui lançaient des pierres lors d'un office funèbre à la mémoire d'opposants tués précédemment alors qu'ils protestaient contre la réélection du président Mwai Kibaki. Ces incidents ont eu lieu au moment où Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'Onu, entamait une mission de bons offices dans le pays. Plusieurs bombes lacrymogènes ont atterri dans le stade de football où étaient alignés des cercueils alors que le dirigeant d'opposition Raila Odinga achevait son oraison.

"C'est une guerre entre le peuple du Kenya et la petite clique assoiffée de sang qui tente de s'accrocher au pouvoir à tout prix", a déclaré Odinga à ceux qui assistaient à la cérémonie lorsque les violences ont éclaté près du stade.

"Restons un peuple uni pour libérer notre pays."

Arrivé la veille au soir à Nairobi, Annan a eu mercredi un premier entretien avec le président Mwai Kibaki et a rencontré à deux reprises le chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni, venu en voisin offrir lui aussi ses services. Le diplomate ghanéen, qui a déjà été reçu par le président du Parlement, Kenneth Marende, doit voir en fin de journée Odinga. La réélection contestée de Kibaki aux dépens d'Odinga au scrutin présidentiel du 27 décembre a provoqué une série d'affrontements politico-ethniques dont le bilan s'élève à environ 650 morts et 250.000 déplacés. Deux autres personnes au moins ont été tuées mercredi matin au cours d'accrochages dans un bidonville de la capitale.

Ce matin des combats reprenaient dans les bidonvilles de la capitale

Odinga accuse Kibaki de s'être arrogé la victoire par des moyens frauduleux. Le gouvernement affirme que l'ODM a

également truqué le vote. Les observateurs internationaux estiment qu'il est impossible de dire qui a gagné. La police avait assoupli l'interdiction des rassemblements publics en vigueur depuis le 30 décembre - date de l'investiture de Kibaki, suivie d'émeutes et de pillages - afin de permettre le déroulement d'une cérémonie dirigée par le Mouvement démocratique orange (ODM) d'Odinga à la mémoire de 28 "combattants de la liberté".

MANIFESTATIONS ANNULÉES

La journée avait débuté dans le calme, des centaines de manifestants étant partis des abords du bidonville de Kibera, bastion de l'ethnie Luo, en portant les cercueils de personnes que la police y avait tuées selon eux. La violence a éclaté lorsqu'une dizaine de jeunes se sont mis à stopper des voitures sur une route voisine, à en briser les vitres et à frapper ceux de leurs occupants qui n'appartenaient pas à l'ethnie Luo. Les policiers sont intervenus mais en s'abstenant d'abord de tirer sur les jeunes en nombre croissant qui les criblaient de pierres, ont rapporté des témoins. Les forces de l'ordre ont fini par riposter en chargeant la foule et en intensifiant les tirs de gaz lacrymogènes dont certains ont atteint le stade, provoquant la fuite des dirigeants de l'ODM. Alors que la police se retirait en continuant à tirer des gaz lacrymogènes de l'arrière de ses fourgons, les jeunes s'en sont pris à un bureau de poste voisin, brisant les fenêtres, abattant un mur et déclenchant un incendie.

l'ODM a décidé d'annuler ses manifestations prévues de jeudi

Un peu plus tôt, l'ODM avait décidé d'annuler ses manifestations prévues jeudi à la demande de Kofi Annan.

"Annan nous a dit qu'il demanderait qu'il n'y ait pas de protestations dans les rues pendant sa visite et je peux vous dire que nous n'y ferons pas objection", avait dit à Reuters un proche conseiller d'Odinga.

Dans un entretien à la chaîne de télévision allemande ARD, Odinga a fait un geste en laissant entendre qu'il pourrait accepter le poste, qui n'existe pas actuellement, de Premier ministre. "Nous sommes prêts à partager le pouvoir avec Kibaki. Il demeurera président et nous pourrions occuper le poste de chef du gouvernement", suggère-t-il.

Aux affrontements se succèdent les règlements de comptes

Deux hommes ont été retrouvés morts - l'un lapidé, l'autre décapité - dans le bidonville de Kariobangi, à Nairobi. Selon le chef de la police locale, il s'agissait de règlements de comptes entre Luos, l'ethnie d'Odinga, et Kikuyus, celle de Kibaki.

Des médias ont signalé au moins huit autres personnes tuées à Nairobi et dans la vallée du Rift. 22 janvier 2008

Violences politico-ethniques les rivaux kényans se tournent vers la CPI

NAIROBI (AFP) — L'Union africaine (UA) a condamné mardi "les violations massives des droits de l'Homme" au Kenya, où le pouvoir comme l'opposition ont décidé de porter les violences post-électorales qui ont fait au moins 700 morts depuis fin décembre devant la Cour pénale internationale.

Ces violences ont fait quatorze nouvelles victimes dans l'ouest du pays a annoncé la police mardi, à quelques heures de l'arrivée à Nairobi de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan.

Un médiateur africain et reconnu pourra-t-il réussir une mission impossible ?

Kofi Annan est arrivé mardi soir à Nairobi où il doit mener une nouvelle médiation, sous l'égide de l'Union africaine, pour tenter de trouver une solution négociée à la crise post-électorale kényane, a constaté un journaliste de l'AFP. Condamnant "les violations massives des droits de l'Homme commises au cours des dernières semaines" au Kenya, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a "demandé qu'une enquête approfondie soit menée en vue d'identifier les responsables de ces violations et de les traduire en justice", dans un communiqué.

De son côté, le Haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme, Louise Arbour, a souhaité une "enquête impartiale" sur les accusations de violations des droits de l'Homme au Kenya.

Le Mouvement démocratique orange (ODM) de l'opposant Raila Odinga a annoncé mardi avoir envoyé une plainte à la

CPI à La Haye contre le gouvernement du président Mwai Kibaki en l'accusant de crimes contre l'humanité dans la répression des manifestations de l'opposition. Le gouvernement a aussitôt réagi, affirmant préparer une plainte similaire contre des leaders de l'ODM devant la même juridiction internationale.

Les forces de l'ordre maintiennent un calme relatif pour éviter que la situation s'envenime

"Le gouvernement est au courant que des responsables de l'ODM ont planifié et exécuté un génocide dans la Vallée du Rift (ouest). Nous collectons actuellement des preuves et nous nous apprêtons à aller à La Haye pour déposer des plaintes contre eux", a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement, Alfred Mutua. A La Haye, la CPI est inondée de telles demandes de poursuites venant de différents pays, qui restent sans suites. La Cour a même arrêté d'en donner le décompte.

Le Kenya traverse une crise politique majeure depuis la présidentielle du 27 décembre, entachée de fraudes selon l'opposition et de graves irrégularités selon des observateurs internationaux. Cette crise est née de la contestation par l'opposition de la réélection du président Kibaki. M. Odinga, accuse M. Kibaki d'avoir fraudé pour lui voler la victoire à la présidentielle.

Dernières victimes en date des violences politico-ethniques, huit personnes ont été tuées mardi dans la région de Kipkelion, dans l'ouest du Kenya, dans de nouveaux affrontements entre communautés ethniques liés à la réélection contestée du président Mwai Kibaki, a-t-on appris de source policière. Six personnes, dont un homme et ses deux fils, avaient été tuées un peu plus tôt dans la vallée du Rift, a annoncé mardi un responsable de la police à Nairobi. Ces nouvelles victimes portent à 63 le nombre de morts depuis que l'opposition avait appelé, le 16 janvier, à trois journées de manifestations pour protester contre la réélection de M. Kibaki, manifestations qui ont été interdites et violemment réprimées par la police.

C'est dans ce contexte pour le moins tendu que M. Annan, attendu mardi soir au Kenya, doit entamer mercredi une nouvelle médiation dans la crise, sous l'égide de l'UA. Le président en exercice de l'UA, le Ghanéen John Kufuor, s'était rendu trois jours au Kenya début janvier pour tenter une médiation entre les deux parties, mais sans succès. De son côté, la militante écologiste kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix 2004, a critiqué mardi le gouvernement, estimant qu'en "échouant à protéger ses citoyens et leurs biens", il contribuait "aux affrontements tribaux".

La moindre escarmouche provoque la fuite de la population

Signe de la tension persistante dans le pays, la police a eu recours mardi matin à des gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes manifestant dans le centre-ville de Nairobi pour soutenir le président Kibaki.

Au total, plus de 700 personnes ont été tuées et plus de 250.000 déplacées dans les violences post-électorales au Kenya, notamment entre partisans de l'opposition et supporters de M. Kibaki, mais aussi entre la police et des manifestants pro-opposition. 22 janvier 2008

Cour pénale internationale saisie

Gouvernement et oppositions ont chacun annoncé leur intention de saisir la CPI pour les violences post-électorales. L'opposition kényane a porté mardi plainte à la Cour pénale internationale de La Haye contre le gouvernement du président Kibaki, pour crimes contre l'humanité dans la répression des manifestations de l'opposition. Plus tard, c'est le pouvoir en place qui a annoncé son intention de déposer plainte à la CPI contre des dirigeants de l'opposition.

Les violences post-électorales et ethniques au Kenya ont fait au moins 700 morts depuis fin décembre.

Les politiques se renvoient la responsabilité des violences

Alors que pouvoir et oppositions se renvoient la responsabilité des exactions, se tournant vers la Cour internationale de La Haye (Pays-Bas), l'Union africaine (UA) a condamné mardi "les violations massives des droits de l'Homme au cours des dernières semaines" au Kenya. Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a "demandé qu'une enquête approfondie soit menée en vue d'identifier les responsables de ces violations et de les traduire en justice".

Le Mouvement démocratique orange (ODM) de l'opposant Raila Odinga a annoncé mardi avoir envoyé une plainte à la

CPI à La Haye contre le gouvernement du président Mwai Kibaki en l'accusant de crimes contre l'humanité dans la répression des manifestations de l'opposition. Le gouvernement a aussitôt réagi, affirmant préparer une plainte similaire contre des leaders de l'ODM devant la même juridiction internationale. Hélas, à La Haye, la CPI est inondée de demandes de poursuites émanant de différents pays, qui, du coup, restent sans suites. La Cour a même arrêté d'en donner le décompte... RAPPEL SUR UNE CRISE MAJEURE Le Kenya s'est enflammé à la suite de la présidentielle du 27 décembre, entachée de fraudes selon l'opposition et de graves irrégularités selon des observateurs internationaux. La crise est née de la contestation par l'opposition de la réélection du président Mwai Kibaki. Le leader de l'opposition Raila Odinga accuse Kibaki d'avoir fraudé pour lui voler la victoire à la présidentielle.

Dernières victimes en date des violences politico-ethniques, six personnes, dont un homme et ses deux fils, ont été tuées dans la vallée du Rift, a annoncé mardi un responsable de la police à Nairobi. Huit autres personnes ont été tuées dans la région de Kipkelion (ouest), dans de nouveaux affrontements entre communautés ethniques liés à la présidentielle. Ces nouvelles victimes portent à 71 le nombre de morts depuis que l'opposition avait appelé, le 16 janvier, à trois journées de manifestations pour protester contre la réélection de Kibaki, manifestations interdites et violemment réprimées par la police.

C'est dans ce contexte pour le moins tendu que Kofi Annan, ex-secrétaire général de l'Onu, attendu mardi soir au Kenya, devait entamer mercredi une nouvelle médiation dans la crise, sous l'égide de l'UA. Une première tentative, menée par le président en exercice de l'UA, le Ghanéen John Kufuor, s'est soldée par un échec.

Les unités de la police en action pour disperser une centaine de manifestants sortis de bidonvilles Preuve d'une tension persistante dans le pays, mardi, la police a eu recours le matin à des gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes manifestant dans le centre-ville de Nairobi pour soutenir le président Kibaki.

Au total, plus de 700 personnes ont été tuées et plus de 250.000 déplacées dans les violences post-électorales au Kenya, notamment entre partisans de l'opposition et supporters de Kibaki, mais aussi entre la police et des manifestants pro-opposition. DES ATHLETES KENYANS VICTIMES DES VIOLENCES Wesley NGETICH, 34 ans a été tué lundi par une flèche empoisonnée lors d'affrontements dans sa ville de Trans Mara, près de la réserve nationale de Massaï-Mara, dans le sud-ouest du Kenya, ont rapporté son manager américain et les autorités de l'athlétisme kényan. Ngetich est le deuxième athlète victime des violences qui ont éclaté dans le pays après la réélection contestée du président Mwai Kibaki. Wesley Ngetich devait participer à plusieurs courses aux Etats-Unis dans les semaines à venir. Il avait terminé deuxième du marathon de Houston en 2006, en réalisant son meilleur temps, 2h12'10". Lucas SANG, il avait été finaliste du 4x400 mètres aux JO de Séoul en 1988, avait trouvé la mort à la veille du Nouvel An. Luke KIBET, un autre athlète, le champion du monde de marathon Luke KIBET a été blessé par une pierre et a échappé de justesse à la mort.

22 janvier 2008

8 personnes tuées dans l'ouest

NAIROBI - Huit personnes ont été tuées mardi dans la région de Kipkelion, dans l'ouest du Kenya, dans de nouveaux affrontements entre communautés ethniques liés à la réélection contestée du président Mwai Kibaki, a-t-on appris de source policière.

"Huit personnes ont été tuées à Kipkelion, quatre d'entre elles à la machette et quatre autres brûlées dans l'incendie de leur maison", a déclaré à l'AFP un haut responsable de la police nationale, sous couvert de l'anonymat.

Le nombre des victimes augmente toujours

Près de 300 huttes ont été incendiées dans la journée de mardi dans les villages autour de la localité de Kipkelion, située à 200 km au nord-ouest de Nairobi, a ajouté le responsable policier. 22 janvier 2008

L'ONU met en garde contre le risque de malnutrition dans les camps au Kenya

GENEVE, 22/01 - Des milliers de personnes se trouvant dans des camps de déplacés, en raison des violences au Kenya, risquent de souffrir de malnutrition, a mis en garde mardi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). "La situation nutritive des personnes déplacées vivant dans les camps constitue une préoccupation majeure", a déclaré Elisabeth Byrs, porte-parole de l'OCHA.

Des études menées sur cinq sites au cours de la semaine passée ont démontré que les niveaux de malnutrition étaient plus élevés qu'attendu, avec 45 cas de malnutrition sévère pour 1.400 enfants sondés, a-t-elle ajouté devant des journalistes.

"L'accès à la nourriture est un problème, les livraisons de nourriture, qu'elles viennent des agences d'aide ou de circuits

commerciaux font l'objet de difficultés logistiques et de sécurité importantes", a souligné Mme Byrs. L'organisation sanitaire des camps ne pourra pas tenir sur du long terme L`OCHA a lancé la semaine dernière un plan d'urgence humanitaire d'un montant de 42 millions de dollars (29 millions d'euros), dont seulement 17% est financé à ce jour.

Par ailleurs, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) poursuit ses efforts d'aide aux 250.000 personnes déplacées dans le pays par les violences nées de la contestation de la réélection du président kényan Mwai Kibaki. 22 janvier 2008

Inquiétude devant l'augmentation de la violence sexuelle

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a tiré aujourd'hui la sonnette d'alarme devant les attaques sexuelles dont sont victimes de plus en plus de femmes et de filles au Kenya, en proie à un conflit civil depuis le mois de décembre.

« Des rapports en provenance de Nairobi indiquent que certains hôpitaux ont vu doubler le nombre de cas de viol dans les jours qui ont suivi les violences après les résultats des élections présidentielles, qui ont eu lieu les 27 décembre 2007 », informe un communiqué publié aujourd'hui à New York.

Les violences sexuelles contre les femmes sont toujours une des conséquences de la guerre, et « il est temps que la communauté internationale reconnaise ce problème pour ce qu'il est : un affront aux droits fondamentaux et à la dignité humaine », a déclaré l'Administrateur du PNUD Kermal Dervis.

Toujours pas de solution à l'horizon, pire l'ONU tire la sonnette d'alarme sur la violence sexuelle

Lors des conflits des dernières décennies – Darfour, République démocratique du Congo, Kosovo, Libéria – les femmes ont systématiquement été attaquées, déplore le PNUD, qui estime qu'un demi-million de femmes ont été violées pendant le génocide au Rwanda en 1994, et quelque 60.000 en Croatie et Bosnie-Herzégovine.

L'agence s'efforce de mettre à disposition des femmes la meilleure protection possible ainsi qu'une série de soutiens. Un Programme en huit points pour les femmes et les filles cherche aussi à leur donner plus de pouvoir et d'autonomie, et à leur donner la parole. « Nous devons nous assurer que les femmes sont entièrement engagées dans le processus de récupération », a souligné Kathleen Cravero, la directrice du Bureau de la prévention des crises et du relèvement. 22 janvier 2008

L'aide humanitaire se déploie sur fond d'attaques ethniques

NAIROBI, 21 janvier (Xinhua) -- L'équipe des Nations Unies au Kenya a fait état d'attaques ethniques continues et de besoins humanitaires croissants pour les personnes déplacées par la violence qui a éclaté après les résultats des élections présidentielles, il y a trois semaines. "Au cours du week-end, 10 personnes ont été tailladées à mort lors de violences ethniques à Kericho, Nakuru, Nairobi et Mombasa et des dizaines de maisons ont été mises à feu. Le pire incident a eu lieu à Kipkelion (Kericho) où 6 personnes ont été tuées et 50 maisons brûlées dans la nuit du samedi 19 janvier", indique un communiqué de l'équipe de l'ONU au Kenya publié lundi.

Pas de répit, les violences se sont perpétrées durant le week-end du 19-20 janvier 2008

Alors que Nakuru accueille tous les jours au moins 1.000 nouvelles personnes fuyant la crise dans le nord de la vallée du Rift, le personnel humanitaire a de plus en plus des difficultés à assurer le logement et le stockage des denrées alimentaires en raison des récentes pluies.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a entamé la distribution de kits familiaux, de trousse hygiéniques et de matériel sanitaire, notamment 100 tonnes en provenance de ses stocks entreposés à Dubaï.

La Croix-Rouge kenyane, qui estime qu'environ 116.000 personnes sont déplacées dans la région du nord du Rift, prépare avec le Programme alimentaire mondial (PAM) une distribution de rations pour un mois. Dans la région de Nakuru, le PAM a aussi envoyé un premier chargement qui doit arriver lundi à Mombasa. Par ailleurs, 8 camions transportant 188 tonnes de denrées doivent rejoindre les zones d'Eldoret et de Kisumu. A Nairobi, une troisième distribution alimentaire devrait parvenir à 12.000 foyers, soit environ 72.000 personnes habitant les bidonvilles, d'ici la fin de la semaine.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) se préoccupe pour sa part de l'éducation, car beaucoup d'enseignants n'ont pas rejoint leur poste, des écoles ont été pillées ou brûlées, et de nombreuses familles ont du

quitter leurs maisons. L'agence envoie des tentes et des kits pour permettre aux écoles provisoires d'accueillir les enfants déplacés. 22 janvier 2008

Hausse des viols avec les violences post-électorales Les violences politico-ethniques au Kenya depuis l'élection présidentielle contestée du 27 décembre ont entraîné une hausse des agressions sexuelles contre les femmes, et particulièrement des viols collectifs, a-t-on appris lundi de source hospitalière. «Depuis l'élection, nous avons enregistré un nombre croissant d'agressions sexuelles», a déclaré à l'AFP Rahab Ngugi, de la direction de l'hôpital pour femmes de Nairobi.

Depuis le 30 décembre, l'hôpital a reçu quotidiennement de 10 à 12 victimes d'agressions sexuelles, contre environ trois par jour auparavant, selon la même source. Les plus pauvres sont victimes de toutes les violences La plupart des victimes admises à l'hôpital viennent des bidonvilles de Nairobi mais l'établissement commence également à en recevoir venant de la région de la Vallée du Rift (centre-ouest), selon la même source.

«Dans la majorité des cas, ces femmes ont été victimes de viols collectifs», a expliqué de son côté Jennifer Miquel, coordinatrice régionale des urgences du Fonds des Nations unies pour la population, basée au Kenya.

Les cas d'agressions sexuelles ont été jusqu'à présent «largement sous-estimés», a-t-elle ajouté.

Depuis la réélection le 27 décembre du président Mwai Kibaki, contestée par l'opposition selon qui le scrutin a été entaché de fraudes, plus de 700 personnes ont été tuées dans les violences au Kenya, particulièrement dans l'ouest du pays, fief de l'opposition, et dans les bidonvilles de la capitale. 22 janvier 2008

Nairobi exige des explications de Londres

Le ministre kenyan des Affaires Etrangères, Moses Wetangula, a convoqué lundi le Haut Commissaire Britannique au Kenya, Adam Wood, au sujet des déclarations du Sous-secrétaire britannique aux Affaires Etrangères et au Commonwealth, Meg Munn affirmant que la Grande-Bretagne ne reconnaissait pas le gouvernement de Mwai Kibaki. S'adressant aux journalistes à Nairobi, M. Wetangula a fait part du mécontentement du gouvernement du Kenya aux autorités britanniques, au sujet des propos tenus jeudi dernier à Londres par M. Munn, devant la Chambre des Communes. Selon M. Wetangula, Nairobi exige des autorités britanniques qu'elles lui donnent dès mercredi, des éclaircissements sur cette affaire. « Nous invitons Londres à nous fournir des explications complètes sur ces déclarations. Aucun parlement étranger n'a le droit de faire de tels commentaires », a-t-il ajouté. Pour M. Wetangula, la situation politique actuelle que vive le pays est un problème à la fois kenyan et africain, ajoutant que les scrutins qui viennent de s'achever au Kenya n'ont pas besoin du sceau du parlement britannique pour décider ; ils étaient libres et transparents. Il a estimé que le Kenya avait les mécanismes nécessaires pour prendre en charge la crise politique actuelle et n'a pas besoin des conseils injustifiés de la Chambre des Communes. Munn, qui a fait cette déclaration lors d'un débat qui dure une heure et demie, avait estimé que le parlement britannique ne reconnaissait pas M. Kibaki comme président du Kenya. Les députés britanniques avaient alors formulé de nombreuses propositions pour sortir le pays de ses troubles post électoraux, notamment en appelant à la tenue de nouvelles élections et en imposant un embargo sur l'aide. « Notre pays n'a pas reconnu ce gouvernement et invite les deux dirigeants kenyans, Raila Odinga et Mwai Kibaki à apporter leur soutien au processus de médiation », avait souligné M. Munn au cours des débats de la Chambre des Communes. 21 janvier 2008

Le gouvernement dénonce le "sabotage"

Le gouvernement kényan qualifie de "sabotage", lundi, la décision de l'opposition - menée par Raila Odinga, du Mouvement démocratique orange (ODM) - de reprendre à partir de jeudi ses manifestations contre la réélection de Mwai Kibaki et d'étendre son mouvement à l'économie en boycottant les compagnies qui soutiennent le président.

Un enfant terrorisé par le vacarme et l'intrusion des forces de l'ordre

"C'est illégal et c'est une insulte faite aux Kényans. Nous avertissons les hommes politiques qu'ils seront personnellement tenus responsables de toute destruction de biens consécutive à leur appel", ajoute un communiqué. Les violences se sont poursuivies ce week-end, faisant trois morts à Nairobi. L'ODM appelle au boycott des compagnies appartenant à des alliés du chef de l'Etat, notamment l'Equity Bank, Brookside Diaries et les sociétés de transports en commun CityHoppa et Kenya Bus.

21 janvier 2008

5 morts à Nairobi, Odinga en visite dans l'ouest

NAIROBI (AFP) — Cinq personnes ont été tuées dans des bidonvilles de Nairobi dans la nuit de dimanche à lundi

lors de heurts entre communautés rivales sur fond de tensions interethniques liées à la réélection contestée du président Mwai Kibaki, selon un nouveau bilan annoncé par la police.

Deux personnes ont été tuées à l'arme blanche dans le bidonville de Mathare dans la nuit de dimanche à lundi. "L'une est décédée sur le coup et l'autre lors de son transfert à l'hôpital", a précisé à l'AFP Martin Oluoch, un habitant de Mathare.

Nuit de tous les dangers dans les bidonvilles

Selon le commandant de la police de Nairobi, Paul Ruto, douze personnes ont été arrêtées à Mathare à la suite de ces meurtres. "Nos policiers patrouillent toujours la zone pour s'assurer que le calme revienne. Nous ne voulons pas que des innocents meurent ainsi", a-t-il déclaré à l'AFP

Les récentes violences ethniques au Kenya, où vivent 42 ethnies, ont été attisées par les tensions politiques depuis la réélection contestée, le 27 décembre, de M. Kibaki, qui appartient à la principale communauté du pays, les Kikuyus. Les autres ethnies du pays ont voté majoritairement pour Raila Odinga, qui appartient à l'éthnie luo. Ce dernier, arrivé officiellement deuxième de l'élection présidentielle, revendique la victoire, affirmant que le scrutin a été entaché de fraudes.

Malgré l'intervention des unités paramilitaires les affrontements continuent

Au total, ces trois dernières semaines, plus de 700 personnes ont été tuées dans des violences post-électorales au Kenya.

Raila Odinga a entamé lundi matin une visite dans l'ouest du pays qui a connu les pires violences, et a rendu visite à des déplacés dans la ville de Kakamega. Il s'agit de la première visite publique d'Odinga dans l'ouest du pays depuis le début de la crise kényane, née de la contestation par l'opposition de la réélection du président Mwai Kibaki. "Le combat continuera tant que la justice ne l'emportera pas (...). J'ai gagné l'élection, mais j'ai été floué", a déclaré M. Odinga à son arrivée à Kakamega (ouest).

Il a rendu visite à des personnes blessées dans les violences post-électorales et à des déplacés dans une église. M. Odinga était notamment accompagné par un autre leader de l'ODM, William Ruto. Il devait ensuite se rendre dans la ville de Kisumu (ouest), fief de l'opposition et théâtre de violences très meurtrières la semaine dernière lors de la répression par la police de manifestations interdites.

20 janvier 2008

L'opposition du Kenya accepte un face-à-face avec Kibaki

NAIROBI, 20 janvier (Xinhua) -- Le leader du Mouvement démocratique orange (ODM, opposition), Raila Odinga, a déclaré dimanche qu'il était prêt à un face-à-face avec le président Mwai Kibaki afin de trouver une solution durable à la crise post-électorale dans le pays.

M. Odinga, arrivé deuxième lors du scrutin présidentiel du 27 décembre selon les résultats officiels contestés, a indiqué que la justice et la paix doivent aller de pair, soulignant qu'il acceptait un dialogue direct avec Kibaki mais pas avec son comité de 10 membres.

Jungle urbaine des quartiers pauvres, le Kenya montre au monde la réalité et l'enfer de la vie des plus défavorisés

"Cette guerre est entre nous et ceux qui ont volé nos suffrages, et ils sont juste un petit groupe, donc je ne veux pas voir ces problèmes tribaux qui émergent ici. Cela ternira notre lutte pour la justice, a dit M. Odinga devant des centaines de partisans de l'ODM.

Le comité de 10 membres conduite par le vice-président Kalonzo Musyoka a été mis en place vendredi dernier par le président Kibaki pour procéder à des négociations avec L'ODM. Il est considéré par M. Odinga comme un gadget de relations publiques de M. Kibaki.

Le nombre de victimes suite à l'élection présidentielle s'élève à plus de 700 morts

M. Odinga a aussi appelé ses supporteurs à rester au calme tout en accusant la police de recourir à la force contre les manifestants. Ces propos du leader de l'opposition interviennt au lendemain de l'appel lancé par le Commissaire de l'UE, Louis Michel, à Nairobi, pour que les deux parties terment les tensions. L'ODM a annoncé qu'il reprendrait les manifestations jeudi prochain.

20 janvier 2008

Les violences interethniques se poursuivent au Kenya

Après une semaine ponctuée par des manifestations de l'opposition, les violences se sont poursuivies au Kenya, où au moins sept personnes ont été tuées entre samedi 19 et dimanche 20 janvier.

Trois personnes ont été tuées par la police dans la région de Kipkelion, dans l'ouest du pays, alors qu'à Mathare, bidonville de Nairobi, au moins quatre personnes appartenant aux ethnies luo et kisii "ont été tuées en territoire kikuyu" à la machette, selon une source humanitaire citée par l'AFP, précisant que le bidonville était désormais divisé en "territoires ethniques".

Le pays sombre peu à peu, jour après jour dans des affrontements violents

42 ethnies vivent dans le pays, où les tensions politiques ne disparaissent pas depuis la réélection de Mwai Kibaki, qui appartient à la principale communauté du pays, les Kikuyus. Les autres ethnies du pays ont voté majoritairement pour Raila Odinga, de l'éthnie luo, qui conteste les résultats du scrutin. Depuis mercredi, 45 personnes ont été tuées, en grande majorité par les forces de l'ordre, portant à plus de 700 personnes le nombre de morts depuis les élections du 27 décembre.

M. Odinga s'est déclaré en faveur du "dialogue", dimanche, lors d'un service religieux dans une église de Kibera. Ce bidonville de Nairobi est l'un de ses fiefs qui a été parmi les plus touchés par les violences. "Sans justice, il ne peut y avoir de paix, sans paix il ne peut y avoir d'unité et sans unité il ne peut y avoir une Nation", a poursuivi M. Odinga. "Les gens de ce pays doivent se rassembler (...) Ils sont tous kényans", a-t-il ajouté.

Retour des vieux démons et risque important d'une escalade de la violence

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, attendu au Kenya pour jouer le rôle de médiateur, doit arriver sur place mardi. La communauté internationale, qui presse le camp présidentiel et l'opposition au dialogue, met tous ses espoirs dans cette médiation.

20 janvier 2008

Poursuite des violences au Kenya

Nairobi - La crise sanglante déclenchée par la réélection contestée du président Mwai Kibaki a fait de nouvelles victimes ce week-end au Kenya. Et les heurts pourraient se poursuivre, alors que l'opposition a appelé à une journée d'action nationale jeudi.

À Nairobi, dans le bidonville de Mathare, au moins quatre personnes ont été tuées entre samedi soir et dimanche lors d'affrontements entre membres de communautés ethniques rivales, selon la police.

Les affrontements reprennent dans les bidonvilles de Nairobi

Trois personnes ont aussi été tuées par la police dans la nuit de samedi à dimanche dans la région de Kipkelion (ouest), située à environ 200 km au nord-ouest de Nairobi.

Dans la capitale kenyane, les heurts ont opposé des jeunes appartenant aux ethnies Kikuyu et Luo, respectivement celles du chef de l'Etat et de son adversaire lors de l'élection présidentielle, Raila Odinga.

Samedi, au moins cinq personnes ont été tuées dans l'ouest par "un groupe de jeunes (qui) a attaqué un camp de

personnes déplacées à Kipkeleon", selon la police. Huit autres personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi, notamment par les forces de sécurité qui répriment durement des partisans de l'opposition.

Ces décès portent à une quarantaine le nombre de victimes depuis le début, mercredi, de la campagne nationale de protestation contre la réélection de M. Kibaki organisée à l'appel de l'opposition

20 janvier 2008

3 morts dans de nouveaux affrontements au Kenya

NAIROBI (Reuters) - Des affrontements entre ethnies rivales ont fait au moins trois morts dimanche, à Nairobi, capitale du Kenya, où rien ne permet d'augurer d'un apaisement rapide de la situation. Les trois victimes portaient des marques de coups de machette."J'ai vu trois personnes mortes, tuées par des pangas (machettes), avec des entailles à la tête, des coupures dans le dos et la main tranchée", a déclaré Samuel Oduor, un caméraman indépendant âgé de 22 ans.

D'autres témoins ont confirmé que des heurts entre des jeunes appartenant aux ethnies Kikuyu et Luo, respectivement celles du chef de l'Etat et de son adversaire lors de l'élection présidentielle, Raila Odinga, avaient fait trois morts.

Ces décès portent à 31 le nombre de victimes depuis le début, mercredi, de la campagne nationale de protestation contre la réélection de Kibaki organisée à l'appel de l'opposition."Il a reçu un coup de panga (machette) à la tête. Il y a eu des affrontements tout au long de la nuit", a déclaré Harold Mukigi, un chauffeur, à propos de l'une des victimes.

Les deux autres personnes qui sont mortes par la suite ont été tuées en représailles, ont dit des témoins.

De nouveaux affrontements interethniques sont cependant à craindre.

La police n'était pas joignable dans l'immédiat mais un journaliste de Reuters a vu un corps et une main tranchée sur les lieux des affrontements dans le bidonville d'Haruna, qui signifie "miséricorde" en swahili.

NOUVELLES MANIFESTATIONS JEUDI

Les policiers étaient de nouveau déployés en masse dimanche pour tenter d'éviter une répétition des violences qui ont terni l'image de stabilité dont bénéficiait jusque-là le Kenya. Au total, quelque 650 personnes sont mortes depuis la réélection contestée du président Mwai Kibaki le 27 décembre, la plupart dans des violences ethnico-politiques qui ont visé les Kikuyus, ou dans des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

L'opposition a appelé à de nouvelles manifestations jeudi bien que la police, qui a pour instruction d'empêcher les rassemblements politiques, ait abattu de nombreux manifestants. "Peu importe le temps que cela prendra. La justice finira par triompher", a déclaré Odinga dimanche devant quelques centaines de partisans lors d'un service religieux à Kibera, un autre bidonville de la capitale. De nouveaux affrontements interethniques sont cependant à craindre.

"Ils nous frappent. Ils veulent nous chasser. Ils sont armés d'arcs et de flèches et ils tuent nos enfants", a déclaré Wangeci Mwangi, une femme âgée de 75 ans, à propos des bandes armées qui se livrent à des exactions dans son quartier à Haruna.

Toujours l'impasse politique dans le pays

Le calme semblait en revanche revenu dans d'autres parties du pays, après plusieurs journées de violences marquées par des meurtres et des pillages, notamment à Eldoret dans l'Ouest et à Narok dans le Sud. Le commissaire européen au Développement et à l'aide humanitaire, Louis Michel, qui a rencontré Odinga et Kibaki samedi, a enjoint aux deux parties de se rencontrer et de discuter pour résoudre leur différend et mettre fin aux violences.

20 janvier 2008

Nouvelles violences entre Kikuyus et Luos

Des affrontements ont opposé pendant plusieurs heures dans la nuit de samedi à dimanche des Kikuyus et des Luos

dans le bidonville de Mathare, à Nairobi, et un homme a été battu à mort, a affirmé un témoin.

Selon ce témoin, David Oromo, l'homme était un Luo qui a été arrêté et battu à mort par un groupe de Kikuyus alors qu'il circulait sur sa bicyclette. Au moins deux autres personnes ont été gravement blessées à coups de machettes.

Un autre habitant du quartier, Boniface Shikami, a affirmé dimanche matin que plusieurs maisons avaient été incendiées. Il a ajouté que dans la rue où il habite, les Luos avaient été avertis qu'ils devaient quitter le secteur dans la soirée, faute de quoi ils risquaient d'être attaqués.

Reprise des affrontements entre Luos et Kikuyus à Mathare

Filipe Rebeiro, de Médecins sans frontières, a annoncé que son ONG avait soigné dimanche matin dix personnes blessées par des coups de machettes.

Plus de 600 personnes ont été tuées dans les violences qui ont suivi la victoire de Mwai Kibaki, membre de l'éthnie des Kikuyus, à l'élection présidentielle du 27 décembre, un résultat contesté par l'opposition dirigée par un Luo, Raila Odinga.

La semaine dernière, au moins 24 personnes ont été tuées lors de manifestations, dont 17 qui auraient été victimes de la police.

Samedi, le président du Mouvement démocratique orange, Henry Kosgey, a pourtant appelé à une nouvelle journée de "manifestations pacifiques" dans tout le pays pour jeudi prochain. AP

20 janvier 2008

La situation s'enlise au Kenya

Depuis la réélection de Mwai Kibaki, le Kenya est plongé dans le chaos, 650 personnes ayant trouvé la mort dans des violences ethnico-politiques. L'opposition dénonce toujours la validité du scrutin, et les observateurs étrangers s'interrogent. Dans la rue, les manifestations continuent, toujours plus sanglantes. Raila Odinga, leader de l'opposition, a annoncé qu'elles reprendraient jeudi prochain.

Le Kenya s'enlise dangereusement dans la crise. Après des tentatives avortées de reprise de dialogue entre Mwai Kibaki, le président réélu, et Raila Odinga, son rival du Mouvement démocratique orange (ODM), le peuple kényan continue de faire savoir sa colère en descendant massivement dans la rue. Après trois jours de manifestations dans les allées de Nairobi, la capitale du pays, 23 personnes ont trouvé la mort depuis mercredi, la plupart tuées par la police. Ce qui ne manque pas d'attiser le feu de la colère.

Le Kenya sombre dans l'impasse politique et les affrontements quotidiens

"Tout simplement horrible". Voilà comment le journal Nation, l'un des deux principaux quotidiens du pays, décrit la police kenyane. Un événement a particulièrement attiré l'attention dans tout le pays. Prenant à partie deux jeunes hommes qui lançaient des pierres et lui faisaient des grimaces (sic), un policier tire à bout portant, avant de les frapper à coup de pied puis, vraisemblablement, de les exécuter froidement. Des images du drame ont été rendues publiques par des caméras de télévision présentes au moment des faits, même si un bout de la scène semble avoir été coupé. Le directeur de la police, Hussein Ali, a annoncé samedi l'envoi qu'une équipe de policiers pour enquêter sur ce qui ressemble fort à une bavure policière, l'opposition dénonçant déjà "une exécution de sang froid". La population kenyane, elle, gronde.

CERTAINS HABITANTS CONTRAINTS A L'EXIL

"Les policiers sont là (...) mais ils ne sont pas en nombre suffisant. Un groupe d'une centaine de Massaï est venu hier en pleine journée. Ils utilisaient des machettes pour tuer", raconte ainsi Vinod Patel, le propriétaire d'une station-service, à l'agence Reuters. De purement politique, le conflit a en effet dérapé en règlement de compte ethnique entre les Kikuyus, l'éthnie du chef de l'Etat, et les Massaï. La même Vinod Patel indique ainsi avoir vu les cadavres de dix personnes portant les marques de coup de machette. Un constat qui n'est pas sans rappeler le génocide des Tutsis, au Rwanda, où 800 000 personnes furent tuées. A l'entrée du parc Massaï Mara, les habitants ont donc décidé de fuir en

emportant à la va-vite quelques effets personnels. Des scènes d'exil qui se multiplient un peu partout dans le pays.

Charge des forces paramilitaires contre les manifestants

Les forces paramilitaires, si elles quadrillent les principaux bastions de la rébellion, ne parviennent toujours pas à rétablir le calme. Et quand c'est le cas et que les magasins peuvent rouvrir leurs portes, d'autres problèmes surgissent: "Il y a de nouveau des gens dans la rue mais pas d'argent", explique ainsi Silwa Opindo, une vendeuse, qui précise que "les gens n'ont plus rien dans les poches parce que plus personne ne travaille depuis que Kibaki a volé le scrutin."

Si la police continue de nier les exactions qui lui sont reprochées, les observateurs étrangers s'inquiètent de la tournure des événements. Alors que Koffi Annan, l'ancien secrétaire général de l'ONU, est attendu mardi, d'autres dirigeants africains tentent une médiation entre Kibaki et Odinga, le leader de l'opposition qui a invité ses partisans à manifester de nouveau à partir de jeudi. La commissaire européenne au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis Michel, est quant à lui sur le territoire kényan pour évaluer la situation et rencontrer les deux dirigeants en crise. Deux hommes qui, pour le moment, refusent catégoriquement de se rencontrer

19 janvier 2008

33 morts depuis mercredi, l'opposition change de stratégie

NAIROBI (AFP) — Au moins 33 personnes ont été tuées depuis mercredi et les trois jours de manifestations convoquées par l'opposition kényane, qui a changé de stratégie vendredi en appelant au boycott des entreprises de proches du chef de l'Etat réélu Mwai Kibaki.

Après les 25 morts déplorés de mercredi à vendredi, huit autres personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi.

Récapitulatif du nombre des déplacés dans le pays

"Trois personnes ont été tuées dans la nuit à Baba Dogo et Kibera (deux bidonvilles de Nairobi), mais nous continuerons à faire respecter la loi et l'ordre, coûte que coûte", a déclaré à l'AFP un haut responsable de la police sous couvert de l'anonymat.

La police les a tuées, a-t-il précisé.

Cinq autres personnes ont été tuées à Kisumu, dans l'ouest du pays, durant cette dernière nuit, et "nous enquêtons pour savoir qui les a tuées", a indiqué à l'AFP un commandant de police de Kisumu, l'une des villes les plus touchées par les violences post-électorales qui ont fait au moins 700 morts depuis les élections du 27 décembre. Le Kenya a changé son image aux yeux de l'opinion internationale

Vendredi, au dernier jour des manifestations visant à protester contre les résultats de l'élection présidentielle du 27 décembre, entachés de fraudes selon de nombreux observateurs, cinq personnes -quatre à Nairobi et un à Mombasa (est)- ont été tuées par balle par la police, qui a interdit tout rassemblement.

Déplorant la répression des forces de l'ordre, neuf ambassades occidentales au Kenya, dont le Royaume-Uni, ont appelé les autorités kényanes à cesser de tuer des "manifestants désarmés", enjoignant la police d'abandonner "tout usage disproportionné de la force".

L'utilisation massive de gaz lacrymogène pour contrer les manifestations interdites

Amnesty International a aussi estimé que "en tirant à balles réelles sur la foule", la police "a de beaucoup surpassé ce qui est acceptable en terme d'usage de la force".

Cinq cadavres portant des marques de flèches et des coups de machettes ont aussi été découverts vendredi à Narok (sud-ouest) à la suite d'affrontements entre groupes rivaux, vraisemblablement dans la nuit de jeudi à vendredi.

Une victime d'affrontements entre pro et anti gouvernement

Depuis mercredi, quinze autres personnes ont été tuées dans le pays, la plupart par la police, notamment dans les bidonvilles de Nairobi et dans la ville de Kisumu (ouest), des bastions électoraux de Raila Odinga, arrivé deuxième de la présidentielle, selon des sources policières.

Vendredi, une manifestation de plusieurs milliers de personnes à Mombasa a été dispersée par la force, tandis que la police a fait usage de gaz lacrymogène contre des centaines de manifestants à Kisumu.

Le Kenya traverse une crise politique majeure depuis la réélection contestée, le 27 décembre, de M. Kibaki: au moins 700 personnes ont été tuées dans des violences depuis trois semaines. Quelque 200.000 personnes sont actuellement déplacées.

Le responsable du mouvement ODM demande la fin des manifestations

Devant la répression policière, le Mouvement démocratique orange (ODM) de M. Odinga a annoncé la fin des manifestations et une nouvelle stratégie visant à affaiblir le camp présidentiel.

"Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase de la lutte qui inclura un boycott économique par les consommateurs de grandes sociétés appartenant à des faucons proches de M. Kibaki", a expliqué le porte-parole de l'ODM, Salim Lone.

Il a notamment cité la compagnie de produits laitiers Brookside Dairies, les compagnies de transports en commun City Hopper et Kenya Bus Service, ainsi que la banque Equity Bank.

"De grâce, laissons le secteur privé en dehors de la politique", a réagi le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua devant cette proposition de boycott d'entreprises.

Le responsable de la sécurité déclarait faire respecter l'ordre, coûte que coûte

Dans un rapport publié vendredi à Nairobi, une coalition d'organisations africaines a accusé des responsables de la Commission électorale kényane d'avoir manipulé les résultats de certaines circonscriptions pour garantir la réélection de M. Kibaki.

Sur le plan diplomatique, l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan est attendu mardi à Nairobi pour tenter une médiation, une visite qui avait été reportée pour raisons de santé.

De son côté, le président kényan a nommé "un comité politique de haut niveau pour mener le dialogue national politique et la réconciliation nationale", composé notamment du vice-président Kalonzo Musyoka et de six ministres.

Prié de dire si son parti rencontrerait ce comité, le secrétaire général de l'ODM, Anyang Nyongo, a répondu: "Nous allons attendre qu'il communique avec nous et nous prendrons notre décision".

En attendant une éventuelle rencontre, M. Odinga s'est entretenu de la crise notamment avec l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, membre de l'équipe de médiation conduite par M. Annan.

19 janvier 2008

La tension demeure vive au Kenya après 3 jours de manifestations

NAIROBI (Reuters) - La police anti-émeutes quadrille les rues de Nairobi, la capitale du Kenya, où la tension reste extrême après trois jours de manifestations qui ont fait 23 victimes, la plupart tuées par la police. Le Mouvement démocratique orange (ODM) de Raila Odinga, candidat malheureux à l'élection présidentielle du 27 décembre, a annoncé que les manifestations, suspendues temporairement vendredi, reprendraient jeudi prochain.

Quelque 650 personnes sont mortes depuis la réélection contestée du président Mwai Kibaki, la plupart dans des violences ethnico-politiques qui ont visé les Kikuyus, l'ethnie du chef de l'Etat, ou dans des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Le directeur de la police, Hussein Ali, a annoncé l'envoi d'une équipe de policiers pour enquêter sur la mort de deux

manifestants à Kisumu, abattus par la police alors qu'ils ne portaient pas d'armes. L'incident a été filmé par des caméras de télévision. Sur leurs images, on peut voir un policier tirer en direction de deux jeunes hommes appartenant à un groupe de manifestants qui ont lancé des pierres et dont l'un lui a fait des grimaces. Le policier donne ensuite deux coups de pied à l'un des manifestants qui essaie de se relever. L'opposition a dénoncé "une exécution de sang-froid".

L'équipe d'enquêteurs doit rendre son rapport le 1er février.

Odinga accuse Kibaki d'avoir volé le scrutin le plus serré qu'il ait jamais connu le pays depuis son indépendance, tandis que le gouvernement prétend que l'ODM a également truqué le vote. Les observateurs internationaux estiment qu'il est impossible de dire qui a gagné.

Les troupes paramilitaires se tiennent prêtes pour contrer tous les déordements possibles

Dans la ville de Narok, les forces paramilitaires quadrillaient des rues vides après un face à face entre des centaines de Kikuyus armés de machettes et des Massaï, munis d'arcs et de flèches. Vendredi, six personnes ont trouvé la mort dans des affrontements entre les membres des deux ethnies. Des maisons ont été également incendiées. "Les policiers sont là (...) mais ils ne sont pas en nombre suffisant. Un groupe d'une centaine de Massaï est venu hier en pleine journée. Ils utilisaient des machettes pour tuer", raconte Vinod Patel, propriétaire d'une station-service.

Patel dit avoir vu les cadavres de dix personnes portant les marques de coups de machette.

Certains habitants ont empilé leurs effets personnels dans des camions et ont fui la ville située à l'entrée du parc Massaï Mara, une scène devenue désormais familière au Kenya. A Nairobi, les forces paramilitaires en tenue anti-émeutes quadrillaient les quartiers sud, théâtre d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ces trois derniers jours. Les bidonvilles de Mathare et Kibera étaient calmes, et dans la ville de Kusumu, bastion de l'opposition où certaines des pires atrocités ont été commises, la situation revenait progressivement à la normale.

"Les magasins sont ouverts, il y a de nouveau des gens dans les rues mais pas d'argent", raconte Silwa Opindo, une vendeuse de 42 ans. "Les gens n'ont plus rien dans leurs poches parce que plus personne ne travaille depuis que Kibaki a volé le scrutin". L'opposition et les organisations de défense des droits de l'homme accusent la police d'être responsable de la plupart des violences meurtrières lors des manifestations et notamment de la mort d'écoliers à Nairobi et Kisumu.

Arrestation et supplications d'un manifestant au sol

Dans leurs éditoriaux, les deux principaux quotidiens kényans dénonçaient samedi le comportement de la police. Le journal Nation l'a qualifié de "tout simplement horrible". La police affirme de son côté n'avoir tué que des émeutiers et des pillards et nie avoir tiré sur les manifestants de manière aveugle. Le porte-parole de la police, Eric Kiraithe, a déclaré que 510 personnes avaient été tuées depuis le début des violences, dont 87 par la police.

Plusieurs dirigeants africains tentent une médiation entre Kibaki et Odinga et l'ancien secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, est attendu mardi. Le commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis Michel, se trouve dans le pays dans le but d'évaluer la situation, a fait savoir samedi son porte-parole. Il doit rencontrer le président Kibaki et Odinga.

19 janvier 2008

1 Britannique tué dans un vol à main armée (Foreign Office)

Londres, 19/01 - Un Britannique a été tué vendredi au Kenya, a annoncé samedi le ministère des Affaires étrangères à Londres, sans que ce meurtre semble directement lié aux violences qui frappent le pays depuis la réélection contestée du président Mwai Kibaki. L'homme aurait été tué lors d'un vol à main armée dans la ville de Watamu (est), selon un porte-parole du Foreign Office. L'ambassade britannique à Nairobi, qui est en contact avec la famille, lui apporte son soutien, a-t-il dit.

Aucune autre précision n'était disponible dans l'immédiat.

18 janvier 2008

8 tués vendredi, 24 morts depuis mercredi

18 janvier 16:23 - NAIROBI (AFP) - Huit personnes ont été tuées vendredi au Kenya, portant à 24 le nombre de tués depuis mercredi, premier jour des manifestations de l'opposition kényane contestant la réélection du président Mwai Kibaki, a-t-on appris de sources policières.

Quatre manifestants ont été tués à Nairobi, trois personnes ont été retrouvées mortes à Narok, dans le sud-ouest du Kenya, tandis qu'à Mombasa, dans l'est, un manifestant a été tué par la police.

Les manifestants du bidonville de Kibera, à Nairobi, "ont chargé les policiers avec des pierres et c'est à ce moment que la police a ouvert le feu sur eux. Quatre d'entre eux ont été tués", a indiqué à l'AFP un responsable policier sous couvert d'anonymat.

Les manifestants ODM bravent l'interdiction de manifester et le pouvoir qu'ils ne reconnaissent pas

A Narok, dans le sud-ouest du pays, "deux cadavres ont été découverts portant des blessures de flèches et de machette. Un autre corps a également été découvert", a indiqué à l'AFP un responsable du district de Narok, Andrew Rukaria.

A Mombasa, la police a également ouvert le feu pour disperser des manifestants au troisième et dernier jour des manifestations de l'opposition.

"Les manifestants ont affronté mes hommes quand nous les avons dispersés et nous n'avons eu d'autre alternative que d'agir immédiatement. Une personne a été tuée par balle et plusieurs autres blessées", a expliqué à l'AFP le commandant de police de Mombasa, Wilfred Mbiti.

L'officier a ajouté que la police avait dû disperser plusieurs milliers de manifestants dans le quartier de Mwembe Tayari peu après leur prière du vendredi dans les mosquées de la deuxième ville du pays.

Ces huit nouvelles victimes portent à 24 le nombre de morts depuis mercredi.

L'opposition a annoncé la fin de ses manifestations et le lancement d'une "nouvelle phase" de protestations prévoyant notamment un boycott d'entreprises appartenant à des proches du chef de l'Etat.

18 janvier 2008

Des nouvelles violences font 13 morts Treize personnes ont trouvé la mort au Kenya, au troisième et dernier jour d'une campagne nationale de protestation contre la réélection du président Mwai Kibaki. L'opposition, renonçant aux manifestations, a appelé au boycott d'entreprises de proches du chef de l'Etat.

Quinze victimes sont notamment à déplorer dans la capitale Nairobi, essentiellement dans des bidonvilles fiefs de l'opposition. Depuis mercredi, vingt-neuf personnes ont été tuées au Kenya, en grande majorité par la police, pendant ou en marge des manifestations de l'opposition, selon le dernier bilan de la police.

La violence des affrontements fait encore des victimes par balle

Le Kenya traverse une crise politique majeure depuis la réélection contestée, le 27 décembre, de M. Kibaki: au moins 700 personnes ont été tuées dans des violences depuis trois semaines. Quelque 200'000 personnes sont actuellement déplacées, dont 100.000 enfants selon l'UNICEF.

18 janvier 2008

La police kényane réprime violemment l'opposition dans les bidonvilles de Nairobi

Les démarches s'allongent, les regards se durcissent, la violence approche. "Attention, ils arrivent !" Commentaire superflu. A l'intérieur du bidonville de Mathare, à Nairobi, la charge imminente des forces de sécurité se détecte comme une odeur. Sur la route, un immense conteneur a été tiré, un camion incendié, des feux allumés, barrages dérisoires. La preuve, surgit des rideaux de fumée une centaine d'hommes en uniforme et casque lourd. Ils chargent en hurlant,

s'ouvrant un chemin en tirant des rafales d'arme automatique en l'air et en faisant tournoyer de longs gourdins.

Dans la rue du bidonville, c'est la fuite éperdue. "Dans certains cas, ils tirent à blanc. Dans d'autres, à balles réelles. On ne peut pas savoir. Ils ne disent à personne ce qu'ils ont choisi", crie un garçon en s'enfuyant, alors qu'à une vingtaine de mètres, un homme qui tentait de passer à vélo est jeté à terre et frappé aux jambes.

Au deuxième jour de manifestations à l'appel de l'opposition, jeudi 17 janvier, la répression a changé de visage. La veille, les forces de sécurité se contentaient de bloquer les issues des bidonvilles pour empêcher les militants de l'opposition de sortir pour aller manifester dans le reste de la ville, ou de fondre comme la foudre sur les petits regroupements à peine ébauchés dans le centre pour les disperser.

La police ne se contente plus de contenir les manifestations, elle intervient à l'intérieur des bidonvilles

Aujourd'hui, c'est à l'intérieur même des bidonvilles que se conduisent les charges policières. Et cette fois, certains des tirs se font à balles réelles. Kibera, peut-être 800 000 habitants, ville dans la ville, est le principal bastion du chef de l'opposition, Raila Odinga, devancé à l'élection présidentielle du 27 décembre 2007, dans un contexte de fraudes graves, par le président Mwai Kibaki. Pour protester, l'opposition a appelé à trois jours de "manifestations pacifiques" interdites par les pouvoirs publics. Kibera, aujourd'hui, paye son soutien au prix de la violence.

Dans la rue du quartier Makina, la cohorte en uniforme camouflage déboule comme un rouleau compresseur. Miracle, une porte s'entrouvre, il faut s'y glisser pour échapper à la charge. Voici une courette boueuse. Il y a là Peter et trois autres garçons qui se hâtent de clouer la porte en tôle ondulée pour lui donner un semblant de résistance. Les forces de sécurité passent en hurlant, lâchant des rafales. Dans la cour, chacun retient son souffle. Les forces de police, à quelques mètres, enfoncent des portes. Partout, les coups pleuvent, comme en témoignent les cris. Yucas, air sage d'étudiant à lunettes, chuchote : "Dans deux heures, il fera nuit, et ils s'en iront. Ils ont peur de rester ici dès qu'il fait noir."

Déjà, le groupe des forces antièmeutes continue sa progression vers l'intérieur du bidonville. Ils enfoncent les portes, tirent des grenades lacrymogènes dans les masures, d'où sortent des habitants en larmes. Des silhouettes hébétées quittent leur abri. Derrière une table renversée, un homme tremble de manière incontrôlée. Christopher, un minuscule paquet de viande enrobé de papier-journal à la main, frotte son dos endolori par les coups reçus. "Je suis sorti pour acheter un peu de nourriture et on veut me tuer. C'est comme ça que [le président] Kibaki a décidé de gouverner ce pays ? Quand il aura assassiné tous les wananchis (citoyens), il gouvernera un pays vide ?"

Un peu plus loin, une femme, qui vient d'essuyer un tir de gaz lacrymogène dans sa maison, suffoque et hurle : "Mon bébé ! mon bébé !" Elle n'a pas le temps d'en dire plus. Un second groupe d'hommes en uniforme arrive et épargne les passants.

Sur Ngong Road, une grande artère, des embouteillages de fin de journée donnent une fausse impression de normalité. Les véhicules quittent précipitamment le centre-ville, qui s'est vidé comme la veille lorsque des manifestants ont tenté de s'y regrouper. Près de là, à l'hôpital Masaba, trois blessés par balles viennent d'être amenés. L'une des victimes, touchée au cou, meurt avant d'avoir été identifiée.

Les consignes du responsable de la sécurité sont appliquées à la lettre

Au même moment, on tire dans d'autres bidonvilles, comme à Mathare, de l'autre côté de Nairobi. Des témoignages collectés par une source neutre font état de tirs directs depuis des balcons, de corps emmenés par la police antièmeute.

Eric Kiraithi, le porte-parole de la police, réagissant après les déclarations du chef de l'opposition, Raila Odinga, accusant les policiers de se livrer à une "orgie de meurtres", se justifiait en affirmant : "Nous avons affaire à des psychologies d'emeutiers (...). La police kényane agit dans le cadre des lois de ce pays."

18 janvier 2008

Les occidentaux réticents à sanctionner un allié de poids NAIROBI (AFP) — La communauté internationale, dont neuf ambassades occidentales ont appelé vendredi Nairobi à cesser de "tuer des manifestants désarmés", n'a pas encore réussi à imposer une solution négociée au Kenya, un partenaire de choix qu'elle tient à conserver.

L'appel des ambassades intervient après l'échec des tentatives de médiation menées depuis début janvier par la sous-secrétaire d'Etat américaine aux Affaires africaines, Jendayi Frazer, puis par le président de l'Union africaine, John Kufuor. A présent, l'ex-secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a hérité du dossier.

Si M. Annan a retardé sa venue à Nairobi, officiellement pour cause de grippe, deux personnalités l'assistant dans sa mission - l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa et Graça Machel, l'épouse de l'ex-président sud-africain Nelson Mandela - sont arrivés cette semaine dans la capitale kényane.

Le Mouvement démocratique orange (ODM) du chef de l'opposition Raila Odinga, qui revendique la victoire à l'élection présidentielle du 27 décembre, s'est dit vendredi prêt à les rencontrer. Le gouvernement, qui jusqu'à présent a accueilli froidement ce type d'initiatives, a finalement fait savoir mercredi qu'ils étaient "les bienvenus au Kenya". L'accord s'arrête là entre Raila Odinga et le camp du président Mwai Kibaki, dont la proclamation de la réélection a plongé le pays dans une crise ayant fait au moins 700 morts et plus de 200.000 déplacés.

Les unités de la police sont intervenues à Mombasa pour disperser les manifestants

Pour l'ODM, le seul enjeu d'une médiation est une nouvelle élection présidentielle. Pour le pouvoir, qui récuse le terme de médiation, le dossier de la présidentielle est clos et seul un "dialogue" visant à régler la crise est envisageable. Face à ce dialogue de sourds persistant, l'Union européenne (UE), en pointe depuis le début de la crise dans la dénonciation des irrégularités du scrutin, commence à agiter la menace d'une suspension partielle de son aide.

Jeudi, le Parlement européen a demandé "le gel de toute aide budgétaire au gouvernement du Kenya en attendant (...) une résolution politique de la crise actuelle". Problème: l'Etat kényan peut parfaitement fonctionner sans aide budgétaire extérieure.

Cette aide ne représente en effet que 3% du montant total du budget, selon les chiffres officiels kényans. L'écrasante majorité de l'aide au Kenya est directement attribuée à des projets de développement (santé, éducation, adduction d'eau, infrastructures routières,...).

Le commissaire européen au Développement, Louis Michel, a déjà exclu de suspendre "purement et simplement" cette aide, qui frapperait surtout une population déjà éprouvée. De surcroît, les pays européens, notamment l'ancienne puissance coloniale britannique, marchent sur des oeufs au Kenya. "On a beaucoup d'intérêts ici", résume sous couvert d'anonymat un ambassadeur occidental en poste à Nairobi.

Louis Michel, a déjà exclu de suspendre "purement et simplement" l'aide européenne

L'économie kényane est en pleine expansion et ouverte aux investissements étrangers, dans des secteurs porteurs tels que le tourisme mais aussi les télécommunications, ou encore l'agro-industrie, où les Occidentaux se retrouvent de plus en plus en concurrence avec la Chine. Cette gêne à entrer en conflit avec le Kenya transparaît également dans la position du Commonwealth, d'ordinaire prompt à sermonner ses membres lors d'élections douteuses. L'organisation a officiellement "mis en doute" jeudi le résultat de la présidentielle, sans s'avancer sur le terrain mouvant de possibles sanctions.

Quant aux Etats-Unis, pour qui le Kenya est un allié important dans la lutte antiterroriste dans la Corne de l'Afrique, ils ont décidé jeudi de renvoyer dos à dos MM. Kibaki et Odinga dans la responsabilité des violences, en leur demandant d'ouvrir un "dialogue positif", sans mentionner de possibles nouvelles élections.

18 janvier 2008

Le Parlement européen approuve le gel de l'aide au Kenya Le Parlement de l'Union européenne (UE) a recommandé un gel immédiat de l'aide au Kenya pour pousser le président Mwai Kibaki à relancer de toute urgence les efforts pour mettre fin à l'impasse post-électorale dans laquelle se trouve ce pays d'Afrique de l'Est.

Les parlementaires de l'UE, qui se sont réunis près de 20 jours après le début de la crise post-électorale kenyane, ont également recommandé une réorganisation urgente du scrutin présidentiel si un nouveau décompte des voix n'était pas possible pour déterminer le vainqueur. Le Kenya risque de perdre 383 millions d'euros destinés à ses programmes de développement pour les cinq prochaines années si la recommandation du gel de l'aide faite par le Parlement européen est appliquée immédiatement par la Commission européenne.

Le porte-parole du gouvernement kényan, Alfred Mutua, a traité par le mépris cette décision de l'Union européenne, en déclarant que le Kenya ne quémandait rien à ses partenaires au développement.

"Vous n'êtes pas là pour nous donner une ligne de conduite", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Nairobi.

Les responsables du principal parti d'opposition kenyan, le Mouvement démocratique Orange (ODM) se sont félicités de cette recommandation, déclarant que tout, y compris les pressions diplomatiques, serait bienvenu pour faire avancer le processus politique.

Raila Odinga à la recherche du soutien international

"L'UE est libre de prendre n'importe quelle décision qui pourrait contribuer à résoudre cette crise", a déclaré à la PANA un haut responsable de l'ODM, William Ruto.

Le Kenya fait la une de l'actualité internationale depuis l'élection présidentielle du 27 décembre, dont les résultats sont contestés par l'opposition. Les dirigeants de l'ODM affirment que la Commission électorale kenyane (ECK) a manipulé les résultats pour donner la victoire au président Mwai Kibaki. Dans les bidonvilles de Nairobi, la Police a rasé des bâtiments entiers à Mathare, tandis que dans le quartier populeux de Kibera, des habitants en colère ont arraché les toits en tôle et les palissades en bois des maisons qu'ils ont revendu aux brasseries locales.

Le correspondant de la PANA s'est rendu dans les bidonvilles tentaculaires peu après qu'un train de marchandises à destination de Kampala soit vandalisé et a trouvé les lieux de consommation d'alcool désertés, tandis que des gangs se sont retournés contre les groupes ethniques rivaux qu'ils ont dépouillé. Un homme s'est retrouvé avec la jambe droite brisée après avoir été attaqué. Les lieux de consommation d'alcool, où les hommes des bidonvilles aiment se retrouver, étaient vides et les habitants des quartiers rassemblés en petits groupes discutaient de l'attaque contre le train de marchandises.

Par ailleurs, le leader de l'opposition, Raila Odinga, a déclaré que les massacres perpétrés par la Police, particulièrement contre ses partisans, lui rendaient encore plus difficile la tâche de négocier avec les assassins".

"Nous ne pouvons faire que ce qui est humainement possible de notre côté. Nous avons accepté une médiation internationale. L'autre partie utilise des moyens inconstitutionnels. Pourquoi tirent-ils pour tuer?", s'est interrogé M. Odinga.

La police n'hésite pas à tirer pour rétablir l'ordre contre le chaos

Il a expliqué que la communauté internationale devait condamner le massacre de ses partisans, en indiquant que le Kenya risquait de sombrer dans une crise politique plus profonde à grande échelle. Le Kenya est confronté à une des pires crises politiques de son histoire, aggravée par l'absence de solutions constitutionnelles adéquates. La Constitution ne recommande pas un deuxième tour en cas de résultats serrés mais que pour être élu un candidat doit obtenir au moins 25% de toutes les voix dans cinq des huit provinces du pays.

L'opposition a refusé de constester les résultats des élections en justice, en estimant que cette dernière était à la solde de M. Kibaki. Les parlementaires européens ont opté pour un gel temporaire de l'aide au Kenya jusqu'à ce que l'effort de médiation internationale conduit par l'ex-Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, aboutisse.

L'opposition déclare accepter la formation d'un gouvernement intérimaire avec M. Kibaki pour préparer une nouvelle élection présidentielle au bout de trois mois. Les alliés de M. Kibaki ont refusé cette proposition en soutenant qu'il a gagné honnêtement.

18 janvier 2008

Des ambassades appellent à cesser de tuer des "manifestants désarmés"

NAIROBI - Neuf ambassades occidentales au Kenya ont appelé vendredi les autorités kényanes à cesser de tuer des "manifestants désarmés", dans un communiqué publié à Nairobi après trois jours de manifestations de l'opposition qui ont fait 24 morts.

"Nous appelons les forces de sécurité à exercer leur devoir dans les strictes limites de la loi et à abandonner tout usage extraordinaire ou disproportionné de la force, en particulier, à (cesser de) tuer des manifestants désarmés", déclarent les neuf représentations diplomatiques dans un communiqué.

"Nous avons vu des images explicites et dérangeantes de l'usage de la force meurtrière sur des manifestants désarmés", ajoute le communiqué diffusé par les ambassades au Kenya du Royaume-Uni, d'Australie, du Canada, du Danemark, de Finlande, des Pays-Bas, de Norvège, de Suède et de Suisse. Cinq manifestants ont été tués par la

police vendredi au Kenya au troisième et dernier jour de manifestations nationales à l'appel de l'opposition pour protester contre la réélection, entachée de fraudes selon de nombreux observateurs, du président Mwai Kibaki le 27 décembre.

Les manifestations sont toujours interdites

Au total, depuis mercredi, 24 personnes ont trouvé la mort dans le pays, en grande majorité sous les balles de la police kényane qui a interdit les rassemblements. Le porte-parole de la police kényane, Eric Kiraithe, a une nouvelle fois affirmé vendredi que "la police faisait usage de la force nécessaire pour restaurer la loi et l'ordre". "Pour évaluer de façon objective l'action de la police dans la gestion de la situation, il est important de comprendre le type de rassemblements auxquels nous avons à faire", a-t-il ajouté, affirmant que des personnes parmi les manifestants "ont été entraînés pour commettre des crimes".

Vendredi, la presse quotidienne kényane a lancé des appels comparables à celui des neuf ambassades. "La police doit arrêter de tuer les manifestants", a demandé le Daily Nation dans son éditorial. Le Standard a aussi lancé un message à la police: "Si vous devez disperser des rassemblements, pour l'amour de Dieu, respecter les vies humaines".

18 janvier 2008

3 étrangers en garde à vue soupçonnés d'activités terroristes

Trois étrangers, dont un Allemand et un Néerlandais, ont été arrêtés jeudi soir à Nairobi par la police qui les soupçonne d'être liés à des "activités terroristes", a-t-on appris vendredi de source policière kényane.

Selon le ministère allemand des Affaires étrangères, les personnes interpellées sont deux Allemands et une Néerlandaise. L'ambassade d'Allemagne à Nairobi est en contact avec eux, selon la même source.

"Bien qu'ils soient entrés dans le pays en tant que journalistes, ils se sont comportés de manière suspecte", a déclaré à la presse à Nairobi le porte-parole de la police nationale kényane, Eric Kiraithe.

"La police poursuit ses investigations pour déterminer les suites à donner à cette enquête. Nous sommes également en liaison avec d'autres services de police pour établir leurs antécédents", a-t-il ajouté.

Des enregistrements vidéo et des photographies "d'installations vitales ont été trouvés sur eux", a poursuivi le porte-parole, sans donner plus de précisions. Les trois personnes, qui sont arrivées au Kenya avant les élections générales kényanes du 27 décembre, ont changé de véhicule à trois reprises sur les 15 kilomètres qui séparent le centre de Nairobi de l'aéroport international où ils ont été appréhendés, selon la même source.

18 janvier 2008

Prise de position d'Amnesty International

Amnesty International a condamné ce soir l'usage "abusif" de la force par la police kényane, au moins 25 personnes ayant été tuées au Kenya en trois jours de manifestations convoquées par l'opposition pour protester contre la réélection du président Mwai Kibaki.

"Nous admettons que la police kényane essaie de contenir ce qui dans certains cas se sont révélées de violentes manifestations", a déclaré dans un communiqué Erwin van der Borght, directeur du programme Afrique de l'organisation de défense des droits de l'Homme, basée à Londres.

Le piège post électoral se retourne contre la population des quartiers défavorisés

"Cependant, en tirant à balles réelles sur la foule, la police a de beaucoup surpassé ce qui est acceptable en terme d'usage de la force. Tirer à balles réelles sur des foules n'est pas justifiable", a affirmé M. Van der Borght

18 janvier 2008

Après les manifs, les boycottages

Une nouvelle phase dans le bras de fer qui oppose l'opposition kényane au président sortant, Mwai Kibaki, dont elle rejette la validité de la réélection, en décembre dernier, vient de s'ouvrir.

En effet, un porte-parole du Mouvement démocratique orange (ODM) a affirmé avoir vu « beaucoup de souffrance causée par des actions irresponsables de la police contre des manifestants pacifiques ». Conséquemment, l'ODM appelle désormais ses militants à prendre part à « une nouvelle phase de la lutte qui inclura un boycott économique par les consommateurs de grandes sociétés appartenant à des faucons proches de M. Kibaki ».

Un responsable du régime, le porte-parole Alfred Mutua, n'a pas tardé à réagir, vendredi, en implorant les Kényans à « laisser le secteur privé en dehors de la politique ».

M. Mutua a aussi estimé que cette dernière tentative de l'opposition pour déstabiliser le régime et l'amener à négocier avec lui « échouera encore ».

Les trois jours de manifestations sanglantes dans les rues de plusieurs villes du pays n'ont effectivement pas semblé ébranler le président Kibaki. À tout le moins, ce dernier, qui ne reconnaît que du bout des lèvres l'existence même d'une crise au Kenya, a mis sur pied un « comité politique de haut niveau pour mener le dialogue national politique et la réconciliation nationale ».

Lorsqu'on lui a demandé si elle comptait accepter de rencontrer les membres de ce comité, l'opposition de l'ODM a laissé entendre qu'elle préférerait attendre qu'ils communiquent avec eux avant de prendre une décision à ce propos.

Toujours des tensions au Kenya , la situation reste explosive

Entre-temps, une délégation africaine menée par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa et Graça Machel, la conjointe de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, est arrivée à Nairobi pour servir de médiateur. M. Annan lui-même était attendu au Kenya mardi dernier, mais il a retardé son arrivée, officiellement pour des raisons médicales.

Depuis la controversée réélection du président Mwai Kibaki, le 27 décembre dernier, le Kenya est plongé dans une grave crise interne qui a entraîné la mort de plus de 700 personnes et fait au-delà de 250 000 déplacés. Les trois jours de manifestations de mercredi dernier à vendredi, eux, ont fait au moins 16 morts, dont une majorité de manifestants tués par la police. On rapporte aussi plusieurs meurtres interethniques, les deux camps étant issus de deux tribus concurrentes.

18 janvier 2008

L'opposition change de stratégie face à la répression policière

NAIROBI (AFP) — L'opposition kényane, qui rejette l'élection controversée du président Mwai Kibaki, a appelé vendredi au boycott d'entreprises de proches du chef de l'Etat, une "nouvelle phase" d'action annoncée au troisième jour de manifestations réprimées par la police.

Seize personnes ont été tuées au Kenya depuis mercredi, en grande majorité par la police, pendant ou en marge des manifestations de l'opposition, selon un bilan de la police communiqué vendredi à l'AFP.

Sept ont trouvé la mort à Kisumu (ouest), une à Narok (sud-ouest) et les huit autres dans la capitale, essentiellement dans des bidonvilles fiefs de l'opposition, a précisé la police.

Le Kenya traverse une crise politique majeure depuis la réélection contestée, le 27 décembre, de M. Kibaki: au moins 700 personnes ont été tuées dans des violences depuis trois semaines. Au moins 250.000 personnes ont été déplacées, dont 100.000 enfants selon l'Unicef.

Le nombre de victimes de cette situation de crise ne cesse d'augmenter

Le porte-parole de la police, Eric Kiraithe, a rappelé vendredi que la police n'autoriserait pas les manifestations prévues dans la journée.

A 13H00 (10H00 GMT), peu d'incidents étaient rapportés dans le pays: la police a dispersé à coups de gaz lacrymogène des centaines de manifestants à Kisumu. A Eldoret, autre grande ville de l'ouest, quelques pneus ont été enflammés par de petits groupes de manifestants, alors que des camions et des bus attendaient d'être escortés par la police pour sortir de la ville.

Devant la répression policière impitoyable, empêchant de fait tout rassemblement, le Mouvement démocratique orange

(ODM) de Raila Odinga a annoncé vendredi un changement de stratégie visant à affaiblir le camp présidentiel. Vendredi est "le dernier jour des manifestations", a déclaré à l'AFP Salim Lone, le porte-parole de l'ODM.

"Nous avons vu beaucoup de souffrances causées par des actions irresponsables de la police contre des manifestants pacifiques. Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase de la lutte qui inclura un boycott économique par les consommateurs de grandes sociétés appartenant à des faucons proches de M. Kibaki", a-t-il expliqué.

Détresse de ces mères qui viennent de perdre deux de leurs

Il a notamment cité la compagnie de produits laitiers Brookside Dairies, les compagnies de transports en commun City Hopper et Kenya Bus Service, ainsi que la banque Equity Bank. "L'ODM a désigné des sociétés privées qu'il veut boycotter (...) De grâce, laissez le secteur privé en dehors de la politique. Les Kényans ont le droit de choisir ce qu'ils veulent faire. Mais je parie que cela échouera encore", a réagi à l'AFP le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua.

Les manifestations ont montré que "le gouvernement a recours à des tactiques très irresponsables" et qu'"il a peur, que sans cette tactique, des centaines de milliers de Kényans aillent manifester", a estimé M. Lone. Les violences "ont irrité la communauté internationale, l'Union européenne, les Etats-Unis et d'autres partenaires menaçant de couper leur aide et d'imposer des sanctions", a-t-il poursuivi.

De son côté, M. Kibaki a nommé "un comité politique de haut niveau pour mener le dialogue national politique et la réconciliation nationale", composé du vice-président Kalonzo Musyoka et de six ministres, ainsi que du procureur général Amos Wako et d'un député, membre du parti de M. Musyoka.

Prié de dire si son parti rencontrerait ce comité, le secrétaire général de l'ODM, Anyang Nyongo, a répondu: "nous allons attendre qu'il communique avec nous et nous prendrons notre décision".

Les actions des forces de l'ordre sont de plus en plus critiquées par la population

L'annonce de M. Kibaki intervient après l'arrivée au Kenya de deux médiateurs, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa et Graça Machel, l'épouse de l'ex-président sud-africain Nelson Mandela, qui doivent participer à la médiation conduite par l'ex-secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. M. Annan, qui était attendu mardi à Nairobi, a reporté son voyage, officiellement pour des raisons médicales. Aucune nouvelle date n'a été communiquée.

18 janvier 2008

Dernier jour de la protestation de masse

NAIROBI, 18 janvier (Xinhua) -- La protestation menée par le Mouvement démocratique Orange (ODM, opposition) au Kenya est entrée dans son troisième et dernier jour, les deux jours précédents s'étant soldés par la répression policière.

Aux dires du dirigeant de l'ODM, Raila Odinga, perdant aux élections présidentielles du mois dernier, au moins sept personnes ont été tuées jeudi lors de la répression des autorités. Le gouvernement et la police ont fait du pays "un champ de tuerie des innocents", a dénoncé ce chef de l'opposition.

Pourtant, ces critiques ont été démenties par le porte-parole de la police Eric Kiraithe, qui a affirmé que la police a fait preuve de retenue durant la protestation. Se rendant compte que la population innocente était utilisée par les hommes politiques, la police n'a pas eu recours à la force excessive pour la disperser, a fait savoir le porte-parole.

Situation difficile pour discerner les opposants politiques des gangs qui profitent de la situation

"Nous sommes confrontés à la psychologie de masse. La police kenyane a exercé ses devoirs conformément à la loi du pays", a-t-il déclaré. Cinq personnes ont péri dans l'ensemble du pays, notamment dans et autour du district de Mathare, a-t-il confirmé. Depuis le 27 décembre, plus de 600 personnes ont trouvé la mort dans ce pays de l'Afrique de l'est, une tragédie qui, selon M. Odinga, était l'œuvre du président élu Mwai Kibaki pour assurer sa réélection.

Peu après la prestation de serment du président Kibaki le 30 décembre, les autorités ont interdit toutes manifestations publiques dans le pays.

16 janvier 2008

La situation au Kenya paralyse les économies de la région

NAIROBI, 16 janvier (Xinhua) -- La crise politique qui secoue le Kenya émet des ondes de choc dans l'ensemble de la région est- africaine, le Kenya, pays où régnent paix et stabilité depuis des décennies, étant par tradition la plateforme économique, financière et commerciale de la région ainsi que la principale route commerciale.

Le commissaire aux douanes de l'Autorité tanzanienne de collecte des impôts, George Lauo, a annoncé que la collecte hebdomadaire des impôts aux points de passage avec le Kenya a diminué en raison de la baisse du commerce entre les deux pays.

Selon ce dernier, si l'impasse politique persiste, les recettes mensuelles de la Tanzanie continueront à baisser, car le Kenya est le principal partenaire commercial de la Tanzanie en Afrique et la deuxième plus importante source d'investissements étrangers après la Grande-Bretagne. Le gouvernement ougandais perd plus de deux milliards de shillings ougandais de recettes (environ 1,1 million de dollars américains) par jour, en raison des violences post-électorales au Kenya, qui ont entravé la circulation des marchandises à destination ou en provenance du pays, selon les chiffres de l'Autorité ougandaise des impôts.

Le Kenya est une route de transit clé pour les pays n'ayant pas accès à la mer comme l'Ouganda, l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le Sud Soudan, le Rwanda et le Burundi. Ces pays, qui comptent beaucoup sur le port kenyan de Mombasa, sont très affectés par la situation au Kenya.

La Banque mondiale estime qu'environ 25 % du PNB ougandais et rwandais reposent sur le commerce qui transite par la route menant au port de Mombasa.

Le sort des réfugiés est de plus en plus préoccupant

Des troubles se sont produits au Kenya après l'élection présidentielle du 27 décembre, et le leader de l'opposition Raila Odinga a estimé que ce résultat était truqué et refuse de reconnaître la réélection de Mwai Kibaki. Plusieurs centaines de personnes ont été tuées et 250 000 personnes ont été déplacées à travers le pays.

16 janvier 2008

L'opposition prend le pouvoir au Parlement

NAIROBI, 15 janvier (Xinhua) -- L'opposition du Kenya a pris le pouvoir au Parlement de 222 sièges grâce à l'élection de son candidat Kenneth Marende au poste de président de la législature mardi.

M. Marende, appuyé par le Mouvement démocratique orange (ODM, opposition), a été élu au troisième tour avec 105 voix, contre 101 pour le candidat du gouvernement, Francis Ole Kaparo. Il a promis d'être impartial et honnête dans l'exercice de sa fonction. L'élection du président nécessite une majorité des deux-tiers pour les premier et second tours et une majorité simple au troisième tour.

Avant l'élection, le nouveau gouvernement et l'opposition se sont affrontés dans l'enceinte parlementaire sur le mode du scrutin adopté. Le litige a débuté lorsque les députés de l'ODM ont demandé que l'élection du président du Parlement se fasse publiquement et non en secret.

Kennet Marende est le président du parlement

C'est la première fois que le président réélu Mwai Kibaki et le leader de l'opposition Raila Odinga se trouvent dans la même pièce depuis l'élection présidentielle du 27 décembre, dans laquelle ce dernier était au deuxième. La sécurité avait été renforcée autour du Parlement, la police essayant d'empêcher que des violences n'éclatent à nouveau.

Ni l'ODM, ni le Parti de l'Unité nationale du président Kibaki, n'avait obtenu la majorité parlementaire lors des élections législatives. Le parti de M. Odinga a remporté 99 sièges, alors que le parti de M. Kibaki a garanti 43 sièges. La commission électorale a déclaré M. Kibaki vainqueur de l'élection présidentielle du 27 décembre, après un processus de décompte des voix qualifié par les observateurs internationaux de "sérieusement truqué". M. Odinga insiste qu'il a gagné l'élection et son parti demande à M. Kibaki de démissionner ou de partager le pouvoir.

16 janvier 2008

Heurts entre manifestants et policiers au Kenya, 3 morts

KISUMU, Kenya (Reuters) - La police kényane a affronté plusieurs centaines d'opposants qui bravaient l'interdiction de manifester contre la réélection du président Mwai Kibaki et trois manifestants ont été tués à Kisumu, bastion de l'opposition dans l'ouest du pays.

Quelques centaines de manifestants, rapidement dispersés à l'aide de gaz lacrymogènes et de tirs de sommation, se sont également rassemblés à Nairobi, mais la mobilisation est restée très modeste au regard des appels du chef de file de l'opposition, Raila Odinga, qui avait invité ses partisans à descendre par millions dans les rues.

Même à Kibera, le plus grand bidonville d'Afrique acquis à la cause d'Odinga, les manifestations n'ont pas rassemblé plus de quelques centaines de personnes.

A Kisumu, ville de l'Ouest limitrophe de l'Ouganda, un millier de manifestants ont été dénombrés. Trois hommes ont été abattus, rapportent des témoins. Un caméraman de Reuters a vu dans une rue un cadavre portant des traces de balles dans le dos et au côté. "Nous voulons que Kibaki démissionne pour laisser la place à notre président légitime, Raila Odinga", a déclaré l'un des manifestants, Joël Oduor, en tenant d'échapper aux gaz lacrymogènes.

Les barrages sporadiques près des bidonvilles sont rapidement maîtrisés par la police

Près d'Eldoret, dans la vallée du Rift, région la plus touchée par les violences des dernières semaines, des barrages ont été érigés sur les routes par des membres de l'opposition.

A Mombasa, ville portuaire sur l'océan Indien, environ 150 jeunes ont brûlé des pneus et dressé des barricades dans les rues. Les violences qui ont suivi l'annonce de la réélection du président Kibaki après le scrutin du 27 décembre ont fait 600 morts et 250.000 personnes déplacées.

Le Mouvement démocratique orange (ODM) d'Odinga, candidat malheureux à la présidentielle, a dénoncé des fraudes lors du scrutin et appelé à trois jours de manifestations contre l'investiture de son rival. En réaction, les autorités ont interdit les rassemblements.

LES DOUTES DE L'AMBASSADEUR AMERICAIN

L'ambassadeur des Etats-Unis au Kenya, Michael Ranneberger, estime dans une interview publiée mercredi qu'il est impossible de dire avec certitude qui a gagné l'élection présidentielle.

"Nous avons mené notre propre analyse. Ce qu'elle montre, c'est que le résultat est extrêmement serré et que quel que soit le vainqueur, il l'a emporté avec pas plus de 100.000 voix d'écart au mieux", a déclaré le diplomate américain au Daily Nation.

"Il n'est vraiment pas possible de dire avec certitude qui a gagné parce que le processus n'a pas été transparent", a-t-il ajouté.

L'ambassadeur juge préférable qu'un accord de partage du pouvoir soit conclu entre Kibaki et l'ODM, plutôt qu'un nouveau scrutin ou un nouveau dépouillement des voix. Kibaki a récemment formé une partie de son équipe gouvernementale et convoqué le Parlement, mais c'est un représentant de l'opposition qui a été élu à la présidence de l'assemblée mardi - avec seulement quatre voix d'avance sur le candidat du gouvernement.

"Hier, les choses ont pris une autre tournure. Le mal terrible qui a été fait aux Kényans le 27 décembre ne peut durer. La présidence actuelle est illégitime", a dit Odinga à la suite de ce succès de l'opposition.

Mais si l'ODM est la première formation de l'assemblée, elle n'est pas en mesure à elle seule de faire tomber le gouvernement. Dans une interview accordée à Reuters, le ministre kényan des Affaires étrangères, Moses Wetangula, a souligné la nécessité d'entreprendre des réformes électorales, tout en invitant l'ODM à déplacer leur combat de la rue au parlement.

"Nous attendons de la forte opposition qui existe désormais à la chambre qu'elle évalue et contrôle de manière critique, efficace et exhaustive l'action du gouvernement. Nous n'avons pas d'autre choix que de trouver les moyens de travailler ensemble de façon responsable", a-t-il dit.

15 janvier 2008

Les vieux habits du président Kibaki

On peut déjà imaginer les réactions d'une opinion publique occidentale fatiguée des éternelles violences de l'Afrique devant ce qui vient de suivre les élections kényanes du 27 décembre : ce beau pays des safaris touristiques qui passait pour une presque démocratie présentable, et bien finalement il ne valait pas mieux que le Rwanda/le Congo/le Tchad/le Soudan/la Somalie (la liste est longue), où les anciennes haines ethniques ont une fois de plus déchaîné des violences que seul le «politiquement correct» empêche les commentateurs de qualifier de «sauvages».

Et pourtant ce diagnostic est erroné car si rien ne peut justifier de brûler vivant des civils dans une église on est pourtant plus proche de la situation de l'Ukraine post-soviétique que de celle du Rwanda en 1994. Avec un taux de croissance de plus de 4 % pour les trois dernières années, une économie diversifiée qui irrigue en produits industriels l'ensemble de l'Afrique orientale (et une partie de l'Afrique centrale), avec un système bancaire performant et une bourgeoisie éduquée qui tire le pays en avant, le Kenya n'est pas un de ces pays africains post-coloniaux vivant de l'exportation déclinante de produits agricoles aux cours fondants.

Alors quoi ? Et bien malheureusement le Kenya est aussi un de ces pays du tiers-monde où des «élites» politiques aussi féroces que corrompues adoptent superficiellement les slogans de la Banque mondiale pour mieux pratiquer des formes d'exploitation cauchemardesques que Marx lui-même aurait eu du mal à imaginer : un mélange d'accumulation capitaliste primitive, de prédatation bureaucratique, de néo-féodalisme rural et de pillage éhonté de l'aide internationale. Il y a deux ans, l'ambassadeur de Grande-Bretagne Sir Edward Clay avait déclaré au vu du scandale d'Anglo Leasing : «Ils peuvent croire que nous ne voyons rien ou que nous leur pardonnerons un peu de gloutonnerie parce qu'ils aiment avaler les déjeuners d'Oxfam. Mais ils ne peuvent quand même pas attendre à ce que nous ne réagissions pas lorsque leur intempérance les conduit à nous vomir sur les souliers.» Le Foreign Office n'avait pas du tout apprécié et il fut rappelé à l'ordre. Il avait pourtant autant plus raison que le régime dont il parlait, celui du président Mwai Kibaki, était arrivé au pouvoir en décembre 2002 en surfant sur un rejet viscéral de la dictature corrompue de son prédécesseur Daniel Arap Moi et sur une énorme vague d'espoir qui portait sa Coalition Arc-en-ciel (Narc).

Le seul espoir pour certains est de fuir la crise

A l'époque tout le monde ou presque était derrière lui, y compris son principal opposant d'aujourd'hui Raila Odinga, et il avait triomphé avec 62 % des suffrages exprimés. Le mandat donné à Mwai Kibaki était celui d'une rupture avec le passé, d'une relance économique et de la lutte contre la corruption. La relance économique, il a su faire ; avec un peu de bon sens, une bonne équipe professionnelle et quelques recettes keynésiennes, l'économie qui était en attente a redémarré. Mais cela s'est arrêté là car malheureusement cet «homme nouveau» était en même temps un vieux cheval de retour. Ancien associé politique de Jomo Kenyatta, Mwai Kibaki avait partagé avec lui la politique de monopole tribaliste de l'économie promue par le «père de l'indépendance». Marginalisé par Arap Moi à la mort de Kenyatta en 1978, lui et les autres leaders Kikuyu (l'ethnie de Kenyatta) avaient ensuite connu une longue traversée du désert jusqu'en 2002.

Or en 2002 si le peuple, toutes ethnies confondues, voulait se débarrasser de l'horrible régime Arap Moi, l'élite kikuyu n'avait quant à elle rien appris ni rien oublié. Les prévarications du vieux Kenyatta étaient perdues avec le temps dans une sorte de légende dorée quasiment gaulliste, où seuls surnageaient les moments héroïques de la lutte anti-coloniale et où la cuisine financière qui avait suivi l'indépendance se trouvait benoîtement occultée. Il était possible dans ces conditions pour un politicien tribaliste de 71 ans de se refaire une virginité en jouant sur le fait que la dictature l'avait mis au placard pendant vingt ans. Drapé dans son rôle de victime d'Arap Moi, Kibaki fut élu sur un malentendu qu'il se hâta ensuite d'exploiter pour remettre son segment ethnique de la bourgeoisie aux commandes.

En Afrique - même dans une «économie intermédiaire» comme le Kenya - l'archaïsme du capitalisme local donne à l'Etat un rôle prépondérant. Il est donc essentiel pour tout segment de la bourgeoisie de parvenir à contrôler l'Etat s'il veut enrichir (sans compter l'importance du contrôle étatique pour pouvoir détourner l'aide internationale). Or étant donné les structures des sociétés africaines, il est pratiquement impossible de contrôler l'Etat sans avoir une base politique ethnique, ce qui amène les problèmes socio-économiques à se traduire presque immédiatement en termes tribaux.

Arrestation sans ménagement d'un manifestant par la police

L'*’*erreur des observateurs étrangers est souvent de croire à une sorte d'*’*essentialisme ethnique de la politique africaine. L'*’*ethnicité n'*’*est pas la cause des problèmes politiques en Afrique, mais elle les amplifie en les globalisant arbitrairement. Ici, dans le Kenya de 2008, ce sont les Kikuyus qui en sont venus à symboliser par la faute de Kibaki tout ce qui n'*’*allait pas dans l'*’*Etat post-colonial - alors que leur ethnie est loin d'*’*être l'*’*unique responsable. Et Raila Odinga - dont le passé politique populiste et démagogique est loin d'*’*être innocent - est parvenu au contraire à concentrer sur sa personne - et donc sur son ethnie luo - tous les espoirs des déçus d'*’*un changement avorté dans le courant de ces cinq dernières années. Le danger était alors grand de voir les acteurs d'*’*en bas, les victimes d'*’*un système oppressif, opérer des raccourcis meurtriers dans l'*’*attribution des responsabilités et transformer globalement tous les membres de la «tribu oppressive» en boucs émissaires de la souffrance collective.

Les squatters kikuyus brûlés vivants à Eldoret il y a quatorze jours se sont retrouvés les victimes de cette dérive culpabilisante qui a étendu à des membres ordinaires d'*’*une tribu la responsabilité des pratiques corrompues de son leadership. Dans la violence actuelle au Kenya, l'*’*enjeu va donc être de parvenir à éviter le dérapage d'*’*un conflit social et économique, que des négociations et des initiatives politiques peuvent permettre de circonscrire, vers un affrontement viscéral et incontrôlable entre groupes tribaux assumant - ou forcés d'*’*assumer - les pratiques parfois criminelles de leurs élites. Lorsque l'*’*Occident parle de démocratie, c'*’*est à ces contenus concrets qu'*’*il doit penser et pas seulement au décompte électoral des voix. Quant au tribalisme, loin d'*’*être la cause des violences, il n'*’*en est que l'*’*instrument. Mais selon le vieil adage zen, lorsque le doigt montre la lune, l'*’*imbécile regarde le doigt. Gérard Prunier chercheur en histoire et politique contemporaine de l'*’*Afrique centrale et orientale.

15 janvier 2008

L'opposition conquiert le perchoir et se prépare à manifester

NAIROBI (AFP) — L'opposition kényane a remporté mardi le prestigieux poste de président du Parlement, obtenant ainsi une victoire hautement symbolique pour ses partisans qui étaient descendus en masse dans les rues pour dénoncer la réélection controversée du chef de l'Etat Mwai Kibaki.

L'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, qui devait arriver mardi soir au Kenya, a été contraint de reporter "de quelques jours" sa mission de médiation en raison d'une "forte grippe", a annoncé l'ONU à Genève. Kenneth Marende, le candidat du Mouvement démocratique orange (ODM) du chef de l'opposition Raila Odinga, a été élu président de l'Assemblée nationale kényane avec 105 voix contre 101 accordées au postulant du camp présidentiel, Francis Ole Kaparo.

Le vote a eu lieu lors de la séance d'ouverture de l'assemblée issue des élections contestées du 27 décembre. L'annonce du résultat a été accueillie par des cris de joie des députés du parti de M. Odinga, candidat malheureux à la présidentielle.

Le mouvement démocratique Orange est majoritaire au parlement

Elle a aussi été saluée par les hourras de ses supporters à Eldoret (ouest), l'une des villes les plus touchées par les violences post-électorales qui ont fait au moins 700 morts et 255.000 déplacés dans le pays. "Nous avons gagné! Longue vie à l'ODM", scandaient des partisans de Raila Odinga à Eldoret, un de ses bastions électoraux, à l'annonce en direct à la télévision de la victoire de leur camp, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Nous avons le devoir de soutenir la démocratie", a déclaré le nouveau président du Parlement, dans un discours inaugural dépourvu de toute allusion directe à la réélection contestée de M. Kibaki à la tête de l'Etat. Lors des élections législatives, qui coïncidaient avec le scrutin présidentiel, l'ODM était arrivé en tête avec 99 élus au parlement. Kenneth Marende, 52 ans, a dit espérer que cette assemblée s'efforcerait "de doter les Kényans d'un nouvel ordre constitutionnel le plus rapidement possible".

Le président Kibaki avait été critiqué au terme de son premier mandat pour avoir échoué à changer la constitution et à pourvoir l'exécutif kényan d'un poste de Premier ministre, limitant ainsi les prérogatives du président. La session a été marquée par la première apparition commune en public de MM. Kibaki et Odinga depuis les élections et la vague de violences meurtrières qui les ont suivies. Mais à peine cette victoire remportée à l'Assemblée, l'opposition compte se livrer à une nouvelle épreuve de force avec le pouvoir, dans la rue cette fois. Elle a maintenu ses appels manifester durant trois jours, à partir de mercredi, malgré l'interdiction de ces rassemblements par la police.

Mardi, les habitants de Nairobi ont vaqué normalement à leurs occupations dans une ville sous haute surveillance policière.

La police paramilitaire avait pris position dès la matinée dans le grand parc du centre de la capitale proche du Parlement. D'autres forces de sécurité étaient positionnées non loin du bidonville de Kibera, fief de M. Odinga. En province, aucun incident n'avait été signalé. A Eldoret, la majorité des commerces avaient ouvert normalement et de nombreux habitants étaient rivés dès 14H00 devant leurs écrans de télévision. Des habitants s'efforçaient toutefois de quitter la ville par peur de nouvelles violences.

Par ailleurs, la Commission européenne n'a pas exclu mardi de réexaminer son aide au Kenya. "Toutes les options sont ouvertes sur l'aide", a déclaré son porte-parole, Johannes Laitenberger, faisant écho à des déclarations similaires la veille du commissaire au Développement Louis Michel. L'aide totale européenne au Kenya a atteint 290 millions d'euros entre 2002 et 2007, et doit se monter à 383 millions d'euros entre 2008 et 2013.

15 janvier 2008

C'est l'économie et non le tribalisme qui explique la criseLes analyses battent en brèche les idées reçues

La vague de violence qui s'est abattue sur le Kenya à la suite des élections présidentielles a été qualifiée, par bon nombre, de nature tribale ou ethnique. Toutefois, pour les analystes de ce pays d'Afrique de l'Est, c'est l'économie de base qui est véritablement à l'origine des troubles.

Malgré les revendications de l'opposition, qui criait au trucage, et les rapports des observateurs internationaux, qui faisaient état de graves irrégularités dans le dépouillement des bulletins, la victoire de Mwai Kibaki, président sortant, a été annoncée, le 30 décembre, à la suite d'un scrutin présidentiel fortement contesté, déclenchant des flambées de violence généralisées ainsi qu'une crise humanitaire. L'opposition maintient les manifestations jusqu'à vendredi « Dans les zones urbaines, il y a eu beaucoup d'incendies et de pillages inutiles ; pour les populations, c'était une façon de se défouler pour exprimer leurs griefs économiques pendant le vide politique. Ils se sont lâchés et en sont pris à tout ce qu'ils pouvaient trouver, incendiant les maisons de leurs voisins, sans se préoccuper de savoir si ceux-ci soutenaient le PNU [Parti de l'unité nationale, le parti de M. Kibaki] ou l'ODM [Mouvement démocratique orange, l'opposition] », a expliqué à IRIN Macharia Gaitho, éditorialiste politique. Il est vrai que certains groupes ethniques – il y en a plus de 40 au Kenya – ont été pris pour cible au cours des violences, les tensions qui ont donné lieu à ces affrontements ne relèvent pas à proprement parler de l'ethnicité, mais sont la conséquence quasi inéluctable, selon un éditorial paru dans le journal Sunday Nation, du système économique kényan : « Le Kenya pratique un capitalisme sauvage, inhumain, qui encourage une concurrence féroce pour la survie, les richesses et le pouvoir. Quant à ceux qui ne sont pas compétitifs, on les laisse vivre comme des animaux dans des bidonvilles ». DES INEGALITES ENDEMIQUES

Nairobi, plus de 60 pour cent de la population vit dans des bidonvilles, dont certains se trouvent à deux pas des résidences les plus luxueuses de la ville. Selon un rapport intitulé Pulling Apart : Facts and Figures on Inequality in Kenya [Un écart qui se creuse : Faits et chiffres sur les inégalités au Kenya] et publié par la Society for International Development (SID) de Nairobi, le Kenya est dixième sur la liste mondiale des pays qui présentent les écarts les plus importants en termes de richesses. Des 54 pays d'Afrique, il est le cinquième. Au Kenya, selon ce rapport, paru en 2004 et qui se fonde sur les statistiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les classes les plus riches gagnent 56 fois plus que les populations les plus pauvres : les 10 pour cent les mieux nantis de la population contrôlent 42 pour cent des richesses du pays, tandis que les 10 pour cent les plus mal lotis en possèdent 0,76 pour cent. L'inégalité est présente dans tous les aspects de la vie des Kényans, selon le rapport, qui fait état d'énormes disparités – à la fois dans la capitale et à l'échelle nationale – dans presque tous les domaines de la vie : les revenus ; l'accès à l'éducation, l'eau et la santé ; l'espérance de vie ; et la prévalence du VIH/SIDA. Une personne née dans la province de Nyanza (ouest), base de soutien de l'ODM, peut attendre à mourir 16 ans plus tôt qu'un de ses compatriotes de la Province centrale, patrie de M. Kibaki. A Nyanza, le taux de vaccination des enfants est inférieur de plus de 50 pour cent à celui de la Province centrale. Improvisation d'une barricade à Kusumu face aux forces de l'ordre Autre région pauvre : la province du Nord-Est. Si presque tous les enfants de la Province centrale fréquentent l'école primaire, dans la province du Nord-Est, seul un sur trois y est inscrit. Toujours dans la province du Nord-Est, plus de neuf femmes sur 10 n'ont reçu aucune éducation. Dans la Province centrale, en revanche, elles sont moins de trois pour cent. Enfin, dans ces deux provinces, il y a respectivement un médecin pour 120 000 et 20 000 habitants. LE RÔLE DE MWAI KIBAKI Les détracteurs de M. Kibaki, arrivé au pouvoir en 2002, accusent son gouvernement de ne pas avoir traité ces inégalités et de s'être au contraire concentré sur la croissance économique observée au cours des cinq dernières années. Avant la prise de pouvoir du président Kibaki, porté par une vague d'euphorie et d'espoir après les 24 années d'autocratie de Daniel arap Moi, la croissance kényane était de moins 1,6 pour cent. En 2007, elle atteignait 5,5 pour cent et, avant les élections, il était prévu qu'elle atteigne sept pour cent en 2008. Cette croissance, concentrée dans le secteur des services, a largement profité aux banques, aux entreprises de tourisme et aux agences de communication. Le prix des actions et de l'immobilier s'est envolé, lui aussi. Mais plutôt que de se diffuser, pour profiter aux plus pauvres, cet essor semble avoir été très sélectif, bénéficiant uniquement à une partie de la population, tandis que les classes pauvres voyaient diminuer le pouvoir d'achat de leur shilling. Avant l'entrée en fonction de M. Kibaki, « nous achetions du sucre pour 45 shillings », est souvenu Agnès Naliaka, habitante de longue date du bidonville de Kawangware, à Nairobi. « Maintenant, c'est 65 shillings. Un kilo

de graisse de cuisson valait 50 shillings. Maintenant, il se vend à plus de 100 shillings », a-t-elle expliqué, ajoutant que les loyers avaient doublé dans le bidonville, au cours des cinq dernières années. Pour David Ndii, directeur exécutif du Kenya Leadership Institute, « le gouvernement Kibaki a traité les populations pauvres de manière particulièrement cavalière. Les vendeurs ambulants se sont fait démolir leurs étals sans se voir offrir d'alternative. Les politiques économiques n'ont pas favorisé les populations pauvres. Cette croissance a privilégié le profit, au lieu de créer des emplois ». UNE CROISSANCE RAPIDE « Lorsqu'une économie peu performante se met à croître très rapidement comme ce fut le cas au Kenya, les inégalités se creusent », a indiqué à IRIN MJ Gitau, responsable de programme à la SID, qui a participé à la rédaction du rapport sur les inégalités. « Il faut des biens et des droits de propriété pour participer à la production et aux échanges économiques. Seule une petite portion de la population a des biens, est éduquée, est en mesure d'économiser et d'investir pour profiter du taux de croissance élevé de ces dernières années. Ceux qui en ont en remportent davantage. Ceux qui n'en ont pas perdent le peu qu'ils possèdent », a expliqué MJ Gitau. L'ethnicité est entrée en jeu dans les violences électorales parce qu'une bonne partie de la population avait en effet l'impression que les mieux lotis, sous le régime de M. Kibaki, avaient été les Kikuyu, ethnie du président et groupe ethnique le plus important du pays, qui dominait la vie politique et économique du pays à la fois sous son gouvernement et celui de Jomo Kenyatta, premier président du Kenya. Néanmoins, selon le parti de M. Kibaki, le taux de pauvreté a diminué, passant de 56 à 46 pour cent ; et tirant ainsi quelque deux millions de personnes de la pauvreté extrême ; et plus de 1,8 million d'emplois ont été créés pendant son premier quinquennat. « Notre pays brille à nouveau et pour mon deuxième mandat, j'ai des projets de développement [...] encore plus grands. Nous sommes en train d'améliorer la vie des populations », a déclaré M. Kibaki deux semaines avant le jour du scrutin. Le monde politique mis à mal par les partisans des deux clans. Pourtant, ce n'est pas ce que pensent bon nombre de Kényans. « Si les gens ont réagi comme ils l'ont fait, c'est parce qu'ils espéraient un changement (après les élections de 2002). Kibaki est arrivé et a fait beaucoup de promesses qu'ils n'ont pas tenues », a noté Agnès, du bidonville de Kawangware. LAISSES POUR COMPTE Les jeunes kényans, qui représentent la majorité de la population ; se sentent tout particulièrement laissés pour compte. L'amélioration de l'éducation leur avait donné l'espoir d'avoir une vie meilleure que celle de leurs parents, un espoir brisé, selon Kwamchetsi Makokha, de Form and Content, une agence de communication de Nairobi. Les jeunes kényans se sentent laissés pour compte. « À l'époque des colons, on était presque dans un système d'esclavage, développé aux premières heures des plantations de café. Après l'indépendance [en 1963], le maître blanc a simplement été remplacé par le maître noir. Beaucoup de jeunes qui avaient reçu un minimum d'éducation ne se voyaient pas travailler comme ouvriers agricoles pour gagner une bouchée de pain. Ils ont commencé à converger vers les villes, où il n'y a pas assez d'offres [d'emploi] pour eux tous. Il y a un afflux massif de gens qui n'arrivent pas à trouver de travail », a-t-il dit à IRIN. Et qui n'ont pas voix au chapitre en matière de politique, a-t-il ajouté. « Le citoyen kényan moyen, qui n'a ni argent ni biens, n'a pas son mot à dire dans la façon dont le Kenya est organisé. On ne lui donne jamais la parole. Depuis toujours, suivant la voiture que vous avez et l'endroit où vous vivez, vous avez plus [ou moins] de droits que d'autres ». Autre ingrédient de ce cocktail explosif : la corruption, que M. Kibaki s'était engagé à éradiquer, mais qui, sous son régime, « a battu des records, égalant certains excès observés pendant les années Moi », selon Gérard Prunier, analyste et auteur. Les observateurs espèrent que l'explosion de colère et de violence dont le Kenya a été le théâtre cette dernière semaine poussera les dirigeants politiques du pays à résoudre non seulement la querelle au sujet de la victoire électorale et du partage des pouvoirs, mais également les profondes inégalités qui existent dans le pays. « Si cette impasse électorale et la destruction criminelle à laquelle elle a donné lieu doivent aboutir à quelque chose de positif, on espère qu'elles serviront de piqûre de rappel à tous les Kényans, désormais conscients que le fossé béant entre la classe moyenne et les populations pauvres est une poudrière prête à exploser, et dont l'explosion a les conséquences les plus graves », a prévenu l'éditorialiste Washington Akumu, dans le Nation.

15 janvier 2008

La section parlementaire s'ouvre sous haute tension Kofi Annan est attendu mardi ou mercredi

La première session parlementaire de l'année 2008 s'est ouverte ce mardi matin à Nairobi dans un climat houleux. La police a été fortement déployée dans la capitale et ses alentours pour éviter d'éventuels heurts entre les partisans de l'opposition et ceux du président, dont la réélection est controversée. C'est dans ce climat tendu que l'ancien secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan doit arriver dans le pays pour tenter une médiation.

La tâche de Kofi Annan ne sera pas facile

Les parlementaires kényans se sont réunis mardi pour la première fois depuis les élections générales contestées du 27 décembre. L'ambiance était houleuse entre le Mouvement démocratique Orange (ODM) de Raila Odinga, candidat malheureux à la présidentielle, et le Parti de l'unité nationale (PNU, au pouvoir) du président Mwai Kibaki. L'ODM est majoritaire à l'assemblée, avec 99 députés sur 222, contre 43 pour la formation

politique au pouvoir. **CRAINTES DE FRICTIONS** Un important dispositif sécuritaire a été mis en place dans le centre de Nairobi, près du parlement et dans le bidonville de Kibera, fief de Raila Odinga. Par craintes de frictions entre les militants de l'ODM et du PNU, des Kenyans se sont massés dans les gares routières, prêts à quitter la ville en cas de troubles. Des troubles qui pourraient bien éclater mercredi, premier jour d'une série de manifestations organisées par l'ODM et interdites par le pouvoir. « Quelle loi, a interrogé Raila Odinga, le chef de la police applique-t-il lorsqu'il dit qu'il a interdit les rassemblements ? Quel texte parlementaire, quelle partie de la Constitution cite-t-il comme lui donnant le droit d'interdire à la population de se réunir ou de participer à des manifestations publiques puisqu'il n'y a pas d'état d'urgence ? »

LE GOUVERNEMENT DIVISE est dans ce climat délétère que Kofi Annan est attendu, mardi ou mercredi, au Kenya. Après l'échec du président de l'Union Africaine - le chef de l'Etat ghanéen John Kufuor - l'ancien secrétaire général des Nations Unies va tenter une médiation entre Raila Odinga et Mwai Kibaki. La présence de Kofi Annan, qui a appelé les acteurs de la crise au calme lundi, semble diversement appréciée dans les rangs du pouvoir. « Nous n'avons pas invité Kofi Annan ou une toute autre personnalité éminente à venir pour négocier la paix entre les deux groupes. (ellipsis) Nous avons gagné les élections, donc nous ne voyons pas l'objet de la venue de quiconque pour une médiation sur un partage du pouvoir », a déclaré lundi le ministre kenyan des Routes et des Travaux publics, John Michuki. A l'inverse, une déclaration du gouvernement indiquait jeudi que le pouvoir était toujours enclin au dialogue... La communauté internationale fait toujours pression pour une normalisation de la situation au Kenya. L'ancien archevêque du Cap et prix Nobel de la Paix Desmond Tutu et les anciens présidents tanzanien Benjamin Mkapa, botswanais Ketumile Masire, zambien Kenneth Kaunda et mozambicain Joaquim Chissano & urent pour pacifier le pays. Quant à l'Union Européenne, elle envisageait lundi des sanctions, entre autres financières, si les blocages persistent.

14 janvier 2008

Le gouvernement de M Kibaki dément la présence de soldats ougandais sur son sol

Le ministre kenyan de la Sécurité intérieure et de l'Administration provinciale, le PR George Saitoti, a réfuté lundi, l'allégation selon laquelle Nairobi a demandé 3.000 soldats à l'Ouganda pour soutenir le président Mwai Kibaki.

Le PR Saitoti a qualifié de "rumeurs scandaleuses et sans fondement", les affirmations de l'opposition selon lesquelles l'Armée de résistance nationale de l'Ouganda (NRA) se trouvait dans le pays pour semer le chaos dans les fiefs de l'opposition. Des membres du Parlement représentant les provinces Occidentale et de Nyanza, frontalières avec l'Ouganda, ont indiqué dimanche dans un communiqué conjoint, que des troupes ougandaises arrivaient au Kenya par bateau (par le Lac Victoria), et par la route depuis que le président Kibaki a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle. "Au cours de la semaine écoulée, il y a eu un renfort de troupes le long de la frontière et en absence d'un renfort similaire des troupes kényanes, nos populations ont raison de s'inquiéter", ont déclaré des députés, dont Oburu Odinga, Chris Okemo et Ababu Namwamba. Ils ont affirmé que les soldats de la NRA étaient détachés pour semer le désordre en cas de manifestations de l'opposition. Les législateurs ont allégué que des troupes étrangères étaient impliquées dans les massacres à Kisumu, Bondo, Siaya, Rangwe, Mbita, Nyatiike, Gem et Ugenya dans la Province de Nyanza et dans les exactions commises contre les villageois à Busia, Bungoma et Kakamega dans la Province Occidentale, considérés comme des fiefs de l'opposition. Les évacuations des blessés se font le plus rapidement possible. Cependant, le porte-parole de la police Eric Kiraithe a réfuté ces accusations. "Nos agents à la frontière ont enquêté sur ces affirmations, mais ils n'ont rien trouvé pour les étayer. Ce sont des rumeurs et les résidents de ces zones sont en sécurité" a déclaré M. Kiraithe cité dans The Standard. L'Ouganda a réfuté avoir envoyé des troupes au Kenya, en affirmant n'avoir déployé que des membres de sa police le long de la frontière commune pour faire respecter la loi et l'ordre face à l'afflux croissant de déplacés kényans.

13 janvier 2008

Les troubles du Kenya affectent le tourisme en Tanzanie

DAR ES SALAAM, 14 janvier (Xinhua) -- La Tanzanie perdrait des dizaines de milliers de dollars issus du tourisme chaque jour à cause des violences post-électorales au Kenya, pays voisin de la Tanzanie, a rapporté lundi le quotidien Daily News.

Selon le journal, les opérateurs touristiques dans le nord de la Tanzanie ont révélé qu'au moins 170 visites touristiques avaient été annulées chaque jour, soit une perte d'un montant de 42.000 dollars américains pour des frais de parking, de transports et d'hébergement.

Environ 40% sur les quelque 700.000 touristes arrivés en Tanzanie viennent du Kenya. Ils traversent les frontières pour

visiter des sites tels que le cratère de Ngorongoro, le Kilimanjaro et le Parc national de Serengeti.

Mustafa Panju, directeur général de la société Bushbuck Safaris Ltd, a déclaré au journal que les voyages des vacanciers avaient baissé de manière dramatique passant d'entre 30 et 40 par jour à entre 4 et 5 au quotidien.

Les opérateurs de l'hôtel des chaînes Serena et Sopa qui accueillent 1.120 touristes par nuit, se sont également plaints du déclin de visites des touristes.

Le directeur chargé des réservations du groupe Sopa, Louis Okech, a déclaré que le groupe subissait 10% à 15% des annulations de la capacité d'hébergement totale du groupe forte de 620 touristes par jour.

Selon le journal The Guardian, le président de l'Association tanzanienne des opérateurs touristiques Mustafa Akuunay a fait savoir que le taux d'annulation des voyages à cause des troubles au Kenya se situait entre 25% et 30%.

12 janvier 2008

Appel de la communauté internationale face à la crise au Kenya

L'Union européenne, les Etats-Unis et les Nations unies ont lancé samedi des appels séparés aux responsables politiques pour qu'ils s'entendent sur une sortie de crise au Kenya, où l'opposition a prévu de manifester dans la rue la semaine prochaine pour protester contre la réélection contestée du président Mwai Kibaki.

Dernier médiateur en date, le Ghanéen Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'Onu est attendu dans les jours qui viennent à Nairobi pour tenter de sortir de l'impasse ce pays longtemps considéré en Afrique de l'Est comme un pôle de stabilité et de prospérité."L'ensemble des partis politiques devraient reconnaître qu'un retour à la normalité sera impossible tant qu'un compromis politique débouchant sur une solution durable reflétant la volonté du peuple kényan n'aura pas obtenu la confiance de tous et contribuera à un retour à la stabilité", ont estimé les Vingt-Sept dans une déclaration publiée par la présidence slovène de l'UE. L'impasse politique ne présage rien de bon pour les plus démunis, le pire reste à craindre.Une source européenne a fait savoir qu'il était prématuré d'évoquer des sanctions au stade actuel. "En cas d'échec de l'intervention de Kofi Annan, l'UE a convenu que les Vingt-Sept réexamineront leurs relations avec le Kenya. Cela passerait alors par la question des sanctions", a expliqué cette source. De son côté, le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a estimé que "la possibilité d'un nouveau bain de sang demeure élevée si la crise politique n'est pas rapidement réglée". Dans un communiqué publié par le biais du bureau de l'Onu à Nairobi, Ban a exhorté le Kenya à reprendre "le chemin de la paix et de la démocratie". Quant à Jendayi Frazer, chargée de l'Afrique au département d'Etat, elle a fait part de la "déception profonde" de Washington face à l'incapacité du président réélu et de son rival malheureux, l'opposant Raila Odinga, à se parler sans intermédiaire. RASSEMBLEMENTS INTERDITS "Tous devraient reconnaître que de graves irrégularités constatées lors des opérations de dépouillement ont rendu impossible d'établir avec certitude le résultat final (du scrutin du 27 décembre)", a-t-elle dit dans un communiqué. "Dans le même temps, les Etats-Unis sont dans l'impossibilité de se conduire comme si de rien n'était au Kenya", a prévenu Frazer. Les médias kényans appellent samedi les deux camps politiques rivaux à mettre fin à la crise qui a fait un demi-millier de morts et mis à mal l'image du pays sur la scène internationale. Kofi Annan doit mener une mission de conciliation au Kenya avec d'autres personnalités africaines mais l'opposition, qui conteste les résultats du scrutin du 27 décembre, a appelé à trois journées de manifestations après l'échec d'une médiation de l'Union africaine. "En ayant à l'esprit les vies perdues et les dégâts constatés dans le pays, les deux parties devraient marquer une pause et se demander si elles veulent être responsables d'une chaîne d'événements qui pourrait anéantir le pays", souligne le Daily Nation dans un éditorial. "Celui qui s'imagine que le gouvernement peut attendre les bras croisés que la situation se calme se fait des illusions", ajoute le quotidien. Raila Odinga campe sur ses positions et relance les manifestations pour le mercredi 16. Beaucoup craignent de nouvelles violences après l'appel lancé par le Mouvement démocratique orange (ODM) de Raila Odinga à de nouvelles manifestations à partir de mercredi. La police a interdit tous les rassemblements politiques. "Compte-tenu de l'intransigeance du gouvernement et de l'exigence tenace de justice de l'ODM, les jours à venir devraient être les plus difficiles (...) Il y a un nuage noir, menaçant, qui plane au-dessus de nos têtes", estime le quotidien Standard. "ANARCHIE TOTALE" Le Parlement, où le parti d'Odinga a obtenu 99 sièges contre 43 pour la formation de Kibaki, doit se réunir mardi ce qui pourrait également être source de tensions. Depuis qu'il a prêté serment, Kibaki a entrepris de renforcer sa position en nommant la moitié d'un gouvernement, en veillant au fonctionnement de l'Etat et en rappelant le Parlement. Vendredi, l'ODM a appelé à des sanctions internationales contre Kibaki, mais de l'avis d'analystes, organiser des manifestations est le seul moyen pour Odinga de maintenir la pression. La perspective de nouvelles violences désespère de nombreux Kényans qui ont déjà traversé l'un des moments les plus difficiles de l'histoire de leur pays depuis son accession à l'indépendance. La semaine prochaine sera décisive pour l'avenir fragile du Kenya. Kofi Annan est attendu la semaine prochaine mais le quotidien Nation souligne que ses moyens d'action seront limités si de nouvelles violences éclatent. "Un cycle d'attaques et de ripostes risque de conduire à l'anarchie totale", prévient le journal, qui demande à Kibaki et Odinga de prendre conscience que des millions de Kényans ont les yeux tournés vers eux. "Si le pays va à la ruine, l'Histoire ne se souviendra pas des extrémistes dans chaque camp, mais des acteurs principaux qui porteront une responsabilité personnelle", souligne le quotidien.

11 janvier 2008

La police kényane interdit les manifestations annoncées par l'opposition

La police kényane a interdit les manifestations nationales annoncées, vendredi 11 janvier, par le parti de l'opposant Raila Odinga pour les 16, 17 et 18 janvier. "Les restrictions [interdiction des rassemblements] que nous avions mises en place concernant les manifestations post-électorales restent en place", a déclaré le chef de la police nationale, Mohamed Hussein Ali, lors d'un point presse.

Les forces de l'ordre toujours mobilisées au maintien de l'ordre

Le parti de l'opposition avait auparavant appelé à la reprise des manifestations, au lendemain de l'échec de la médiation de l'Union africaine (UA) pour résoudre la crise avec le président Mwai Kibaki, dont la réélection est contestée. "Nous avons pris acte du fait que le gouvernement n'était intéressé par aucune résolution négociée de la crise dans notre pays", avait expliqué le porte-parole du Mouvement démocratique orange (ODM), Salim Lone.

Après une mission de deux jours, le président de l'UA et chef de l'Etat ghanéen, John Kufuor, a obtenu de MM. Kibaki et Odinga une "cessation de la violence". Il n'est pas parvenu à les faire se rencontrer : M. Odinga, qui accuse M. Kibaki d'avoir volé l'élection, a fait savoir qu'il ne renconterait ce dernier qu'en présence d'un médiateur international, alors que son rival veut des discussions directes.

MAISONS INCENDIÉES DANS L'OUEST

Avant de quitter le pays, M. Kufuor a obtenu l'engagement des deux parties à travailler avec un groupe de personnalités africaines conduit par l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. "Nous attendons cette nouvelle médiation avec l'espoir qu'un accord de partage du pouvoir sera trouvé", a indiqué le porte-parole de l'ODM. Kofi Annan n'arrivera pas à Nairobi avant mardi, a indiqué son bureau à Genève. La médiatrice envoyée par les Etats-Unis la semaine dernière devait, elle, quitter Nairobi vendredi soir et tentait d'organiser auparavant une réunion avec le président Kibaki, selon une source diplomatique.

Les violences, qui ont suivi l'annonce de la victoire de M. Kibaki et qui ont fait au moins 600 morts et 255 000 déplacés, ont diminué d'intensité ces derniers jours. Mais vendredi, six maisons ont été incendiées et une personne a été blessée lors de violences près de Kisii, dans l'ouest du Kenya, ont indiqué vendredi des sources policières. "La tension est très élevée, les gens fuient, mais nous avons déployé assez de policiers dans la zone pour faire redescendre cette tension", a déclaré un chef de la police provinciale, ajoutant que des suspects avaient été arrêtés.

11 janvier 2008

L'Opposition appelle à manifester de nouveau

Le parti de Raila Odinga affirme qu'il prend acte de l'échec de la médiation de l'Union africaine pour résoudre la crise provoquée par les résultats contestés de la présidentielle.

Raila Odinga prend acte de l'échec de la médiation de l'Union africaine

Le parti du chef de l'opposition kényane, Raila Odinga, a appelé à la reprise des manifestations dans le pays au lendemain de l'échec de la médiation dirigée par l'Union africaine (UA), a annoncé vendredi 11 janvier un de ses porte-parole Tony Gachoka. Le pays est en crise depuis l'annonce des résultats contestés de la présidentielle.

Des précédentes tentatives de manifestations avaient été stoppées par la police à coups de gaz lacrymogènes et des tirs contre la foule. Près de 500 personnes ont été tuées dans les violences ayant suivi la proclamation des résultats de la présidentielle donnant le président sortant Kibaki gagnant.

NOUS NE BATTRONS PAS EN RETRAITE

Tony Gachoka a prévenu que son parti allait "déclarer la reprise des manifestations de masse contre les résultats irréguliers de la présidentielle". "Nous ne battrons pas en retraite". Le président de l'UA John Kufuor a quitté le Ghana vendredi après deux jours de médiation, qui n'ont pas permis de convaincre le président Mwai Kibaki et son principal

opposant Raila Odinga de se rencontrer. L'ancien secrétaire-général de l'ONU Kofi Annan a accepté de prendre le relais, mais il ne devrait pas arriver à Nairobi avant mardi, a indiqué son bureau à Genève. (Avec AP)

10 janvier 2008

Kofi Annan chargé d'une médiation

L'ancien secrétaire général des Nations unies est missionné pour résoudre la crise violente née de la contestation de la réélection du président Mwai Kibaki le 27 décembre

L'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a été chargé d'une médiation dans la crise kényane, a annoncé jeudi 10 janvier à Nairobi la présidence ghanéenne, qui assure la présidence en exercice de l'Union africaine (UA).

Kofi Annan l'ancien secrétaire général des Nations unies est missionné pour résoudre la crise

"Les parties sont convenues de travailler ensemble avec un groupe de personnalités africaines éminentes dirigé par M. Kofi Annan", selon un communiqué de la présidence ghanéenne distribué à la presse dans la capitale kényane.

Pour résoudre la crise violente née de la contestation de la réélection du président Mwai Kibaki le 27 décembre, les parties kényanes se sont engagées à poursuivre "le dialogue, sous les auspices de l'Union africaine", ajoute le texte.

09 janvier 2008

Le recul des violences n'apaise pas la crise humanitaire

NAIROBI - Pendant des heures, Mary Wanjiru n'a rien pu faire d'autre que de rester assise près du corps de son fils. Dans le camp provisoire où elle a trouvé refuge après les violences de la semaine dernière au Kenya, personne n'avait de voiture pour la conduire à la morgue, ni d'argent pour payer un taxi.

La police, appelée, n'est jamais venue et il a fallu que des voisins arrêtent un véhicule de la Croix-Rouge pour que la mère et son enfant mort soient emmenés.

Brian, 13 mois, venait de sortir de l'hôpital après une pneumonie quand les violences ont éclaté et qu'il a fallu fuir vers ce camp, installé à proximité d'une base militaire, dans la banlieue de Nairobi. "Il allait mieux, mais comme nous dormons dehors, la maladie a persisté", raconte-t-elle, "à cause du froid et tout". "Quand je me suis réveillée, il était mort."

Les violences politiques et ethniques, qui ont fait plus de 500 morts dans le pays et déplacé 255.000 personnes depuis les élections présidentielles contestées du 27 décembre, ont baissé d'intensité, sans disparaître. Et la situation des plus pauvres des habitants de Nairobi continue de se dégrader. "Cette crise n'est pas terminée, elle n'est absolument pas terminée", insiste Anthony Mwangi, porte-parole de la Croix-Rouge kényane. "Nous avons un long chemin à parcourir."

Les besoins sont considérables, combien de temps la Croix Rouge pourra subvenir à la demande ?

Dans le grand bidonville de Kibera à Nairobi -situé dans la capitale à l'opposé du camp abritant Mary Wanjiru- des centaines de personnes viennent à la rencontre des distributions alimentaires des agences humanitaires. Mercredi, les employés de l'Agence adventiste de développement et de secours ont été débordés par la foule et plusieurs hommes ont réussi à dérober des sacs de farine.

Dans l'ouest du Kenya, la situation menace de se dégrader encore. Mardi, le président contesté Mwai Kibaki a présenté une première liste de ministres dans laquelle Kalonzo Musyoka, représentant de l'éthnie Kamba, figure comme vice-président, jetant le soupçon sur tous les membres de cette ethnie. Le soir même, la situation s'est dégradée et à Kisumu, la police a tiré sur des jeunes manifestants, dont l'un a été atteint à l'estomac, selon des témoins.

Les partisans d'Odinga toujours mobilisés malgré le calme fragile

Mercredi, des centaines de Kamba ont commencé à fuir dans l'Ouest. Leur valise sur la tête et des enfants effrayés accrochés aux jupes des mères, les habitants inquiets cherchaient un moyen de locomotion pour quitter Kisumu. Sept bus et une vingtaine de voitures surchargées attendaient une escorte de police pour prendre la route de Nairobi. Des dizaines de jeunes armés de bâtons les attendaient sur la route, en brûlant des pneus. "Si les élections échouent, la violence est la solution", criaient-ils.

Les humanitaires peinaient également à atteindre Eldoret, une autre ville de l'Ouest touchée par les pires des violences, notamment l'incendie d'une église qui abritait des centaines de réfugiés. Les camions d'aide venus de Nairobi ont atteint Nakuru, à mi-chemin, mais se sont arrêtés pour attendre une escorte, les conducteurs ayant peur de poursuivre sans protection. Dans les campagnes, des habitants armés ont en effet installé des barrages sur les routes. Les forces de l'ordre les démantelaient, mais lentement.

Le contrôle des routes freine l'aide humanitaire

Le président Kibaki a pris l'avion mercredi pour se rendre à Eldoret pour la première fois depuis les violences.

09 janvier 2008

Mission de bons offices de l'Union africaine au Kenya

NAIROBI (Reuters) - Le président de l'Union africaine, le Ghanéen John Kufuor, a rencontré le chef de l'Etat Mwai Kibaki et son grand rival Raila Odinga, pour tenter de sortir le Kenya de l'impasse politique après l'élection présidentielle contestée du 27 décembre.

Les affrontements qui ont suivi la proclamation de la réélection de Kibaki ont fait un demi-millier de morts et déraciné 255.000 personnes dans tout le pays.

Les affrontements ont fait officiellement un demi-millier de morts et plus de 255.000 réfugiés dans le pays

Kufuor, en visite pour vingt-quatre heures à Nairobi, a d'abord vu Kibaki dans sa résidence officielle de State House, puis s'est rendu dans un hôtel pour des discussions avec Odinga.

Il n'a fait aucune déclaration à l'issue de ces rencontres.

Dans un communiqué, les services de la présidence kényane ont précisé que Kibaki avait redit au président de l'UA sa volonté de dialoguer avec l'opposition et de "tendre la main" à tous les dirigeants du pays.

"A présent que la paix revient, son gouvernement partiellement constitué continuera de tendre la main aux dirigeants kényans", précise le communiqué.

"Il ne peut y avoir de solution durable sans la justice", a déclaré pour sa part Odinga.

Kibaki a nommé mardi 17 ministres de son futur gouvernement.

Cette annonce a provoqué des émeutes dans les rues de Kisumu, fief politico-ethnique d'Odinga dans l'ouest du Kenya limitrophe de l'Ouganda. Selon un journaliste local, un manifestant a été abattu par la police. A Nairobi, des partisans de l'opposition sont également redescendus dans les rues, certains armés de "pangas" (machettes).

Dans un communiqué diffusé tard mardi soir, Kibaki a précisé que la composition finale de son gouvernement serait "élargie et représentera la volonté du peuple".

Pour le Daily Nation, principal quotidien du pays, ces nominations, parmi lesquelles on retrouve plusieurs figures haïes par l'opposition, pourraient au contraire "empoisonner l'atmosphère".

VISITE DE KIBAKI PRES D'ELDORET

"Pour les partisans du président Kibaki, ce sera une affirmation de ses positions. Pour tous les autres qui s'interrogent

sur la légitimité de sa présidence, cela va être interprété comme un signe de mauvaise volonté avant des discussions sur le point de commencer", écrit le journal.

Le président réélu a parallèlement invité Odinga à le rencontrer vendredi mais le chef de file du Mouvement démocrate orange (ODM) a indiqué qu'il ne le verrait que dans le cadre de pourparlers menés sous l'égide de John Kufuor.

Kibaki a fait mercredi sa première apparition publique depuis sa réélection en rendant visite à des milliers de réfugiés près d'Eldoret, dans l'ouest du pays, où se sont produites les pires violences.

Il a promis à la foule de punir les responsables des massacres.

Le gouvernement promet de retrouver les responsables des violences et de les punir

"Le gouvernement les arrêtera et les traînera devant la justice", a-t-il lancé sous les acclamations, promettant des aides pour reconstruire les maisons détruites et relancer les cultures.

Officiellement, les violences politico-ethniques qui ont suivi l'annonce de la victoire de Kibaki à l'élection du 27 décembre ont fait 486 morts. Des ONG évoquent un nombre supérieur à 500 morts tandis que l'opposition estime que le bilan pourrait être proche du millier de morts.

Les Nations unies ont annoncé mercredi qu'elles avaient détourné de l'aide destinée aux réfugiés de Somalie vers le Kenya à la suite des violences.

Emmanuel Nyabera, porte-parole du Haut Commissariat de l'Onu pour les Réfugiés (HCR), a déclaré que 24 tonnes de couvertures et de savon entreposées dans le nord-est du Kenya à l'intention des réfugiés somaliens allaient être distribuées aux familles nécessiteuses de Nairobi.

Des milliers de femmes et enfants vivent à ciel ouvert dans la capitale à la suite des émeutes à connotations ethniques qui y ont éclaté, principalement dans les bidonvilles. De l'aide entreposée en Tanzanie et à Doubaï sera également distribuée dans le reste du pays, a-t-il dit.

avec Duncan Miriri, version française Henri-Pierre André, Jean-Loup Fiévet, Marc Delteil et Guy Kerivel

08 janvier 2008

Les violences ont fait plus de 600 morts depuis le 27 décembre 2008. La Conférence internationale pour la région des Grands lacs africains parle d'actes "de nettoyage ethnique et de génocide". L'opposition annule des manifestations interdites par le gouvernement.

Au moins 600 personnes ont été tuées au Kenya dans les violences qui ont suivi les élections du 27 décembre, a-t-on appris lundi 7 janvier auprès de hauts responsables de la police nationale kényane.

Par ailleurs, la Conférence internationale pour la région des Grands lacs africains (CIRGL) a estimé lundi que certaines des violences perpétrées au Kenya s'apparentaient à des actes "de nettoyage ethnique et de génocide".

Une semaine après l'élection des exactions continuent sporadiquement dans les bidonvilles

"Certaines des tueries ont été perpétrées (...) de sang-froid, s'apparentant à des actes de nettoyage ethnique et de génocide, car elles ciblaient les plus vulnérables, y compris les femmes et les enfants", indique un communiqué de la CIRGL rendu public à Nairobi.

REFUGIE ET CAMPAGNE DE HAINE

"Les réfugiés, les déplacés internes, les campagnes de haine et les menaces de génocide font leur retour dans la région", s'alarme le communiqué.

Onze Etats sont membres de la CIRGL, créée sous l'égide de l'ONU: l'Angola, le Burundi, la Centrafrique, le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo (RDC), le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

Le Kenya est en proie, depuis les élections générales du 27 décembre à l'issue desquelles Mwai Kibaki a été réélu président, à des violences politico-ethniques.

L'OPPOSITION ANNULE DES MANIFESTATIONS

Le Mouvement démocratique orange (ODM) du chef de l'opposition kényane Raila Odinga a décidé lundi d'annuler des manifestations prévues mardi dans le pays et qui avaient été interdites par le gouvernement.

"M. Odinga a annulé la manifestation car nous attendons demain (mardi) le président" ghanéen John Kufuor, président en exercice de l'Union africaine (UA), a déclaré le porte-parole de l'ODM, Ahmed Hashi. Le gouvernement kényan a salué dans l'initiative de l'opposition. La venue prochaine au Kenya du président du Ghana, "pour servir de médiateur", a été annoncée dimanche par le Premier ministre britannique Gordon Brown.

Le gouvernement kényan avait rappelé lundi matin que l'interdiction de tout rassemblement public, décidée avant les élections du 27 décembre, était toujours en vigueur. Jeudi et vendredi, la police a fait usage de canons à eaux et de gaz lacrymogènes pour empêcher les partisans de Raila Odinga de rallier de centre-ville de Nairobi où Raila Odinga avait appelé à une "marche pacifique" pour dénoncer la réélection du président Mwai Kibaki qui, selon l'ODM, a fraudé pour lui voler la victoire..

08 janvier 2008

Le président kényan annonce la création partielle d'un gouvernement de large ouverture "J'ai le plaisir d'annoncer une partie de mon gouvernement. En nommant le gouvernement, j'ai tenu compte de l'importance de maintenir le pays uni, pacifique et prospère ainsi qu'une direction forte de large ouverture", a déclaré, mardi 8 janvier, le président kényan Mwai Kibaki dans une allocution télévisée. "En conséquence, je nomme la première moitié de mon gouvernement", a-t-il ajouté. Deux membres d'un petit parti d'opposition figurent dans ce gouvernement partiel, dont Kalonzo Musyoka, arrivé troisième de l'élection présidentielle contestée du 27 décembre, qui a été nommé vice-président.

Le cabinet annoncé par M. Kibaki est incomplet, laissant possible l'arrivée de membres du Mouvement démocratique orange (ODM) dirigé par Raila Odinga, candidat malheureux à la présidentielle. Mais l'ODM a d'ores et déjà rejeté ce nouveau gouvernement. "Tout cela est une man&oeuvre, le gouvernement est une plaisanterie. Nous ne reconnaissions pas le président et, par conséquent, nous ne reconnaissions pas son gouvernement", a expliqué le secrétaire général de l'ODM, Anyang Nyongo.

A la place d'un second scrutin le président propose un gouvernement de large ouverture

BESOIN D'IMPORTANTES RÉFORMES POLITIQUES

Un peu plus tôt dans la journée, M. Odinga, qui accuse son rival de lui avoir "volé" la victoire et exige la tenue d'un nouveau scrutin, a catégoriquement exclu de rencontrer vendredi en tête à tête le chef de l'Etat kényan, comme ce dernier le lui avait proposé lundi. "Nous n'assisterons pas à la rencontre de vendredi. Ce serait un théâtre d'ombres. Ce que nous voulons, c'est ouvrir des négociations sous l'égide de M. Kufuor [président en exercice de l'Union africaine, qui doit jouer les négociateurs] dans le plus grand sérieux, de manière à ce que rien ne soit occulté pour rétablir la justice électorale", a-t-il affirmé. John Kufuor, président du Ghana, est en effet arrivé mardi en fin d'après-midi à Nairobi, où il doit s'entretenir avec les différentes parties. Sa médiation, limitée à vingt-quatre heures selon le gouvernement kényan, est très attendue par M. Odinga.

Autre personnalité extérieure à tenter de rétablir le dialogue, l'Américaine Jendayi Frazer, secrétaire d'Etat adjointe chargée des affaires africaines, a estimé mardi que d'importantes réformes politiques seront nécessaires avant d'envisager l'organisation d'un nouveau scrutin présidentiel. "Nous appuierons toute solution trouvée par le pays à condition qu'elle émerge de façon unifiée", a-t-elle par ailleurs précisé.

Manifestants couchés au sol pour éviter les tirs de l'armée

Des violences politico-ethniques ont secoué le pays dès l'annonce, le 30 décembre, de la réélection du président Mwai Kibaki et ont fait au moins 600 morts et environ 250 000 déplacés.

07 janvier 2008

Augmentation des cas de viols lors des émeutes post-électorales Alors que des quartiers résidentiels de la capitale kényane sont en proie à la flambée de violence déclenchée par la proclamation des résultats très controversés de l'élection présidentielle, les femmes en particulier sont la cible des émeutiers et au moins un hôpital a signalé une augmentation du nombre de cas de viols. A l'hôpital des femmes - Women's hospital - de Nairobi, 19 cas de viol ont été enregistrés le 31 décembre, près du double de la moyenne quotidienne, selon les autorités hospitalières. Scène de violence à Nairobi suite à l'élection du président Kibaki le 30 décembre 2007 Les émeutes ont éclaté essentiellement dans les bidonvilles de Nairobi et dans d'autres secteurs de la ville après que la Commission électorale du Kenya eut proclamé la victoire du président sortant Mwai Kibaki ; des résultats aussitôt rejetés par Raila Odinga, le rival et candidat de l'opposition qui a dénoncé de présumées manipulations des résultats en faveur de M. Kibaki. « C'est comme si l'on avait essentiellement affaire à des viols collectifs systématiques », a expliqué Sam Thenya, le directeur de l'hôpital. « Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg », a-t-il dit, ajoutant que celles qui ont pu se rendre à l'hôpital ont parlé d'autres victimes de viol qui n'ont pas pu quitter leur domicile pour venir se faire soigner à cause des problèmes d'insécurité ou de l'absence de moyens de transport. Selon M. Thenya, la plupart des victimes de viol à Nairobi venaient des bidonvilles de Kibera, Korogocho, Mathare et Dandora. Les agressions, perpétrées essentiellement par des partisans d'Odinga, visaient les communautés supposées favorables à M. Kibaki, mais certains cas de représailles ont également été signalés. Des cas de violences sexuelles contre des hommes ont également été rapportés. L'hôpital national Kenyatta de Nairobi a indiqué que des hommes agressés pendant les émeutes avaient été admis le 2 janvier. « Plusieurs hommes circoncis de force ont été admis dans des salles de soins », a indiqué une source à l'hôpital. La plupart des partisans d'Odinga sont membres de l'ethnie Luo qui ne pratique pas la circoncision, alors que la majorité des partisans de M. Kibaki appartient au groupe ethnique des Kikuyu, une des nombreuses tribus où la circoncision des hommes est un rite important marquant le passage de l'adolescence à l'âge adulte.

07 janvier 2008

Médiation en cours malgré l'accroissement du nombre des victimes Le leader de l'opposition Odinga a annulé la manifestation prévue mardi. Selon lui, près d'un millier de personnes auraient été tuées depuis l'annonce des résultats de la présidentielle.

Le leader de l'opposition Odinga a annulé la manifestation prévue mardi. Selon lui, près d'un millier de personnes auraient été tuées depuis l'annonce des résultats de la présidentielle. Peu auparavant, une commission officielle citée par des médias kényans avait évoqué un bilan deux fois inférieur, soit 486 morts. Jusqu'à ici, on accordait à dire que les émeutes, qui ont ensanglanté divers points du pays dont des bidonvilles de la capitale Nairobi, avaient fait 350 morts. Odinga a annoncé l'autre part que le chef de l'Etat ghanéen et président en exercice de l'Union africaine, John Kufuor, arriverait mardi soir à Nairobi pour entamer sa mission de bons offices dès le lendemain.

Le Kenya un pays en danger

GESTE D'APAISEMENT

Le chef de l'opposition kényane a annulé lundi jusqu'à nouvel ordre tous les meetings de protestation contre la réélection contestée du président Mwai Kibaki. Le leader du Mouvement démocratique orange a annoncé ce geste d'apaisement au terme d'une entrevue avec Jendayi Frazer, responsable de l'Afrique au département d'Etat, chargée par Condoleezza Rice d'une mission de médiation dans la crise kényane. « Nous avons désormais des garanties que le processus de médiation est sur le point de débuter », a dit aux journalistes le candidat malheureux à la présidence, qui exige que Kibaki renonce à ses fonctions et accepte l'organisation d'un nouveau scrutin.

255.000 PERSONNES DEPLACEES

Ce dernier, qui n'accepte que l'idée de former un gouvernement d'union nationale, a convoqué le nouveau Parlement en session le 15 janvier. « Je continuerai à utiliser tous les moyens légaux et pacifiques pour assurer que soient respectés les véritables résultats de l'élection », a affirmé Odinga, qui a été devancé par Kibaki selon le décompte officiel, mis en doute aussi par les observateurs occidentaux.

Seule solution pour rester en vie: Fuir avec le peu qu'ils possèdent

L'ampleur de l'antagonisme et de la méfiance mutuelle entre Kibaki, un Kikuyu, et Odinga, un Luo, est l'une des principales difficultés qui attendent les médiateurs dans leurs efforts pour mettre un terme à une semaine de violences à fortes connotations ethniques qui a également provoqué le déplacement de 255.000 personnes. Un bilan non seulement plus lourd que celui de ces derniers jours mais qui, en outre, pourrait s'aggraver selon les organisations humanitaires présentes sur le terrain.

UNE DOUZAINES DE CAMIONS DE L'ONU

Même si un calme précaire semblait revenu lundi, la crise, l'une des pires depuis l'indépendance du Kenya en 1963, a ruiné l'image d'oasis de stabilité dont jouissait l'ancienne colonie de la Couronne britannique au sein de l'Afrique de l'Est. Les populations les plus défavorisées des bidonvilles et des zones rurales ont été les plus affectées par les violences, qui ont alarmé mais épargné les nombreux touristes étrangers, à l'abri dans des complexes étroitement protégés.

L'ONU a dépêché lundi une douzaine de camions dans l'ouest du pays, le plus touché par les déplacements de populations, avec suffisamment de vivres pour nourrir 38.000 personnes pendant deux semaines - un comble pour un pays jusque-là plutôt rompu à accueillir les réfugiés des pays voisins comme le Soudan ou la Somalie.

07 janvier 2008

Le bilan officiel des émeutes au Kenya proche des 500 morts

NAIROBI (Reuters) - Au terme d'une semaine de violences qui a fait un demi-millier de morts, Raila Odinga, chef de l'opposition kényane, a annulé jusqu'à nouvel ordre tous les meetings de protestation contre la réélection contestée du président Mwai Kibaki.

Le chef de file du Mouvement démocratique orange, qui conteste la régularité du dépouillement du scrutin du 27 décembre, a annoncé ce geste d'apaisement au terme d'une entrevue avec Jendayi Frazer, responsable de l'Afrique au département d'Etat, chargée par Condoleezza Rice d'une mission de médiation dans la crise kényane.

"Nous avons désormais des garanties que le processus de médiation est sur le point de débuter", a dit aux journalistes le candidat malheureux à la présidence, qui exige que Kibaki renonce à ses fonctions et accepte l'organisation d'un nouveau scrutin. Le chef de l'Etat ghanéen et président en exercice de l'Union africaine, John Kufuor, est attendu à son tour mardi à Nairobi pour tenter une autre médiation entre Odinga et Kibaki. Ce dernier, qui n'accepte que l'idée de former un gouvernement d'union nationale, a convoqué le nouveau Parlement en session le 15 janvier.

"Je continuerai d'utiliser tous les moyens légaux et pacifiques pour m'assurer que soient respectés les véritables résultats de l'élection", a affirmé Odinga, qui n'a été devancé que d'un peu plus de 200.000 voix par Kibaki selon le décompte officiel, mis en doute aussi par les observateurs occidentaux.

PLUS DE 250.000 REFUGIÉS

L'ampleur de l'antagonisme et de la méfiance mutuelle entre Kibaki, un Kikuyu, et Odinga, un Luo, est l'un des principales difficultés qui attendent les médiateurs dans leurs efforts pour mettre un terme à une semaine de violences à fortes connotations ethniques qui ont fait 486 morts.

Ce bilan officiel rendu public lundi, qui fait état en outre de 255.000 personnes déplacées, non seulement est plus lourd que celui qui circulait ces derniers jours mais en outre il pourrait s'aggraver selon les organisations humanitaires présentes sur le terrain.

Même si un calme précaire semblait revenu lundi, la crise, l'une des pires depuis l'indépendance du Kenya en 1963, a ruiné l'image d'oasis de stabilité dont jouissait l'ancienne colonie britannique au sein de l'Afrique de l'Est. Selon des informations non confirmées en provenance de l'Ouganda voisin, 30 Kenyans auraient péri noyés dans une rivière après avoir été poursuivis par des agresseurs. Côté kényan de la frontière, la police n'a pas confirmé cette information.

Une famille victime des émeutes et réfugiée dans son propre pays

Les populations les plus défavorisées des bidonvilles et des zones rurales ont été les plus affectées par les violences, qui ont alarmé mais épargné les nombreux touristes étrangers, à l'abri dans des complexes étroitement protégés.

L'Onu a dépêché lundi une douzaine de camions dans l'ouest du pays, le plus touché par les déplacement de populations, avec suffisamment de vivres pour nourrir 38.000 personnes pendant deux semaines - un comble pour un pays jusque-là plutôt rompu à accueillir les réfugiés des pays voisins comme le Soudan ou la Somalie.

07 janvier 2008

Le Kenya au-delà des ethnies

Les affrontements postélection présidentielle au Kenya sont clairement une lutte pour la conquête du pouvoir avec une instrumentalisation et une utilisation ponctuelles de l'appartenance ethnique, entre un président sortant Mwai Kibaki qui semble bien avoir triché et un opposant, Raila Odinga, qui tente depuis longtemps, comme tenta d'ailleurs son père Oginga Odinga, de devenir président. Il faut rappeler que Raila Odinga avait soutenu Kibaki en 2002 à la dernière présidentielle - lequel l'emporta. Les anciens alliés sont devenus rivaux et s'entre-déchirent par soutiens militants interposés.

Tous les Kikuyus (ethnie de Kibaki) ne s'entendent pas avec les Luos (ethnie d'Odinga), loin s'en faut. Seulement, au Kenya, indépendant depuis 1963 et qui n'a connu ses premières élections pluripartites qu'en décembre 1992, la politique, la démocratie, les luttes pour le pouvoir font leurs premiers pas avec les données locales et historiques. Lorsque le processus démocratique si fragile se grippe, l'une des armes locales peut être l'appartenance communautaire, ethnique, le réflexe identitaire, familial, le lien de la langue. Ici, dans cette Afrique, dans toutes les Afriques, les partis politiques n'existent même pas depuis une génération. Les politiciens utilisent alors d'autres leviers pour susciter des soutiens. L'ethnie, la région en sont. Dans le cas du Kenya, le facteur ethnique, il joue toujours comme lien identitaire, n'a jamais été déterminant pour la prise ou la conservation du pouvoir depuis l'indépendance. Ainsi le président Daniel Arap Moi, autocrate au pouvoir de 1978 à 2002, appartient à une petite ethnie, les Kalenjins, une des moins nombreuses sur la quarantaine existante. Ce n'est donc pas à coups de machette qu'Arap Moi s'est maintenu pendant vingt-cinq ans, et a gagné les premières et même les deuxièmes élections pluripartites : il a fait de la politique, c'est-à-dire qu'il a su s'allier avec des notables d'autres communautés, notamment les Masaïs, pour faire contrepoids aux Kikuyus qui représentent 22 % du pays, mais qui ont surtout traditionnellement un poids économique fort, car très présents dans l'agriculture et les affaires. Et puis, Moi a fait comme tout autocrate, africain, russe ou chinois, il a confisqué longtemps les éléments du pouvoir politique, économique, médiatique, les a gardés dans son camp, et a su acheter qui il fallait. De plus, alors que la région d'Afrique de l'Est craquait de toutes parts dans les années 90 (Éthiopie, Somalie, puis Rwanda, Burundi) il a su vendre aux Occidentaux, bailleurs de fonds, la stabilité politique de son pays, en échange d'une relative tolérance de leur part. Moi fut un vrai politique, pragmatique, peu importe qu'il soit kalenjin, kamba ou kiisi. Il a vaincu, il a été finalement battu, en 2002, par une alliance Arc-en-ciel de plusieurs opposants. Là aussi, ce fut un choix politique clair pour Raila Odinga, le Luo, champion des classes populaires qui avait soutenu activement Kibaki le Kikuyu.

On peut dire sans trop se tromper que, si le Kenya était constitué d'une seule ethnie, il connaîtrait des troubles dès lors que les antagonismes politiques deviendraient trop exacerbés, non régulés par l'expérience démocratique.

D'ailleurs, l'exemple de la Somalie, voisine du Kenya, devrait faire taire tous les clichés racistes sur les guerres tribales chez les Noirs. Voilà un pays bénit des dieux puisque habité à 98 % par une seule ethnie qui partage la même langue, la même religion, le même espace géographique et culturel. Hélas, pour les populations civiles, l'ancienne colonie italienne est en guerre civile depuis 1991. Pourquoi ? Parce que, comme ailleurs et, pour citer Flannery O'Connor, la romancière américaine, là aussi, «ce sont les violents qui emportent». Une poignée de chefs de clans qui guerroient au gré d'alliances multiples et tournantes pour le pouvoir, détruisent la vie de tout un peuple.

Toujours dans la corne de l'Afrique, l'Ethiopie et l'Erythrée ont connu une guerre fratricide très lourde en pertes humaines de 1998 à 2000. Elles s'affrontent maintenant par Somalie interposée. Mais qui dirige ces deux pays depuis 1991 ? Ce sont deux personnes que tout rapproche ethniquement. Issaias Afeworki, le président érythréen, est un tigrinya, chrétien orthodoxe. Meles Zenawi, le Premier ministre éthiopien, est un tigréen, chrétien orthodoxe. Leurs deux régions natales se touchent, et, d'ailleurs, ils furent longtemps alliés pour renverser Mengistu, en 1991, avant de s'affronter pour des raisons politiques, économiques, et hégémonie régionale.

Un petit saut au Gabon, sur l'Atlantique ? Là, Omar Bongo se perpétue au pouvoir depuis quarante ans, et, pourtant, il est batéché, une ethnie bien moins nombreuse que les Fans et les Pounous. Mais il sait acheter tout opposant qui se manifeste, et confisquer le pouvoir et l'argent. Il sait aussi jouer avec les relatives et bien

discrètes exigences démocratiques des Occidentaux à son égard, notamment de la France.

L'exaspération née du dénuement est grande et explose très vite à la moindre étincelle

Dans le cas du Kenya, comme dans tous conflits africains et du tiers-monde, l'aspect économique reste très important. On ne le répète jamais assez : l'Afrique est très riche mais les Africains sont très pauvres. Les très pauvres se font aisément enrôler pour trois fois rien, et peuvent servir de supplétifs lors de conflits politiques qui dégénèrent en conflits armés. Dans cette extrême misère, comme dans les bidonvilles de Kibera et de Mathare à Nairobi, les plus grands d'Afrique, la vie vaut peu, et l'exaspération née du dénuement est grande et explose très vite. Parler de démocratie et de droits de l'homme, les pieds dans la boue, nuit et jour, entassés, envahis de moustiques et sans savoir si on pourra enfin manger le soir, ce n'est pas évident. C'est le quotidien de la grande majorité des Kényans, des Africains, des misérables qui tentent de survivre avec moins d'un euro par jour. Mais, à vivre sur place, à lire la presse locale, à écouter ceux qui peuvent étudier et exprimer, on ressent au Kenya, comme ailleurs, une véritable aspiration à une plus grande justice, une meilleure répartition des richesses, une vie politique aérée. Ce n'est pas un hasard si plusieurs dictateurs prédateurs, maintenus au pouvoir par leurs alliances économiques avec des pouvoirs occidentaux et des multinationales, ont sauté, souvent après des manifestations de rues, parfois sanglantes. Alors, l'emploi perpétuel de clichés racistes à chaque explosion en Afrique nous prouve que le monde blanc s'aveugle à vouloir toujours diaboliser le continent noir. Hier encore, je disais à une amie que j'allais peut-être me rendre au Kenya. Dans sa réponse effarée, j'entendais : mais tu vas en enfer ! Non, je vais sur un très beau continent où des peuples misérables, pillés pendant des siècles, peu éduqués, parfois violents et ignobles, souvent poètes et philosophes, tentent de relever dignement la tête et de tracer leur histoire.

07 janvier 2008

Violence au Kenya et démocratie bafouée

Pendant quelques jours, le Kenya a vacillé, menaçant d'être emporté par une spirale autodestructrice amorcée par le résultat contesté de l'élection présidentielle du 27 décembre. Au terme d'une semaine de violences, alors qu'un calme relatif s'est instauré et que le pays s'efforce de panser ses plaies, le bilan est terrible. Plus de 350 morts, des destructions d'une ampleur inédite. Des plaies, enfin, ouvertes par des affrontements entre communautés à Nairobi, la capitale, comme dans plusieurs provinces.

Qu'est-il arrivé pour qu'une réaction en chaîne entraîne vers l'abîme un pays qui avait célébré dans la joie une "transition modèle" cinq années plus tôt ? Le début de la crise peut être daté avec précision. Le feu a pris au Kenya le 30 décembre, lors de l'annonce des résultats d'un scrutin qui s'était déroulé jusqu'ici de manière exemplaire. Après des opérations de vote parfaites, le décompte, entaché de fraudes variées, s'était conclu par la victoire contestée du président sortant, Mwai Kibaki, aux dépens de son rival, l'opposant Raila Odinga, dont les partisans étaient aussitôt descendus dans la rue, ouvrant le cycle des violences.

Le caractère litigieux des résultats ne fait aucun doute. Le président de la Commission électorale, Samuel Kivuitu, qui les avait proclamés, accordant la victoire au président Kibaki avec 200 000 voix d'avance, s'est rétracté par la suite, révélant avoir procédé à cette annonce après avoir subi des "pressions" du pouvoir. Il n'en demeure pas moins que la première vague de violences est imputable aux partisans de Raila Odinga. Justifiait-elle la brutalité de la répression policière, qui a eu recours à un "usage disproportionné de la force", selon Louise Arbour, haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme ? Un groupe de 23 organisations kényanes comptant parmi elles la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya a dénoncé, samedi, "l'usage extraordinaire de la force par les forces de police kenyanes, allant (...) jusqu'à des exécutions extrajudiciaires." A Kisumu, fief de l'opposition, la morgue déborde de corps troués de balles. Seules les forces de sécurité, selon les témoignages, semblent avoir fait usage d'armes à feu.

Par contamination, d'autres types d'affrontements ont ensuite fait leur apparition, notamment dans la vallée du Rift. Ces violences ont pris une dimension ethnique qui a pu donner l'impression que la clef de la crise nationale se trouvait là, alors qu'il s'agissait essentiellement d'une superposition de conflits locaux, greffés sur l'embrasement initial. Ce ne sont pas les émeutes, mais les fraudes, qui sont à l'origine du bûcher où viennent se consumer les espoirs d'un pays qui a travaillé, vingt ans durant, à construire patiemment une démocratie enviée par beaucoup de pays du continent. La tragédie que vit le Kenya n'est pas l'expression du caractère violent de ses électeurs, mais, au moins en partie, le reflet des espoirs immenses qu'ils plaçaient dans les élections. Ces espoirs sont aussi à la mesure des souffrances de la vaste majorité des pauvres d'un pays qui s'enorgueillit à juste titre d'une croissance économique de 6,1 %, mais néglige de redistribuer ses richesses.

Entre maintien de l'ordre et soutien des plus démunis, la police reste mobilisée derrière le président

La première leçon du naufrage électoral kényan a donc valeur de mise en garde contre l'égoïsme de ses dirigeants. Alors que ces derniers comptent parmi les mieux payés au monde, ils n'ont encore jamais songé à se pencher sur le sort des 55 % de Kényans qui vivent avec moins de 2 dollars par jour et dont les conditions de vie se sont dégradées au cours de l'embellie économique récente. Ce n'est pas un hasard si Raila Odinga, lui-même homme d'affaires prospère, s'est forgé, en flirtant avec le populisme, une réputation de "candidat des pauvres" dans les bidonvilles.

Mais la portée des violences de la semaine passée dépasse la mise en évidence de ces inégalités sociales. Les électeurs kényans, y compris les plus pauvres, ont cru à la promesse d'un pays meilleur sorti du fond des urnes, en raison de l'histoire démocratique particulière de leur pays. Ses habitants ont fait preuve de patience et de courage au temps de la répression de l'ex-parti unique, puis du maintien pendant dix ans d'un régime autoritaire après la réinstauration du multipartisme, sous la contrainte, par l'ex-autocrate Daniel Arap Moi.

Les années 1990 avaient été marquées par des violences politiques organisées par le président Moi pour se maintenir au pouvoir. Le fait que la carte des violences de la semaine écoulée recoupe celle des "clashes ethniques" organisés pour les élections de 1992 et 1997 n'est pas un hasard. Il y a dix ans, des gangs de voyous, financés, armés et transportés par les proches du président Moi - dont certains se trouvent à présent dans l'opposition et adoptent sans complexe une posture vertueuse -, organisaient des campagnes d'épuration ethnico-électorale dirigées essentiellement contre des Kikuyu, ethnie du président Kibaki, supposés voter collectivement pour l'opposition de l'époque. Les viols, assassinats, pillages et déplacements forcés avaient alors pour but d'empêcher des populations entières d'exprimer leurs suffrages le jour du scrutin.

Le nombre de victimes en 1992, selon les estimations, se situe entre plusieurs centaines et plus d'un millier. Ces violences, pour lesquelles nul n'a été poursuivi, ont laissé un sillage brûlant de ressentiments et des situations critiques, aggravées par des conflits fonciers. Dans la vallée du Rift tout particulièrement, les Kikuyu avaient été visés par des gangs recrutés parmi les Kalenjin de l'ex-président Moi. Ces mêmes Kalenjin sont aujourd'hui alliés à Raila Odinga, et continuent de s'en prendre aux Kikuyu. En dépit de l'ultraviolence électorale des années 1990, le Kenya a tenu bon, jusqu'à arracher la "transition modèle" de 2002.

Le Kenya de la raison peut-il l'emporter durablement si le retour au calme se traduit par un simple fait accompli de la victoire contestée de Mwai Kibaki ? Ce serait prendre un risque considérable, celui de remettre en question la légitimité des institutions nationales. Or, lorsque les urnes perdent leur raison d'être, survient le temps des aventuriers, capables de pousser le déraisonnement un peu plus loin en affirmant que le pouvoir est au bout du kalachnikov sans risque d'être démentis. Un pays réputé "stable" et "prospère" en a fait l'expérience amère sur le continent. Il s'agit de la Côte d'Ivoire. L'ex-vitrine économique de l'Afrique de l'Ouest a commencé par négliger les règles du jeu démocratique, pour finir par subir un coup d'Etat, une rébellion et un cycle de troubles dont elle espère briser la fatalité par des élections prévues courant 2008. Il faut souhaiter qu'à Abidjan les leçons de Nairobi soient comprises et entendues. Il faut souhaiter qu'elles le soient aussi dans les nombreux pays d'Afrique où les élections, à force d'être volées au nom d'une "stabilité" illusoire, ont enlevé tout espoir à leurs électeurs.

06 janvier 2008

Un premier convoi d'aide alimentaire du PAM

Un premier convoi d'aide humanitaire du Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU a pu quitter, sous escorte policière, le port kényan de Mombasa, à destination d'Eldoret et de Nairobi, selon un communiqué publié dimanche à Rome.

Les 20 camions transportent 670 tonnes de nourriture, assez pour nourrir 70.000 personnes pendant deux semaines, précise le communiqué. Onze sont destinés à Eldoret, une ville de quelque 700.000 habitants qui accueille actuellement environ 50.000 déplacés, et les autres à la capitale Nairobi, en particulier aux habitants des bidonvilles.

Le PAM précise qu'il va fournir une aide à la Croix rouge locale permettant de nourrir quelque 100.000 déplacés dans la vallée du Rift. Un autre défi pour le Kenya: Assurer la prise en charge de toutes les victimes

Les violences politico-ethniques au Kenya ont fait au moins 361 morts et entraîné le déplacement de 250.000 personnes depuis les élections générales contestées du 27 décembre.

06 janvier 2008

Raila Odinga réitère son refus d'un gouvernement d'union nationale

Le chef de l'opposition kényane, Raila Odinga, a de nouveau rejeté dimanche l'offre du président Mwai Kibaki de

former un gouvernement d'union nationale pour sortir de la crise meurtrière née de la contestation des résultats des élections générales du 27 décembre.

"La solution de Kibaki à ce problème ne nous intéresse pas. Il n'a rien à offrir parce qu'il n'a pas gagné ces élections", a déclaré M. Odinga à la presse à Nairobi. "C'est une insulte au peuple kényan", a-t-il ajouté. "Je devrais être celui qui lui offre l'option d'une coalition. Nous ne sommes pas assoiffés de pouvoir (...). Nous voulons un règlement négocié qui apportera une solution durable à ce problème", a ajouté l'opposant, qui accuse le président sortant d'avoir fraudé pour lui voler la victoire à la présidentielle.

Commentant les violences politico-ethniques qui ont fait au moins 361 morts et entraîné le déplacement de 250.000 personnes depuis les élections, M. Odinga a jugé que "la colère du peuple ne devrait pas être dirigée contre des innocents, mais contre les gens qui ont abusé de leurs droits démocratiques".

M. Kibaki s'est dit "prêt" samedi à former un "gouvernement d'union nationale" lors d'un entretien avec la secrétaire d'Etat adjointe américaine chargée des Affaires africaines, Jendayi Frazer, selon un communiqué de la présidence kényane. M. Odinga avait peu après déclaré que M. Kibaki était au pouvoir "illégalement", rejetant de fait l'appel de ce dernier à un gouvernement d'union nationale.

Mme Frazer a été dépêchée au Kenya par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice afin "de rencontrer les deux dirigeants politiques ainsi que des représentants de la société civile kényane pour voir quelles idées ils pourraient trouver pour sortir de cette crise politique", avait annoncé jeudi le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

La communauté internationale se mobilise pour la médiation

Le président de l'Union Africaine (UA) et chef de l'Etat du Ghana John Kufuor compte se rendre au Kenya pour rencontrer les différentes factions politiques, a annoncé samedi le ministre ghanéen des Affaires étrangères. "Le président parlera aux deux factions, pour s'asseoir autour d'une table et s'assurer que la paix est maintenue au Kenya", a déclaré à des journalistes le ministre Akwasi Osei Adjei, sans préciser quand aura lieu cette visite.

De son côté, l'ancien président de la Sierra Leone Ahmed Teja Kabbah, à la tête de la mission d'observation du Commonwealth pour les élections générales kenyanes du 27 décembre, a quitté Nairobi jeudi, laissant mal augurer d'une médiation conjointe des deux organisations.

Sur le terrain, la situation sécuritaire retourne à la normale après une semaine de violences post-électorales. Au moins 360 personnes ont été tuées, selon un bilan établi par l'AFP de sources policières, humanitaires et hospitalières. Ces affrontements ont provoqué le déplacement de 250.000 Kenyans.

Intervention de la police pour éviter des pillages

De fait, après une semaine d'émeutes, de pillages et de répression policière, le retour au calme amorcé vendredi se confirmait samedi.

"La situation dans le pays retourne à la normale", a déclaré dans un communiqué le chef de la police kényane, le général Ali Mohamed Hussein. Nairobi retrouvait peu à peu son aspect habituel avec un dispositif policier considérablement allégé. A Kisumu (ouest), bastion de M. Odinga et ville la plus touchée par les violences, le couvre-feu imposé lundi a été levé, a annoncé un haut responsable de la police. A Eldoret, autre ville de l'ouest particulièrement affectée par les affrontements, le calme était également revenu samedi. Des commerces ont rouvert et il y avait de longues files d'attente devant les stations-service. La police a escorté dans la matinée un convoi de déplacés quittant la ville pour Nairobi. Des centaines d'autres déplacés étaient massés autour de la cathédrale, dans l'attente l'aide.

Les violences politico-ethniques ont entraîné le déplacement de 250.000 personnes, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), estimant à "entre 400.000 et 500.000" le nombre de personnes affectées par le conflit. La paralysie de l'économie depuis bientôt dix jours, et notamment des transports routiers, complique considérablement la distribution de toute aide.

06 janvier 2008

L'émissaire américain poursuit ses consultations

NAIROBI (AFP) — Une émissaire américaine poursuivait dimanche à Nairobi ses consultations pour trouver une

sortie de crise au Kenya, née de la contestation sanglante des élections et où l'opposition a de nouveau rejeté l'idée d'un gouvernement d'union nationale.

La secrétaire d'Etat adjointe américaine aux Affaires africaines, Jendayi Frazer, qui doit rester dans la capitale kényane jusqu'à lundi soir, devait rencontrer des responsables des deux camps après s'être entretenue samedi avec le président Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga. Les efforts de médiation de la communauté internationale devraient être renforcés sur place, le Premier ministre britannique Gordon Brown ayant annoncé dimanche la venue à Nairobi dans les deux jours du président en exercice de l'Union Africaine (UA) John Kufuor "pour servir de médiateur".

Un déplacement au Kenya de M. Kufuor, par ailleurs président du Ghana, avait été envisagé la semaine dernière avant d'être abandonné, devant les réticences du camp présidentiel. Alors que le pays est confronté à une crise humanitaire après une semaine de violences politico-ethniques ayant fait au moins 361 morts et entraîné le déplacement de 250.000 personnes depuis la proclamation le 30 décembre de la victoire de M. Kibaki, M. Odinga a de nouveau rejeté catégoriquement dimanche la proposition du chef de l'Etat de former un gouvernement d'union nationale.

"La solution de Kibaki à ce problème ne nous intéresse pas. Il n'a rien à offrir parce qu'il n'a pas gagné ces élections", a déclaré à la presse M. Odinga, qui accuse le président sortant d'avoir fraudé pour lui voler la victoire à la présidentielle.

"Nous ne sommes pas assoiffés de pouvoir (...). Nous voulons un règlement négocié qui apportera une solution durable à ce problème", a toutefois ajouté l'opposant.

Le président kényan Mwai Kibaki et la secrétaire d'Etat américaine Jendayi Frazer

Samedi, lors d'un entretien avec Mme Frazer, M. Kibaki s'était dit "prêt à former un gouvernement d'union nationale". M. Odinga a immédiatement rejeté cette proposition, indiquant que l'opposition accepterait de discuter avec le président sur la seule "base de son ancien mandat" et sous les auspices d'un médiateur international.

Dimanche, il s'est dit prêt à "un partage du pouvoir" avec Mwai Kibaki si sa victoire à la présidentielle est reconnue, dans un entretien à la BBC. "Je n'ai pas de problème avec un partage du pouvoir. Mais je veux qu'il soit su que le problème est la désignation du vainqueur de ces élections", a poursuivi M. Odinga. Commentant les violences, M. Odinga a jugé que "la colère du peuple ne devrait pas être dirigée contre des innocents, mais contre les gens qui ont abusé de leurs droits démocratiques". Les populations touchées par le déferlement de violences ont besoin d'aide, particulièrement dans la région de la vallée du Rift (ouest), où 100.000 personnes relèvent de l'urgence humanitaire, selon l'ONU.

"Les stocks de nourriture et d'eau potable atteignent un niveau dangereusement bas, particulièrement dans et autour de Kisumu" (ouest), bastion de M. Odinga et ville la plus touchée par les violences, a indiqué le directeur pour le Kenya de l'ONG Merlin, Wubeshet Woldermariam.

Un premier convoi d'aide humanitaire du Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU, suffisant pour nourrir 70.000 personnes pendant deux semaines, a pu quitter, sous escorte policière, le port kényen de Mombasa, à destination d'Eldoret (ouest) et de Nairobi, selon un communiqué publié dimanche à Rome. Une distribution de nourriture par la Croix-Rouge était en cours dimanche au lieu dit Burnt forest ("Forêt brûlée"), à 35 km au sud-ouest d'Eldoret, où se sont réfugiées plusieurs milliers de personnes, a constaté une journaliste de l'AFP. Quasiment tout acheminement de nourriture est "gelé depuis plusieurs jours dans l'ouest du Kenya "en raison de l'insécurité", a souligné le Programme alimentaire mondial (PAM), rappelant que la crise touche aussi l'Ouganda, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et le sud du Soudan.

De son côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a souligné que nombre d'hôpitaux avaient besoin de matériel médical pour traiter les blessés. A l'hôpital d'Eldoret (ouest), des blessés ont eu les membres broyés par des planches, le visage défiguré par le feu ou le crâne entaillé à la machette, a constaté une journaliste de l'AFP.

Le président kényan Mwai Kibaki, 76 ans, réélu pour un second et dernier mandat, est un économiste chevronné, respecté des milieux d'affaires de son pays, où il est actif sur la scène politique depuis l'indépendance en 1963. Élu en 2002, après deux échecs successifs à la présidentielle en 1992 et 1997 face à Daniel arap Moi qui ne se représentait pas, M. Kibaki est le troisième président kényan, après M. Moi et Jomo Kenyatta. Lors de la campagne pour le scrutin du 27 décembre, il avait promis un gouvernement "propre" en cas de réélection alors que ses détracteurs l'accusaient d'avoir échoué jusqu'ici dans la lutte contre la corruption, dont il avait fait l'une de ses priorités, et dans la réforme des institutions.

Avec une élocution hachée et souvent laborieuse, le chef de l'Etat avait mis en avant les performances économiques du Kenya depuis cinq ans et la stabilité du pays, dans une région particulièrement troublée, pour solliciter un second mandat. Ses slogans de campagne étaient d'ailleurs une invite à la continuité: "le changement que vous pouvez voir" ou "continuons le travail". La croissance enregistrée ces dernières années lui vaut de solides appuis dans les milieux

d'affaires kényans.

Economiste reconnu, ancien ministre, notamment des Finances, et ex-vice-président de la République, M. Kibaki est présent sur la scène politique kényane depuis bientôt un demi-siècle.

Au début des années 60, alors jeune professeur d'économie, formé en Ouganda et à Londres, il avait quitté sa chaire de l'université Makarere de Kampala (Ouganda) pour rejoindre la lutte pour l'indépendance. Après avoir participé ensuite à la rédaction de la Constitution, il est devenu parlementaire dès l'accession à l'indépendance en 1963. Né en 1931 à Nyeri (centre), sur les pentes du Mont Kenya, c'est un représentant de l'éthnie Kikuyu, la plus grande du pays, qui a joué un rôle dominant dans la vie politique et économique du pays depuis l'indépendance. Son expérience de l'économie lui a valu en 1966 un premier portefeuille, au Commerce et à l'Industrie, puis, trois ans plus tard, celui des Finances, qu'il a gardé jusqu'à 1982, passant en 1978 de l'équipe ministérielle de M. Kenyatta à celle de M. Moi, dans une période de relative prospérité économique pour le pays.

Vice-président de la République et ministre de l'Intérieur entre 1978 et 1988, il était également vice-président de l'Union nationale africaine du Kenya (KANU), le parti au pouvoir depuis l'indépendance. Mais à l'avènement du multipartisme, en 1991, il est passé dans l'opposition. Adversaire malheureux de M. Moi à l'élection présidentielle de 1992 et 1997, il s'était imposé comme la figure de proue de l'opposition jusqu'à sa victoire en 2002, avec le soutien de celui qui est devenu son principal rival, Raila Odinga.

Depuis 2002, M. Kibaki a gardé d'étroits contacts avec son prédécesseur, qui avait appelé dès août les Kényans à le réélire en considérant qu'"il n'était pas un tribaliste et qu'il était "pour l'unité du pays". Exploitant agricole aisné, plusieurs fois grand-père, M. Kibaki est aussi un golfeur assidu.

06 janvier 2008

Les rescapés de l'horreur racontent leur martyre

ELDORET (AFP) — Les membres broyés par des planches, le visage défiguré par le feu, le crâne entaillé à la machette, des rescapés de la folie meurtrière qui s'est emparée du Kenya après les élections du 27 décembre trouvent encore les mots pour raconter leur cauchemar.

"Quand le feu a pris dans l'église, j'ai essayé de m'enfuir. Je transportais dans le dos ma fille de deux ans et demi (enveloppée dans un linge). Mais le tissu a pris feu, et elle est morte", raconte Mary, le visage et les mains crevassés par les flammes, la chair de ses épaules et ses mollets à vif.

Une partie de la population traumatisée

Une trentaine de personnes de l'éthnie kikuyu, celle du président kényan sortant Mwai Kibaki réélu officiellement, ont été brûlées vives dans l'incendie, le 1er janvier, de cette église à Eldoret, dans l'ouest du Kenya, fief de l'opposition. Des dizaines d'autres ont été blessées et s'entassent dans l'hôpital public de la ville.

"Ce sont les Kalenjin qui ont mis le feu. On a reconnu des voisins", assurent plusieurs rescapés.

Lors de la présidentielle, l'éthnie kalenjin a soutenu massivement Raila Odinga, arrivé deuxième et issu de la communauté luo, majoritaire dans l'ouest.

Mais la haine entre, d'un côté, les Kikuyus et, de l'autre, notamment les ethnies kalenjin, luo et luya, n'est pas nouvelle. Les seconds reprochent aux premiers d'être venus sur leurs terres de l'ouest il y a des décennies, et accusent M. Kibaki de les avoir chassés de la fonction publique à son arrivée au pouvoir en 2002.

Les plus pauvres sont les victimes des affrontements

Pourtant, à l'hôpital d'Eldoret, les différentes ethnies doivent cohabiter. Faute de places, Elias, un Luya qui a voté Odinga, doit partager son lit avec John, un Kikuyu qui a choisi Kibaki.

"Tous les Luias ne sont pas contre les Kikuyus. Moi, je les considère comme mes frères", affirme Elias, blessé par balle par la police alors qu'il discutait, selon lui, politique avec des amis. "La police locale avait interdit la veille les rassemblements", explique-t-il.

Allongé à ses côtés, John, le crâne profondément entaillé, a beau chercher dans sa mémoire, il ne se rappelle plus ce qui

lui est arrivé. Et il ne se souvient que vaguement de qui il est: "je suis étudiant, mais je ne sais plus en quoi." C'est son frère jumeau, Steven, qui raconte leur effroyable premier jour de l'année 2008.

"On essayait de porter secours à notre mère coincée dans l'église. Elle était en chaise roulante. Mon frère a reçu des coups de machettes. Moi, c'est un miracle, je m'en suis sorti sans rien alors qu'il y avait des flèches tirées dans tous les sens", se souvient le jeune homme de 22 ans, orphelin de père. "Maintenant, je suis comme un zombi. Je nourris mon frère et je cherche ma mère."

Chaque témoignage repousse toujours un peu plus loin les limites de l'abominable.

L'enfer ou le monde de l'horreur "Des Luos voulaient me couper la tête à la machette, alors je l'ai protégée avec mes mains et ils m'ont coupé deux doigts. J'ai aussi reçu un profond coup de machette à une épaule, comme s'ils voulaient l'enlever", raconte un chauffeur de taxi kikuyu. "J'ai alors essayé de m'enfuir. Ils m'ont frappé avec des pierres et ont cassé mon autre épaule, et ils m'ont cassé une jambe avec des planches."

Les émeutes politico-ethniques qui ont ensanglanté pendant une semaine le Kenya, et en particulier l'ouest, ont fait des centaines de morts. Elles ont très sensiblement diminué ces derniers jours, mais la tension reste vive.

Si les Kikuyus semblent les principales victimes dans la région d'Eldoret, des blessés les accusent aussi d'avoir perpétré des attaques.

Joyce, une Kalenjin 28 ans, rentrait chez elle avec des amis, quand des hommes leur ont ordonné de descendre de leur voiture. "En nous enfuyant, on est tombé sur un groupe de cinq Kikuyus. Ils m'ont tiré dessus, puis ils m'ont dit: "Peux-tu rejoindre tes amis ?" J'ai essayé, mais je me suis évanoui. J'avais reçu une balle dans l'estomac."

06 janvier 2008

A l'aube d'une crise humanitaire majeure

Le président en exercice de l'Union africaine (UA) et président du Ghana, John Kufuor, va se rendre "dans les deux prochains jours" au Kenya pour servir de médiateur dans la crise politique, a indiqué dimanche 6 janvier Gordon Brown. "Je pense qu'il y a une chance de réconciliation", a ajouté le premier ministre britannique sur la chaîne BBC1, évoquant "un important travail réalisé en coulisses" depuis le début des troubles qui ont suivi la réélection contestée de Mwai Kibaki à la tête du pays, le 27 décembre.

Le départ de M. Kufuor au Kenya a été annoncé samedi, sans précision de date, par la diplomatie ghanéenne. Cette médiation était attendue pour le début de la semaine, mais avait été annulée : le président kényan aurait peu apprécié que l'annonce en soit faite par la Grande-Bretagne, l'ancienne puissance coloniale avec laquelle les relations se sont refroidies. Entretemps, Washington a envoyé une médiateuse, la secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines, Jendayi Frazer.

C'est à l'issue d'un entretien avec Mme Frazer samedi que Mwai Kibaki a proposé de former un gouvernement d'union nationale. Mais le chef de l'opposition Raila Odinga a répondu qu'il ne pouvait discuter avec le président que sur la "base de son ancien mandat" et sous les auspices d'un médiateur international. "La solution de Kibaki à ce problème ne nous intéresse pas. Il n'a rien à offrir parce qu'il n'a pas gagné ces élections", a-t-il répété dimanche, dénonçant "une insulte au peuple kényan".

URGENCE HUMANITAIRE

Interrogé sur la possibilité d'une nouvelle élection au Kenya - demandée sans succès par l'opposition kényane -, M. Brown a estimé que cette question devait être évoquée lors des discussions avec le médiateur. Le premier ministre britannique a souhaité que les deux camps examinent l'idée d'une nouvelle Constitution.

Les violences, qui font au moins 361 morts et entraînent le déplacement de 250 000 personnes, se sont calmées. Mais les populations touchées ont besoin d'aide, particulièrement dans la vallée du Rift (ouest), où 100 000 personnes relèvent de l'urgence humanitaire, selon l'ONU. "Les stocks de nourriture et d'eau potable atteignent un niveau dangereusement bas, particulièrement dans et autour de Kisumu", bastion de M. Odinga et ville la plus touchée par les violences, a indiqué le directeur pour le Kenya de l'ONG Merlin, Wubeshet Woldermariam. Or quasiment tout acheminement de nourriture est "gelé depuis plusieurs jours dans l'ouest du Kenya en raison de l'insécurité", a souligné le Programme alimentaire mondial, rappelant que la crise touche aussi l'Ouganda, l'est de la République démocratique du Congo et le sud du Soudan.

Cette crise devrait avoir aussi de lourdes conséquences pour les pays frontaliers

Le gouvernement kényan a ordonné à l'armée d'escorter les convois d'aide pour les protéger d'éventuelles attaques. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a souligné que nombre d'hôpitaux avaient besoin de matériel médical pour traiter les nombreux blessés.

06 janvier 2008

NEW YORK (Nations Unies), 6 janvier (Xinhua)-- La situation au Kenya s'améliore, ont déclaré samedi les Nations unies (ONU), tout en exprimant leur préoccupation sur les personnes victimes de déplacements à cause des violences.

Des garçons s'amusent en plein air à Nairobi

La conjoncture au Kenya était "calme mais tendue", et la ville de Nairobi, dans l'ensemble, semblait être de retour à la normale, a déclaré l'ONU sur son site internet.

La mission onusienne au Kenya coopère étroitement avec la Croix Rouge, des ONG locales et internationales ainsi que des groupes religieux afin de fournir des aides humanitaires en faveur des victimes des violences post-électorales au Kenya, a poursuivi l'ONU.

Cependant, beaucoup de personnes déplacées ont exprimé leur crainte quant à la sécurité et restaient où ils sont à l'abri, a fait savoir la représentante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Kenya, Elizabeth Lwanga, lors d'un point de presse tenu à Nairobi.

La préoccupation de l'ONU est de "répondre aux besoins des Kenyans déplacés et en détresse à cause de la crise", a-t-elle précisé.

L'ONU a estimé que quelque 250.000 Kenyans ont été déplacés et 350 autres probablement tués au cours des violences.

Intervention de la Croix Rouge à Nairobi

Le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) a fourni des vivres, via la Croix Rouge locale, pour 100.000 déplacés dans la région de la Vallée de Rift, a révélé Mme Lwanga, en mettant l'accent sur la nécessité de coordination pour le transport de matériel humanitaire.

Selon l'ONU, environ 5.000 Kenyans ont quitté le pays pour l'Ouganda et un nombre encore inconnu en direction de la Tanzanie.

Par ailleurs, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a rapporté que de nombreux hôpitaux souffrent d'un besoin urgent de médicaments pour soigner les malades.

06 janvier 2008

La nuit ils rôdent avec les machettes

Depuis dimanche dernier et la proclamation de la victoire du président sortant Kibaki à l'élection présidentielle, la violence s'est emparée des rues du Kenya. D'autant que la rivalité politique se double d'un conflit ethnique. Plus de 350 personnes sont mortes. Heureusement, le calme semble revenir alors que les manifestations de l'opposition sont interdites. Ambiance à Nairobi.

La violence qui s'est emparée du Kenya

Ses gestes sont mécaniques. Elle attrape un bout de tissu, le plie, le repose, en attrape un autre et recommence. Nancy

Wendiro semble ne plus rien voir. Elle fait des tas qu'elle pourrait faire et défaire. Un semblant d'ordre au milieu de détritus, de vieux jouets, de matelas pourris ou même de canapés déchirés que d'autres ont tenté de sauver à la dernière minute. Depuis jeudi soir, elle s'est installée avec ses quatre enfants sur une pelouse qui surplombe les toits de tôle de Mathare, le bidonville où elle est née. Ils sont des centaines à avoir fui les violences de ce quartier situé à l'est de Nairobi. Certains ont eu le temps d'attraper quelques affaires. Pas Nancy. Après avoir détruit sa maison, les assaillants ont poursuivi son mari. "Il s'est effondré sous les coups de leur machette. Ils l'ont touché à la tête", murmure-t-elle. Il ne lui reste qu'un petit balluchon, avec un paquet de farine et de sel. Les affaires qu'elle plie sont celles de sa voisine.

JE N'AI JAMAIS VU CA DE MA VIE

Nancy Wendiro, 32 ans, est une Kikuyu, cette tribu fidèle au président Mwai Kibaki, dont la réélection contestée le 27 décembre dernier a engendré de violentes émeutes au Kenya tuant plus de 350 personnes. Depuis vendredi, la situation s'est apaisée. Les partisans de Raila Odinga, l'adversaire malheureux du chef de l'Etat, ont dû renoncer à se rassembler au centre de la capitale après le déploiement impressionnant de la police qui n'a pas hésité à tirer, outre des gaz lacrymogènes, des balles réelles.

"Je n'ai jamais vu ça de ma vie", affirme Nancy, dont le mari a pu être transporté à temps à l'hôpital pour être sauvé. Les violences ont principalement opposé les Kikuyus aux Luos, l'ethnie du candidat Odinga. "Tout est de la faute des Luos", chuchote à son tour Christopher, installé un peu plus loin sur la même pelouse, tremblant de peur à l'idée d'être entendu. "Ils criaient dans la rue, jetaient des pierres. Ils avaient des bâtons et des machettes. Ils ont menacé tous les Kikuyus, nous donnant deux heures pour déguerpir." Il a fallu dix minutes au jeune homme pour s'enfuir.

Affrontement dans les bidonvilles de Nairobi

Dans les rues de Mathare, Kikuyus et Luos se côtoient pourtant depuis des années. "Je connais ceux qui nous ont attaqués, poursuit Christopher. J'étais à l'école avec eux." Tous s'accusent mutuellement des pires atrocités. Devant son salon de coiffure, Le Titanic Basic, Joseph rêve, lui, d'une vie tranquille. "Je suis kikuyu, et je coupe les cheveux de tout le monde." Autour de lui, des Luos, mais aussi des Luhyas, une autre ethnie. Tous acquiescent. "Ça pourrait marcher", rêve-t-il. Avant d'ajouter, en tournant la tête vers la gauche: "Pas si sûr." A seulement dix mètres, un autre groupe observe de loin. Parmi eux, des Luos, des Luhyas, mais pas un seul Kikuyu. "Nous voulons aussi la paix, assurent-ils. Mais les Kikuyus ont tout. L'argent, les commerces et le meilleur pain du Kenya. On ne fait que se défendre. Si l'un d'entre eux nous attaque, on lui coupe la gorge", soutient l'un d'eux en appuyant son propos d'un geste rapide sous la carotide. Dialogue de sourds. Le paisible Joseph a préféré s'éclipser au fond de son salon de coiffure.

Mary, 30 ans, voudrait, elle aussi, disparaître le plus vite possible. Elle, est Luo. Devant la porte de sa maison, elle regarde les hommes de sa famille remplir un camion de tous ses meubles. "Mes enfants ne vont plus à l'école. Je ne dors plus. Car la nuit, ils rodent avec leurs machettes. Ils veulent se venger." Ils, ce sont les Mungikis, une secte sanguinaire formée de Kikuyu. Des hommes dont le simple nom fait trembler tous les habitants. Des fantômes qui restent cachés le jour, mais hantent la nuit les rues du quartier avec leurs machettes. Mary est si affolée que, pour quitter le bidonville, elle préfère louer les services de la police pour l'escorter, moyennant 2 000 shillings (près de 23 euros). Elle n'est pas la seule. Un peu partout, des camions ou des charrettes chargées de canapés, d'armoires, de matelas. Des familles qui, comme elle, préfèrent la fuite.

Des fantômes qui restent le jour, mais hantent la nuit les rues pour le contrôle des bidonvilles

Hopkins regarde ainsi son quartier se vider. Le ventre rond, le visage bien rempli et le portable vissé à l'oreille, c'est l'un des chefs du bidonville. Un de ces leaders qui règnent sur quelques rues à peine. Vendredi, il a pourtant participé à une réunion. Des représentants des deux communautés rassemblés pour tenter une conciliation, sous l'égide d'un médiateur neutre, un membre de l'ethnie Luhya. "Nous sommes tous d'accord pour mettre fin à ce bain de sang", assure Hopkins. Après la réunion, les chefs sont allés voir les habitants. "Nous tentons de les convaincre de rester en place." Le chef de quartier n'est pas dupe. Le calme est très précaire. Vendredi matin, encore, des affrontements ont eu lieu.

LES PRIX FLAMBENT

D'une rue à l'autre, l'ambiance change. Dans l'une, des rangées d'échoppes qui ont rouvert leur porte, des habitants qui circulent tranquillement. Puis d'un coup, plus rien, des ruelles désertes. Des petits immeubles aux façades très

endommagées, entièrement vides. Un peu plus loin, c'est un ensemble entier de maisons qui a été dévasté par les flammes. A l'entrée de la plupart des territoires - les frontières sont invisibles aux yeux d'un étranger -, des groupes d'hommes assurent la sécurité de leur zone. Ils restent là toute la journée, toute la nuit aussi. Pour guetter la moindre attaque. Et mettre en déroute voleurs et pillards, qui rodent autour des maisons abandonnées. Certains cherchent juste de quoi manger. "Les gens n'ont plus rien à se mettre sous la dent, confirme Hopkins. Ils n'ont pas de travail et les prix ont flambé." Un seul oeuf vaut dix shillings, contre cinq la semaine dernière. Le prix de la farine a aussi augmenté. "Où est la Croix-Rouge ? s'énerve un jeune homme. On ne les a pas vus. Toute l'aide est concentrée dans l'ouest du pays." Des distributions organisées dans d'autres quartiers ont même parfois tourné au pillage, contraignant la Croix-Rouge à rebrousser chemin. Destruction effectuée systématiquement par le feu

Les Nations Unies estiment à 250 000 le nombre de personnes déplacées par les affrontements.

Et malgré le retour au calme, la solution politique ne semble guère en vue. L'offre hier du président Kibaki de former un gouvernement d'union nationale a immédiatement été rejetée par l'opposition. Son leader Raila Odinga continue de réclamer la démission de son rival, comme préalable à tout arrangement négocié dans un cadre international. Un bras de fer intenable. Dans son camp de fortune, à la tombée de la nuit et du froid, Christopher ne veut même pas entendre parler de ça : "Kibaki, Odinga, tous les mêmes. On veut juste une meilleure vie." Lui, il n'a même pas voté.

06 janvier 2008 Les démons libérés du Kenya

En cet après-midi d'émeutes, de violence et de mort, la surface lisse du Kenya continue de crever, révélant la face cachée du pays des safaris. Une face d'inégalités, de misère dure comme la vie dans les bidonvilles, dure comme les coups qu'y assènent les gangs à composition ethnique, dure aussi comme la violence manipulée par les responsables politiques en temps d'élection.

Depuis l'annonce très contestée des résultats du scrutin présidentiel, le 30 décembre 2007, ce mélange a explosé, bousculant les prouesses de l'économie, le dynamisme national et les perspectives alléchantes de la Bourse de Nairobi. Depuis que les partisans de Raila Odinga, le chef de l'opposition, ont entamé des émeutes de protestation contre la "victoire volée" de leur candidat face au président Mwai Kibaki, la querelle politique a pris une tournure à la fois générale, violente et ethnique. Soudain, le Kenya, étourdi par sa croissance des années passées, redécouvre ses tensions, dont un certain nombre recoupe les lignes de partages ethniques.

Le nombre des victimes se passe de commentaire

Le président Mwai Kibaki appartient au groupe des Kikuyu, le plus important numériquement du pays (20 % de la population), influent depuis la période coloniale, fort d'entrepreneurs prospères qui finiraient presque par faire oublier que ses rangs comptent aussi des hordes de miséreux. En face, l'opposition est menée par Raila Odinga, un Luo de l'ouest du pays. Depuis l'indépendance, les Luo attendent impatiemment le jour où l'un des leurs deviendra président, offrant aux siens la promesse d'accéder, accrochés à une gigantesque cordée, à la corne d'abondance du pouvoir. Pour l'anecdote, le père de Barack Obama, le candidat démocrate américain, est un Luo.

Autour gravitent de nombreuses autres ethnies, dont les leaders jouent, depuis quatre décennies, un jeu complexe d'alliances et de trahisons au gré de leurs fortunes personnelles, maquillées sans vergogne en confrontations ethniques. Et la manipulation fonctionne, comme l'ont analysé les auteurs, David Throup et Charles Hornsby, d'un livre de référence sur la politique kényane (*Multi-Party Politics in Kenya*) : "Depuis le début du multipartisme au Kenya, l'appartenance ethnique s'est révélée nettement plus importante que les idéologies pour déterminer les loyautés politiques."

Le bidonville de Mathare, à l'est de Nairobi, constitue une illustration tragique de cette remarque. Jeudi 3 janvier, il a des airs de champ de bataille. La nourriture manque, la peur est partout. Des hommes circulent, armés de machettes et de rungus (casse-tête), tous partisans de l'opposition. Devant eux s'étend un champ de tôles noircies et entremêlées, le reste d'un quartier habité majoritairement par des Kikuyu. "Il a fallu brûler tout ce quartier que vous voyez, c'était le repère des Kikuyu", explique tranquillement Collins.

Les bidonvilles semblent être contrôlés, apaisement ou calme avant la tempête

"KIBAKI VEUT DU SANG"

Des rafales d'armes automatiques se font entendre du côté du quartier voisin d'Huruma. "Les Kikuyu nous attaquent. Il faut bien qu'on se défende", crie un homme, bonnet enfoncé jusqu'à des yeux rougis par le bangi (marijuana). Geoffrey Ndjeka, épais gourdin en main, l'interrompt : "Quand ils tombent sur un Luo, ils lui coupent la tête. Si Raila ne devient pas président pour arrêter tout ça, le chaos va vraiment commencer. Kibaki veut du sang ? Il va en avoir !"

Un peu plus loin, Dick Odhiambo Seya, sinistre, promet encore des morts : "Vous partez déjà ? Descendez plutôt vers la rivière, il y a deux morts. Sinon, revenez bientôt, vous verrez, nous allons faire toutes sortes de choses merveilleuses." Il devient difficile, désormais, de distinguer les simples citoyens des membres des gangs à composition ethnique, qui se livrent depuis longtemps des batailles rangées pour le contrôle des bidonvilles, où ils prélevent des taxes éhontées sur les toilettes, les robinets collectifs et les transports en commun.

Nouvel incident ce jour dans un bidonville de la capitale, l'armée a fait usage de ses armes

Au sein des Kikuyu, majoritairement chrétiens comme les autres Kényans, est né dans les années 1990 un culte, les Mungiki, qui vénèrent un dieu ancestral. A l'origine concentrés sur le retour à leurs racines pré-coloniales, les Mungiki versent aussi dans le banditisme. Ils manient la machette dans des groupes de miliciens engagés discrètement par des responsables politiques.

Comme l'innocence et la neutralité, à Mathare, ne sont pas des concepts opératoires, l'éclosion des troubles a entraîné un séisme ethnique. Puisque la guerre avec les Mungiki est déclarée, la chasse aux Kikuyu est ouverte pour les miliciens des ethnies rivales. Les rares commerces qui leur appartenaient ont été pillés et incendiés. Les derniers Kikuyu du quartier sont en train de fuir, des ballots sur la tête. Ailleurs, dans d'autres quartiers, c'est l'inverse exactement qui se produit et chaque communauté commence à ouvrir des "camps de déplacés".

05 janvier 2008

Levée du couvre feu à Kisumu

Les autorités annoncent la levée du couvre-feu dans la ville de Kisumu tandis que l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch appelle à une enquête indépendante sur les élections.

Le couvre-feu imposé lundi dans la ville de Kisumu (ouest du Kenya), ville la plus touchée par les violences politico-ethniques qui ont suivi les élections générales du 27 décembre, a été levé, a annoncé samedi 5 janvier un haut responsable de la police kényane.

"Tout est maintenant normal et les gens vaquent à leurs occupations", a indiqué de son côté le commandant de la police provinciale, Grace Kaindi. La police avait imposé lundi un couvre-feu diurne de 06h00 à 18h00 à Kisumu, bastion du chef de l'opposition kényane Raila Odinga, avec ordre de tirer à vue sur ceux qui le violeraient.

AU MOINS 360 MORTS

Les violences engendrées par la contestation des résultats des élections générales ont fait au moins 360 morts au Kenya depuis le 27 décembre, date du scrutin. Plus de 360 personnes ont été tuées au Kenya depuis le vote du 27 décembre et la réélection du président Mwai Kibaki, contestée par le chef de l'opposition Raila Odinga qui l'accuse de fraudes sur 300.000 voix. Le Mouvement démocratique orange (ODM) de Raila Odinga a appelé vendredi à la tenue, d'ici trois mois, d'"une nouvelle élection du président selon des règles du jeu transparentes et démocratiques". Les autorités ont opposé un refus ferme.

Cette femme demande de l'aide aux forces de l'ordre

ENQUÊTE INDEPENDANTE RECLAMÉE

Vendredi 4 janvier, l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a appelé à une enquête indépendante sur les élections au Kenya, affirmant que le pays risquait de connaître de nouvelles violences s'il n'acceptait pas une enquête entièrement transparente.

Dans un communiqué, Georgette Gagnon (adjointe au directeur de HRW chargé de l'Afrique) a indiqué que "des preuves de fraudes électoralles sérieuses ont contribué à déclencher la violence au Kenya". Elle a ajouté qu'"un examen indépendant et transparent du décompte du scrutin est requis de façon urgente". Selon l'organisation basée aux

Etats-Unis, l'enquête devrait inclure une participation internationale et respecter un calendrier précis.

05 janvier 2008

Raila Odinga refuse de participer à un gouvernement provisoire. Le président Mwai Kibaki s'est déclaré "prêt à former un gouvernement d'union nationale qui non seulement rassemblerait tous les Kényans mais aiderait au processus de cicatrisation et de réconciliation". L'opposant Raila Odinga lui rappelle son illégitimité.

Raila Odinga, le chef de l'opposition échoué à l'élection présidentielle kényane, a réaffirmé samedi 5 janvier que le président officiellement réélu, Mwai Kibaki, était au pouvoir "illégalement". Cette déclaration intervient après qu'un communiqué de la présidence kényane indique que le président Mwai Kibaki est "prêt à former un gouvernement d'union nationale qui non seulement rassemblerait tous les Kényans mais aiderait au processus de cicatrisation et de réconciliation".

MEDIATION AMERICAINE

Cette annonce a été faite après une rencontre avec Jendayi Frazer, sous-secrétaire d'Etat adjointe chargée des Affaires Africaines, envoyée au Kenya pour rencontrer les membres de l'opposition et le chef de l'Etat.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a demandé à Jendayi Frazer "de se rendre au Kenya et de rencontrer les deux dirigeants politiques ainsi que des représentants de la société civile kényane pour voir quelles idées ils pourraient trouver pour sortir de cette crise politique".

Avant de rencontrer Mwai Kibaki, Jendayi Frazer s'est entretenue samedi matin avec Raila Ikinga, le chef de l'opposition kényane, de la crise politique et humanitaire.

Mwai Kibaki président du Kenya

250.000 DEPLACES

Le pays a connu une semaine de violences politico-ethniques, déclenchées par la réélection rejetée par l'opposition du président Mwai Kibaki le 27 décembre dernier. Les affrontements ont fait 360 morts, et ont entraîné le déplacement de 250.000 personnes selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), qui estime "entre 400.000 et 500.000" le nombre de personnes affectées par le conflit.

Mercredi, le gouvernement kényan avait clairement fait savoir qu'il jugeait inutile toute médiation internationale et rejeté la demande de l'opposition qui réclamait la tenue de nouvelles élections.

LENT RETOUR AU CALME

Le retour au calme amorcé ces deux derniers jours se confirme, Nairobi la capitale retrouvait peu à peu son aspect habituel samedi. A Kisumu, bastion de Raila Odinga et ville la plus touchée par les violences, le couvre-feu imposé lundi a été levé, a annoncé un haut responsable de la police.

"Tout est maintenant normal et les gens vaquent à leurs occupations", a indiqué de son côté le commandant de la police provinciale. Les commerces ont rouvert et la police a escorté dans la matinée un convoi de déplacés qui rejoignaient Nairobi.

L'AIDE HUMANITAIRE S'ORGANISE

L'aide humanitaire commence tout juste à s'organiser mais les violences ont gravement perturbé l'économie et les transports routiers. Quasiment tout acheminement de nourriture est "gelé depuis plusieurs jours dans l'ouest du Kenya "en raison de l'insécurité", a souligné le PAM, rappelant que la crise touche aussi l'Ouganda, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et le sud du Soudan.

Face à cette situation, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est entretenu vendredi au téléphone avec les deux partis les priants "de régler leurs différends par le dialogue", selon l'ONU.

04 janvier 2008 Le gouvernement kényan ne cédera pas. Le gouvernement exclut la tenue d'une nouvelle élection présidentielle, à moins qu'une décision de justice ne l'y oblige. Une hypothèse jugée hautement improbable.

«Le gouvernement ne cédera jamais au chantage. Les gens devraient cesser d'utiliser la violence pour obtenir de nouvelles élections». Dans une déclaration à la presse, le porte-parole du gouvernement kényan, Alfred Mutua, a annoncé clairement, vendredi, le refus du président Kibaki d'organiser un nouveau scrutin présidentiel. Un peu plus tôt, le Mouvement démocratique orange (ODM) du chef de l'opposition Raila Odinga, arrivé officiellement deuxième du scrutin du 27 décembre, avait demandé un nouveau vote dans les trois mois.

«Si la justice ordonne une nouvelle élection, cela sera fait», a en revanche nuancé le porte-parole. «Le président acceptera une décision de justice». Mais depuis la proclamation des résultats dimanche, Raila Odinga a répété à plusieurs reprises qu'il refusait de porter le contentieux devant la justice, arguant que les tribunaux étaient contrôlés par des juges nommés par Mwai Kibaki.

La possibilité de la tenue d'une nouvelle élection a été jugée hautement improbable par un haut responsable du gouvernement s'exprimant sous couvert d'anonymat. «Le gouvernement sait parfaitement que cette opposition essaie par tous les moyens d'obtenir le pouvoir (...) C'est pour cela qu'ils appellent à de nouvelles élections», a-t-il déclaré.

CALME RELATIF VENDREDI

Dans la capitale kényane quadrillée par les forces paramilitaires, la tension est retombée par rapport à jeudi. En revanche, la police paramilitaire quadrille toujours le grand parc public du centre, Uhuru Park, où l'ODM, comme la veille, avait appelé ses partisans à se rassembler. Aux abords de Kibera, le grand bidonville de Nairobi et fief de Raila Odinga, la police est de nouveau déployée en masse.

Entretien de l'archevêque Desmon Tutu et du président ce vendredi 04 janvier

Vendredi toujours, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a indiqué que le chef de l'Etat était «ouvert» à la négociation d'un gouvernement de coalition avec l'opposition, après avoir rencontré Kibaki et Odinga. Sur le plan diplomatique, la secrétaire d'Etat adjointe américaine chargée des Affaires africaines, Jendayi Frazer, est attendue le jour même à Nairobi.

L'annonce des résultats du scrutin ont plongé le Kenya dans le chaos. Outre les morts (au moins 356, selon un bilan établi par l'Agence France-Presse), les violences politico-ethniques ont fait environ 100.000 déplacés, selon la Croix-Rouge kényane.

04 janvier 2008 L'opposition demande une nouvelle élection Le parti de Raila Odinga estime qu'elle peut avoir lieu dans trois mois. Le gouvernement interdit toujours toute manifestation de ses partisans. Bernard Kouchner affirme que le scrutin, à l'origine des violences qui ont éclaté en début de semaine, était truqué. L'opposition kényane a demandé vendredi l'organisation d'ici trois mois d'une nouvelle présidentielle, tandis que les forces de l'ordre quadrillaient Nairobi pour empêcher, comme la veille, toute manifestation des partisans du chef de l'opposition, Raila Odinga. "La route à suivre impliquera un accord de transition durant lequel des préparatifs sérieux pourront être faits pour une nouvelle élection du président selon des règles du jeu qui seront transparentes et démocratiques", a déclaré à la presse Anyang Nyongo, secrétaire général du Mouvement démocratique orange (ODM) de M. Odinga. "Cela, au regard de nos conditions, peut être fait en moins de trois mois", a-t-il ajouté. Vendredi, la tension était nettement moins perceptible dans la capitale du Kenya que la veille. Des commerces et des banques avaient rouvert et la circulation automobile reprenait au fil des heures. Toute la journée de jeudi, la police avait eu recours aux canons à eau, aux tirs en l'air à balles réelles et aux gaz lacrymogènes pour contenir les manifestants aux abords de Kibera, bidonville de Nairobi et fief de M. Odinga. L'utilisation des canons à eau pour disperser les manifestants près de Kibera La police paramilitaire (GSU) quadrillait toujours vendredi le grand parc public du centre, Uhuru Park, où l'ODM a appelé ses partisans à se rassembler. Aux abords de Kibera, la police était de nouveau déployée en masse. Aucun incident n'était signalé vendredi à la mi-journée et aucune barricade de manifestants n'était visible, contrairement à jeudi. "Nous avertissons une nouvelle fois que nous n'autoriserons personne à tenir un rassemblement en ville. De tels meetings ont été interdits", a indiqué le porte-parole de la police, Eric Kiraithe. La police a par ailleurs annoncé qu'elle enquêtait sur l'implication présumée d'un homme politique de l'opposition dans l'incendie criminel d'une église qui a fait au moins 35 morts mardi dans l'ouest du pays. "Nous enquêtons sur un homme politique de l'opposition suspecté d'avoir fourni des armes blanches et de l'alcool et encouragé la foule qui a attaqué l'église, dans le but de l'inculper", a déclaré M. Kiraithe. Sur le plan diplomatique, après l'échec apparent d'une médiation Union africaine-Commonwealth, la secrétaire d'Etat adjointe américaine chargée des Affaires africaines, Jendayi Frazer, était attendue vendredi à Nairobi. Elle a mission de promouvoir un dialogue entre Raila Odinga et le président Mwai Kibaki, dont l'élection contestée a provoqué des violences politico-ethniques qui ont fait plus de 350 morts depuis le scrutin du 27 décembre. Le président Kibaki a également rencontré vendredi le prix Nobel de la paix sud-africain, l'archevêque Desmond Tutu, qui a proposé ses bons offices dans la crise et s'était déjà entretenu jeudi avec M. Odinga. Le ministre français des Affaires étrangères,

Bernard Kouchner, a estimé vendredi que les élections au Kenya avaient été "truquées". "On dit c'est une guerre ethnique, oui, mais c'est aussi une guerre pour la démocratie. Est-ce que les élections ont été truquées ou non? Je le pense, beaucoup le pensent", a-t-il déclaré à Paris sur une radio privée. Recherche des disparus à la morgue Outre les morts, les violences politico-ethniques ont fait également environ 100.000 déplacés, selon la Croix-Rouge kényane. En revanche, les autorités kényanes ont affirmé jeudi que la sécurité des touristes étrangers était assurée. Le tourisme est une des principales ressources du pays, dont l'économie est paralysée depuis le 27 décembre. Cette paralysie entraîne des pénuries de carburant dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et des Grands Lacs, qui utilisent le port kényan de Mombasa, sur l'océan Indien, pour leurs importations de produits pétroliers. Ainsi à Kigali, de longues files d'attente se sont formées vendredi matin devant les stations-service, le gouvernement ayant décidé de rationner les ventes de carburant afin d'éviter une rupture des stocks. 04 janvier 2008 Le gouvernement kényan exclut une nouvelle élection Le camp de Mwai Kibaki refuse la demande de l'actuelle opposition d'organiser un nouveau scrutin dans les trois mois... tout en laissant une porte ouverte au cas où la justice invaliderait les élections. Le gouvernement kényan a annoncé vendredi 4 janvier qu'il excluait la tenue d'une nouvelle présidentielle dans les trois mois, comme réclamé plus tôt dans la journée par l'opposition qui conteste la réélection du président Mwai Kibaki. "Le gouvernement ne cédera jamais au chantage. Les gens devraient cesser d'utiliser la violence comme forme de chantage" pour obtenir de nouvelles élections, a déclaré à la presse le porte-parole du gouvernement, Alfred Mutua.

"Ceux qui veulent vraiment la paix ne violent pas, ne brûlent pas les églises, ne tuent pas. Le Kenya n'est pas une république bananière. Nous ne sommes pas confrontés à une guerre civile. Nous avons une opposition et un gouvernement élu. Il n'y a pas de vide" du pouvoir, a insisté peu après le même porte-parole, interrogé par l'agence Reuters.

Mwai Kibaki, réélu le 27 décembre dans des conditions contestées, pourrait cependant accepter de se soumettre à un nouveau scrutin si la justice se prononce en ce sens, a poursuivi le porte-parole, toujours interrogé par l'agence britannique. "Il accepterait même une nouvelle élection, à condition que la Constitution soit respectée. Si la justice le décide, il pourrait l'accepter", a déclaré Alfred Mutua

TENSION MOINS GRANDE A NAIROBI

"Nous avons assisté à un recul des violences insensées", s'est par ailleurs félicité Mutua.

Arrêt des pillages et reprise de la vie normale

De fait vendredi, les forces de l'ordre quadrillaient toujours Nairobi pour empêcher, toute manifestation des partisans du chef de l'opposition, Raila Odinga. La tension était toutefois nettement moins palpable dans la capitale du Kenya que la veille. Des commerces et des banques avaient rouvert et la circulation automobile reprenait au fil des heures. Toute la journée de jeudi, la police avait eu recours aux canons à eau, aux tirs en l'air à balles réelles et aux gaz lacrymogènes pour contenir les manifestants aux abords de Kibera, bidonville de Nairobi et fief de Raila Odinga.

LE FIEF D'ODINGA SOUS SURVEILLANCE

La police paramilitaire (GSU) contrôlait toujours le grand parc public du centre, Uhuru Park, où l'ODM a appelé ses partisans à se rassembler. Aux abords de Kibera, le fief de Raila Odinga, la police était de nouveau déployée en masse. Aucun incident n'était signalé vendredi à la mi-journée et aucune barricade de manifestants n'était visible, contrairement à jeudi.

Les manifestants sous contrôle des forces de l'ordre

ARRIVEE D'UNE EMISSAIRE AMERICAINE

Sur le plan diplomatique, après l'échec apparent d'une médiation Union africaine-Commonwealth, la secrétaire d'Etat adjointe américaine chargée des Affaires africaines, Jendayi Frazer, était attendue vendredi à Nairobi. Elle a mission de promouvoir un dialogue entre Raila Odinga et le président Mwai Kibaki, dont l'élection contestée a provoqué des violences politico-ethniques qui ont fait plus de 350 morts depuis le scrutin du 27 décembre.

Le président Kibaki a également rencontré vendredi le prix Nobel de la paix sud-africain, l'archevêque Desmond Tutu,

qui a proposé ses bons offices dans la crise et s'était déjà entretenu jeudi avec Raila Odinga.

100.000 DEPLACES

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a estimé vendredi que les élections au Kenya avaient été "truquées". Outre les morts, les violences politico-ethniques ont fait également environ 100.000 déplacés, selon la Croix-Rouge kényane. En revanche, les autorités kényanes ont affirmé jeudi que la sécurité des touristes étrangers était assurée. Le tourisme est une des principales ressources du pays, dont l'économie est paralysée depuis le 27 décembre. 04 janvier 2008 NAIROBI (Reuters) - Les sympathisants de l'opposition kényane ne se sont pas mobilisés après les appels au rassemblement, tandis que le gouvernement se dit prêt à accepter un nouveau scrutin si la justice le demandait.

Le président Mwai Kibaki "accepterait même une nouvelle élection, à condition que la Constitution soit respectée. Si la justice le décide, il pourrait l'accepter", a déclaré son porte-parole Alfred Mutua.

Le mouvement démocratique orange, parti de l'opposant Raila Odinga qui accuse Kibaki d'avoir fraudé lors des élections du 27 décembre, estime que le système judiciaire, contrôlé par l'entourage du président, ne prendra jamais une telle décision. Dans le centre de la capitale, où le parti d'Odinga avait appelé à la mobilisation, aucune manifestation n'a eu lieu.

"Nous sommes fatigués, nous ne défilerons pas. Que les combats s'arrêtent!", a déclaré Samuel Muhati, un habitant de bidonville de Mathare, où des milliers de manifestants avaient affronté la police, jeudi.

Quel avenir pour le Kenya à présent ?

Alors que la situation à Nairobi reprenait au moins l'apparence de la normalité et que le trafic revenait dans les rues, la police a tiré des gaz lacrymogènes à Mombasa contre quelque 200 manifestants musulmans opposés au gouvernement, qui s'étaient rassemblés après les prières du vendredi.

La vice-secrétaire d'Etat américaine aux Affaires africaines, Jendayi Frazer, est attendue vendredi soir à Nairobi où elle doit rencontrer Odinga et Kibaki, dont la réélection a déclenché de graves violences dans l'ancienne colonie britannique.

"Ils ont l'occasion de parvenir à une sorte d'accord qui aidera à panser les plaies", a déclaré à Reuters le président américain George Bush.

L'opposition avait annulé jeudi un premier rassemblement à la suite de heurts entre les forces de l'ordre et des militants.

Plus de 300 personnes ont été tuées depuis le début des violences, certaines dans des affrontements entre police et manifestants, les autres dans des violences ethniques. Au moins 100.000 personnes ont fui leurs foyers.

Alliés à d'autres groupes ethniques, les Luos fidèles à Odinga s'opposent aux Kikuyus, tribu dont Kibaki est issu et jugée favorisée politiquement et économiquement.

RÉPUBLIQUE BANANIÈRE

Alors que les efforts de la communauté internationale pour rapprocher les deux rivaux n'ont pour l'instant pas donné de résultat, l'impatience monte chez les Kényans.

"Malgré l'inquiétude évoquée de part et d'autre quant à la dangerosité de la situation au Kenya et les déclarations publiques de volonté de dialogue, les affrontements submergent encore les voix de la raison", écrit le quotidien Daily Nation.

Incompréhension d'une partie de la population devant l'ampleur de la situation

En dépit d'appels de plus en plus insistants à la formation d'un gouvernement d'union nationale, ni Kibaki ni Odinga ne semblent prêts à envisager cette option, le second affirmant être le président légitime à l'issue du scrutin.

Le secrétaire général du parti d'Odinga, le Mouvement démocratique orange (MDO), a réclamé la démission de Kibaki et la mise en place d'un processus de transition avant la tenue d'une nouvelle élection - "dans trois mois maximum", a précisé Anyang Nyong'o.

Mgr Desmond Tutu, archevêque anglican sud-africain qui fait office de médiateur, a rapporté, lui, que le président kényan n'était "pas hostile à la formation de coalitions mais qu'il devait y avoir clairement reconnaissance qu'il existe une autorité qui gouverne ce pays".

Après une semaine d'agitation les premières pénuries se font sentir

Les Kényans sont également atterrés de voir une telle crise s'emparer de leur pays, destination touristique prisée et base logistique pour les diplomates, journalistes et organisations humanitaires actives en Afrique de l'Est.

"Les images de république bananière qui passent sur toutes les grandes chaînes occidentales, dans les journaux, sur les sites internet, montrant des corps à la morgue, des violences policières et des guerriers tribaux brandissant haches et machettes, tout cela est terrifiant et écoeurant", écrit l'éditorialiste Fred Mudhai.

Les répercussions économiques de la crise commencent à se faire sentir et la Banque mondiale a mis en garde contre des dégâts infligés à l'économie du Kenya et des pays voisins qui dépendent de Nairobi. L'Ouganda, le Rwanda et le Burundi subissent déjà des pénuries de carburant, le conflit paralysant l'activité du port de Mombasa.

Pour Kibkoech Tanui, rédacteur en chef au journal Standard, laisser Kibaki poursuivre son nouveau mandat de cinq ans malgré la façon suspecte dont il l'a remporté serait un moindre mal si cela permettait la fin des massacres, comme celui des 30 Kikuyus qui ont péri dans l'incendie volontaire de l'église d'Eldoret où ils s'étaient abrités.

"J'essuierai mes larmes et j'oublierai que j'ai été trompé si la seule autre issue possible est de voir des églises transformées en bûchers pour des enfants qui ignorent encore qui dirige le Kenya", écrit-il. 03 janvier 2008 Le président de l'UA ne se rendra pas à Nairobi John Kuofor était pressenti pour une médiation conjointe UA-Commonwealth sur la crise kényane. Il pourrait néanmoins se rendre à Nairobi ultérieurement. a venue au Kenya du président de l'Union africaine (UA) John Kufuor, pressenti par le Premier ministre britannique Gordon Brown pour une médiation conjointe UA-Commonwealth sur la crise kényane, n'est plus d'actualité, a fait savoir, jeudi 3 janvier, le Commonwealth à Nairobi. "Le Président Kufuor ne vient plus", a déclaré à l'AFP le porte-parole du Commonwealth Julius Munguizi, précisant toutefois que le président ghanéen pourrait se rendre au Kenya ultérieurement. De son côté, l'ancien président de la Sierra Leone Ahmed Teja Kabbah, à la tête de la mission d'observation du Commonwealth pour les élections générales kényanes du 27 décembre, a quitté Nairobi jeudi, laissant mal augurer d'une médiation conjointe des deux organisations.

KOUFOR N'ETAIT PAS LE BIENVENU

John Kufuor, président du Ghana qui assure la présidence de l'Union africaine, se préparait mercredi à une mission de médiation au Kenya, où les violences postélectorales ont fait plus de 300 morts.

Mercredi, le gouvernement kényan s'est dit ouvert au dialogue mais a estimé que la situation ne nécessitait pas de médiation, au moment où les efforts diplomatiques s'intensifient pour tenter de résoudre la crise née de la réélection contestée du président Mwai Kibaki. Le camp présidentiel aurait pris ombrage de l'annonce de cette possible médiation depuis Londres, dont les relations avec son ancienne colonie se sont refroidies récemment. "Ces remarques par le n°10 (Downing Street, résidence du Premier ministre britannique) n'étaient pas utiles (...) il est clair que le président Kufuor n'était pas le bienvenu", a expliqué un responsable africain sous couvert de l'anonymat. Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, avait lui-même appelé mardi John Kufuor et l'ancien président sierra-léonais Ahmad Tejan Kabbah, qui dirige la mission d'observation électorale du Commonwealth, à intervenir au Kenya.

KIVUITU : " MÊME DESMOND TUTU M'A APPELE "

Desmond Tutu, ancien archevêque du Cap et militant respecté de la paix sur le continent africain, est arrivé lui dès mercredi à Nairobi, rapportent les médias kényans. "Même Desmond Tutu m'a appelé d'Afrique du Sud et m'a dit qu'il souhaitait me rencontrer", a dit le président de la commission des élections, Samuel Kivuitu. Samuel Kivuitu, qui a déclaré dimanche Kibaki vainqueur de l'élection présidentielle, a dit à la presse qu'il "ne savait pas" si le président l'avait vraiment emporté. (avec Reuters et AFP). 03 janvier 2008 9 morts dans des violences Selon un nouveau bilan, neuf personnes ont été tuées aujourd'hui au Kenya, dont au moins six par la police, dans les violences politico-ethniques qui secouent le pays depuis les élections générales contestées du 27 décembre. Trois personnes ont été tuées par la police à Mingori, une localité de l'ouest du pays, lorsqu'un groupe de manifestants a encerclé un poste de police. A Nairobi, "un homme a été électrocuté par un câble électrique qui avait été sectionné par une balle tirée par la police",

selon une source policière. Le temps est venu d'évacuer et de secourir les populations victimes des atrocités. Toujours dans la capitale kényane, des policiers ont tué trois hommes et sept ont été blessés lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur un groupe de sympathisants de l'opposition dans le secteur de Rongo. Deux autres civils ont été tués près de la réserve Maasai Mara, dans la Rift Valley, a également annoncé un commandant de la police.

03 janvier 2008 L'ancien coureur Lucas Sang tué L'athlète Lucas Sang, membre de l'équipe kényane du relais 4x400 m aux jeux Olympiques de Séoul en 1988, a été tué près de son domicile de Eldoret (ouest). Sang a été tué alors qu'il rentrait chez lui à Eldoret où au moins 35 personnes ont été brûlées vives le même jour dans une église où elles s'étaient réfugiées pour fuir les violences ayant éclaté à l'issue des élections générales du 27 décembre.

"Il était en train de rentrer chez lui à pied quand il a été attaqué", a déclaré Moses Tanui, ancien champion du monde du 10.000 m et associé en affaires de Lucas Sang. Après avoir débuté sa carrière sur le tour de piste, Sang s'était ensuite spécialisé sur 800 m. Depuis sa retraite sportive, il s'était reconvertis dans l'exploitation agricole.

Lucas Sand à droite de la photo est mort en rentrant chez lui

Les violences politico-ethniques ayant suivi le scrutin ont causé la mort de 346 personnes, selon un bilan établi à partir de sources policières et hospitalières et de plusieurs morgues.

03 janvier 2008 Le président se dit prêt au dialogue Mwai Kibaki, réélu le 27 décembre lors d'un scrutin contesté, fait un geste pour rétablir le calme au Kenya. «Je suis prêt à avoir un dialogue avec les parties concernées une fois que la nation sera calme et que la température politique aura suffisamment baissé pour un engagement constructif et productif de toutes les parties». C'est ce qu'a déclaré jeudi à Nairobi le président du Kenya, Mwai Kibaki, dont la réélection contestée le 27 décembre a provoqué des émeutes dans le pays. Intervention de la police anti-émeute jusque dans les bidonvilles La police anti-émeute est intervenue jeudi matin à coup de gaz lacrymogène et canons à eau pour disperser des partisans de l'opposition venus manifester dans la capitale. Le grand rassemblement prévu a donc été annulé, et reporté au 8 janvier. Est-ce reculer pour mieux revenir en force ? «Nous sommes des pacifistes qui ne veulent pas de violence», a déclaré William Ruto, un des principaux responsables du parti d'opposition. Et de poursuivre : «Nous serons là jusqu'à ce que la volonté du peuple prévale.» Deux députés de l'opposition ont été arrêtés à Kisumu pour avoir incité à manifester. UN ORGANISME INDEPENDANT POUR VERIFIER LES RESULTATS Les Etats-Unis et l'Union Européenne poussent à la réconciliation nationale au Kenya. Selon une porte-parole du diplomate en chef de l'Union européenne Javier Solana, l'UE et les USA appellent à la formation d'un gouvernement de coalition pour sortir de la crise. Une affirmation nuancée par la suite par les USA, qui précisent : «nous n'allons pas dicter l'issue des discussions entre les deux parties». Le procureur général du Kenya, Amos Wako a demandé jeudi qu'un organisme indépendant vérifie le décompte des voix de la présidentielle contestée. Mais selon lui, seule la Cour constitutionnelle peut annuler la réélection du chef de l'Etat. Par ailleurs, la venue au Kenya du président de l'Union africaine (UA) John Kufuor a été annulée jeudi. Le président ghanéen était pressenti par le premier ministre britannique Gordon Brown pour une médiation conjointe UA-Commonwealth. Il pourrait se rendre ultérieurement au Kenya. Le bilan humain des violences politico-ethniques une semaine après le scrutin s'élève à 346 morts. D'après la Croix-Rouge, environ 100.000 personnes ont été déplacées. L'organisation humanitaire a lancé un appel de don de 7,5 millions de dollars pour venir en aide aux populations. Le gouvernement britannique a d'ors et déjà annoncé l'octroi d'une aide d'urgence de 1,34 millions d'euros. La Quai d'Orsay ne s'est pas exprimé. 03 janvier 2008 NAIROBI (Reuters) - Après cinq jours de violences ethniques et plus de 300 morts, qui ont fait craindre à la communauté internationale un "scénario à la rwandaise", les dirigeants rivaux kényans ont opté pour des mesures d'apaisement.

Réélu la semaine dernière dans des conditions controversées, le président Mwai Kibaki a lancé un appel au calme et promis un dialogue politique "avec les parties concernées, une fois que le calme sera revenu dans le pays et que le climat politique sera suffisamment apaisé"

A coups de feu en l'air, de gaz lacrymogènes et de canons à eau, la police a dispersé sans ménagement dans la matinée à Nairobi des milliers de partisans de l'opposition, qui voulaient gagner le parc Uhuru ("liberté" en swahili), où Raila Odinga, rival malheureux de Kibaki à la présidentielle, attendait un million de personnes.

Dispersion par la police des manifestants

Finalement, le Mouvement démocratique orange (MDO) d'Odinga a annulé ce meeting, interdit pour raisons de sécurité, affirmant "ne plus vouloir de pertes en vies humaines", mais il a annoncé un nouveau rassemblement vendredi dans le même parc.

Qualifiant Kibaki, qui l'a devancé officiellement d'un peu plus de 200.000 voix, de "voleur" ayant conservé le pouvoir par un "coup d'Etat civil", Odinga a assuré que "le peuple n'accepterait pas ce trucage des urnes" et qu'il ne voulait "pas non

plus voir un gouvernement tirer sur son peuple".

MEDIATION DE L'UA

Affirmant n'avoir nullement l'intention de remettre en cause la victoire de Kibaki, le procureur général du Kenya s'est prononcé jeudi en faveur d'un nouveau décompte des bulletins de vote "par une personne ou un organisme indépendant faisant consensus", afin d'"apaiser les esprits".

Encore traumatisée par sa passivité lors du génocide de 1994 au Rwanda - un scénario que les analystes jugent improbable dans le contexte kényan, sans l'exclure tout à fait -, la communauté internationale s'est mobilisée pour tenter de trouver une issue à la crise.

Dans un entretien accordé à Reuters, George Bush a exhorté les Kényans à la retenue. "Il est très important pour le peuple du Kenya de ne pas recourir à la violence", a souligné le président américain.

Interrogé sur un éventuel partage du pouvoir entre Kibaki et Odinga, Bush a répondu: "Je crois qu'ils ont une occasion de se rassembler dans une forme d'accord qui contribuera à refermer les plaies de cette élection étroitement divisée."

Le secrétaire d'Etat adjoint américain Jendayi Frazer est attendu vendredi au Kenya. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a téléphoné jeudi matin à Kibaki, après avoir parlé mercredi soir à Odinga, et les a tous deux invités à "trouver une issue politique à la crise politique".

Le chef de l'Etat ghanéen John Kufuor, président en exercice de l'Union africaine, a multiplié les contacts avec ses pairs régionaux pour tenter de trouver un consensus sur les bases d'un médiation de l'UA acceptable par les deux camps kényans.

Kufuor a également été en contact avec le Britannique Gordon Brown, Premier ministre de l'ancienne puissance coloniale, lequel a invité la communauté internationale à soutenir les efforts du Ghanéen, suggérant la mise en place d'un gouvernement d'union.

Le chef de la diplomatie ghanéenne, Akwasi Osei-Adjei, a déclaré à Reuters que Kufuor n'avait pas encore décidé de se rendre à Nairobi, mais que la priorité du président de l'UA était pour le moment d'obtenir une trêve dans les affrontements ethniques entre les partisans de Kibaki, un Kikuyu, et d'Odinga, un Luo.

Après un entretien entre Condoleezza Rice et Javier Solana, porte-parole de la diplomatie européenne, les Etats-Unis et l'UE sont convenus de leur côté de faire pression sur les parties kényanes pour qu'elles s'efforcent de mettre sur pied un gouvernement de coalition.

"IMAGE BRISEE"

Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir déclenché un génocide, et le camp Kibaki a même réclamé que la Cour pénale internationale (CPI) inculpe de nettoyage ethnique et de génocide les leaders du Mouvement démocratique orange d'Odinga, faisant état d'atrocités planifiées dès avant les élections du 27 décembre.

Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir déclenché un génocide

"C'est un pays qui était cité comme un modèle de stabilité. Cette image a été brisée. Je ne crois pas que quiconque puisse rester insensible aux scènes auxquelles on a assisté. Ce n'est pas le Kenya que nous connaissons", s'est désolé l'archevêque anglican et prix Nobel de la paix sud-africain Desmond Tutu, venu à Nairobi offrir ses services.

La Banque mondiale a averti que les violences pourraient annuler les "impressionnantes" performances économiques de l'ancien colonie de la Couronne et nuire aux économies de pays voisins, largement dépendantes du Kenya et de sa façade maritime.

Les transactions ont été interrompues jeudi sur les marchés des changes et à la Bourse de Nairobi, où les valeurs ont chuté de 5% en cinq jours. Les transactions portant sur le thé et le café sont perturbées. Les voyageurs britanniques ont annulé leurs circuits organisés au Kenya.

L'Ouganda, qui a félicité Kibaki de son élection, a fermé sa frontière avec le Kenya après avoir offert refuge à des

centaines de Kikuyus après l'incendie criminel d'une église par des émeutiers, qui a coûté la vie mardi à une trentaine de villageois. 02 janvier 2008 L'Union africaine chargée d'une mission de médiation

ACCRA (Reuters) - John Kufuor, président du Ghana qui assure la présidence de l'Union africaine, se prépare à mercredi à une mission de médiation au Kenya, où les violences postélectorales ont fait plus de 300 morts.

L'archevêque sud-africain Desmond Tutu est arrivé lui à Nairobi pour offrir son aide

Dans l'entourage de Kufuor, on précise que le président ghanéen a passé l'essentiel de sa journée à étudier le dossier, examinant notamment s'il valait mieux qu'il se rende en personne au Kenya ou s'il était préférable d'envoyer une délégation.

Mais le Premier ministre britannique Gordon Brown, qui avait appelé mardi John Kufuor et l'ancien président sierra-léonais Ahmad Tejan Kabbah, qui dirige la mission d'observation électorale du Commonwealth, à intervenir au Kenya, a annoncé que le président ghanéen se rendrait lui-même à Nairobi.

"Je viens de parler au président Kufuor (...) J'ai salué sa décision, qu'il annoncera dans la journée, de se rendre au Kenya. Il rencontrera le président (Mwai) Kibaki et M. (Raila) Odinga demain (jeudi)", annonce Brown dans un communiqué.

Carcasse calcinée d'un mamatu (taxi brousse) après les affrontements

"Il les exhortera à exhorter leurs partisans à mettre fin aux violences et travaillera avec les parties pour s'assurer de la mise en œuvre d'un processus de réconciliation et, peut-être, de la possibilité de voir des personnes qui sont aujourd'hui des adversaires entrer dans un gouvernement d'unité nationale", a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt dans la journée, les services de Kufuor avaient publié un communiqué demandant au président kényan et à son rival malheureux à l'élection présidentielle du 27 décembre de retenir leurs partisans pour éviter de nouvelles violences.

"Kufuor est l'un des représentants les plus crédibles et les plus cohérents de certains aspects progressistes de la politique de l'Union africaine (...) De ce fait, il pourrait être en mesure d'exercer une certaine pression sur Kibaki et Odinga", estime Chris Melville, spécialiste de l'Afrique au sein de la société londonienne Control Risks.

Desmond Tutu, ancien archevêque du Cap et militant respecté de la paix sur le continent africain, est arrivé lui dès mercredi à Nairobi, rapportent les médias kényans.

"Même Desmond Tutu m'a appelé d'Afrique du Sud et m'a dit qu'il souhaitait me rencontrer", a dit le président de la commission des élections, Samuel Kivuitu.

Kivuitu, qui a déclaré dimanche Kibaki vainqueur de l'élection présidentielle, a dit à la presse qu'il "ne savait pas" si le président l'avait vraiment emporté. 02 janvier 2008 Les partisans de Kibaki et d'Odinga se renvoient la balle Le gouvernement du président kényan Mwai Kibaki accuse les partisans de l'opposant Raila Odinga de porter la responsabilité des violences tribales qui déchirent le pays. Les partisans de ce dernier accusent pour leur part la tribu des Kikuyus, celle du président. Ajoutant encore au chaos, le président de la commission électorale, cité mardi par "The Standard", a déclaré: "Je ne sais pas si Kibaki a gagné l'élection." Dimanche, la victoire du chef de l'Etat avait été proclamée avec un peu plus de 200'000 voix d'avance sur son rival, qui faisait pourtant la course en tête dans les sondages et les premiers résultats partiels. Les émeutes semblent avoir diminué d'intensité au Kenya dans la nuit. Au moins huit personnes ont été tuées dans des affrontements à Kisumu (ouest), alors que deux policiers ont succombé à leurs blessures à Kericho (sud-ouest). L'armée et les forces de l'ordre ont pris position dans la capitale Au moins 316 personnes sont mortes dans les violences à la fois politiques et interethniques depuis la réélection contestée de Kibaki, selon un bilan établi par l'AFP sur la base d'informations de la police kényane et d'un employé la morgue de Kisumu. Au moins 70'000 personnes ont pour leur part été déplacées. Des images aériennes de zones de l'ouest du pays montrent des centaines de maisons et huttes incendiées et des barrages routiers installés tous les dix kilomètres sur les routes.

Mardi, au moins 35 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été brûlées vives dans une église en bois située à Kiamba près d'Eldoret (ouest), incendiée par une foule en colère. Elles étaient membres de la tribu Kikuyu. Cette tragédie accentue les inquiétudes sur la suite des événements. Les affrontements sont d'une rare violence pour ce pays La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, et le ministre britannique des affaires étrangères, David Miliband, ont lancé un appel aux dirigeants kényans. Dans un communiqué commun, ils leur ont demandé qu'ils "fassent preuve d'esprit de compromis". 02 janvier 2008NAIROBI - Le chef de l'Union africaine devait arriver mercredi au Kenya pour tenter d'amorcer des discussions de crise, alors que le pays est en proie à des violences ayant causé la mort de plus de 275 personnes depuis la proclamation des résultats de la présidentielle.

Ces violences se sont transformées en affrontements ethniques avec la mort d'une cinquantaine de personnes de l'éthnie kikuyu, brûlées vives mardi dans une église d'Eldoret, dans la région du Rift, par une foule en colère. Des scènes rappelant le génocide du Rwanda en 1994 dans un pays réputé stable de l'Afrique de l'Ouest.

L'évacuation d'un blessé

Le chef de l'Union africaine, le président ghanéen John Kufuor, devait arriver à Nairobi mercredi pour aider à médiation, a précisé la porte-parole de l'UA Habiba Mejri-Cheikh.

Dans le plus ancien quotidien du pays "The Standard", le président de la Commission électorale Samuel Kivuitu a déclaré ne pas savoir "si Kibaki a gagné l'élection". Il indique également avoir fait l'objet de pression pour annoncer rapidement les résultats.

Le président Mwai Kibaki, investi dimanche aussitôt après la proclamation des résultats fortement contestés par l'opposition, a proposé une rencontre à ses opposants, un geste rare chez un homme peu enclin à s'exprimer dans les médias, et qui avait appelé à réprimer les manifestations.

Le candidat de l'opposition candidate Raila Odinga a refusé, précisant qu'il accepterait de le rencontrer s'il déclarait qu'il n'avait pas été élu". Odinga accuse le gouvernement de créer le chaos, jugeant dans un entretien à l'Associated Press que le gouvernement Kibaki "est responsable directement de génocide".

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont salué dans un communiqué commun mercredi l'initiative de l'UA et appelé "tous les dirigeants kenyans à s'engager dans un esprit de compromis qui place les intérêts du Kenya au premier plan".

"La priorité immédiate doit être un appel durable des dirigeants politiques pour que la violence de leurs partisans cesse, assorti d'un processus politique et légal intenses, qui pourrait mener à un avenir uni et pacifique pour le pays", estiment la secrétaire d'Etat américain Condoleezza Rice et son homologue britannique David Miliband.

Ils évoquent également que "des informations indépendantes font état d'irrégularités graves dans le processus de décompte", mais la priorité doit être de trouver un compromis entre le président Mwai Kibaki, et le candidat de l'opposition Raila Odinga. AP 02 janvier 2008NAIROBI (Reuters) - Le gouvernement du président kényan Mwai Kibaki a accusé les partisans de l'opposant Raila Odinga de porter la responsabilité des violences tribales qui ont éclaté après l'élection présidentielle et menacent aujourd'hui de déchirer le pays.

"Les partisans de Raila Odinga sont impliqués dans un nettoyage ethnique", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Alfred Matua, alors qu'on estime à près de 250 le nombre de morts depuis l'élection de jeudi et la victoire contestée de Kibaki aux dépens d'Odinga.

Tentative de manifestation pacifique du ODM

"Nous ne voulons pas que ces faits nuisent à la réputation d'Odinga et qu'il soit considéré comme l'auteur d'un nettoyage ethnique", a ajouté Matua.

Les partisans d'Odinga, qui appartient à la tribu des Luos, accusent à l'inverse la tribu des Kikuyus, celle du président Kibaki, de se livrer elle aussi à un nettoyage ethnique.

Les puissances occidentales ont appelé au calme tandis que la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale au Kenya, a demandé à l'Union africaine et au Commonwealth de tenter de réconcilier Kibaki et Odinga, qui s'accusent mutuellement d'avoir organisé des fraudes lors des élections du 27 décembre.

"Des rapports indépendants font état de graves irrégularités lors du processus de dépouillement", ont déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband et la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice dans un communiqué commun.

Tous deux appellent à la fin des violences et à "un processus politique et légal intensif" pour mettre un terme à la crise.

REPRÉSAILLES

De jeunes hommes armés de machettes surveillaient des barrages routiers mercredi matin à Eldoret dans l'ouest du pays où une trentaine de Kikuyus réfugiés dans une église ont péri mardi dans l'incendie volontaire du bâtiment.

La mobilisation des partisans d'Odinga est toujours aussi intense

Quelque 100.000 Kenyans ont fui leurs foyers, un grand nombre d'entre eux se rendant en Ouganda, tandis que des attaques de représailles faisaient suite à l'incendie de l'église d'Eldoret.

Les bidonvilles voisins de Nairobi étaient calmes mercredi matin, mais selon des habitants, un gang proche des Kikuyus, le Mungiki, a diffusé des tracts prévenant de représailles contre les Luos.

Ajoutant encore au chaos, le président de la commission électorale Samuel Kivuitu, cité mardi par le journal The Standard, a déclaré: "Je ne sais pas si Kibaki a gagné l'élection."

Dimanche, Kivuitu avait déclaré Kibaki vainqueur du scrutin.

Les gouvernements occidentaux ont mis leurs ressortissants en garde contre un séjour au Kenya, destination touristique considérée jusqu'alors comme un pôle de stabilité dans l'est de l'Afrique.

Le président de l'Union africaine, John Kufuor, est attendu mercredi au Kenya, tandis que le Premier ministre britannique Gordon Brown s'est entretenu par téléphone avec les deux rivaux. 02 janvier 2008

NAIROBI - Les appels à l'arrêt des violences au Kenya se multipliaient mercredi après les affrontements interethniques et politiques qui ont fait plus de 300 morts depuis les élections contestées du 27 décembre, menaçant de chaos un pays décrit comme un modèle de stabilité en Afrique. Evènement Dans la capitale, la vie a repris mercredi matin, après une semaine de paralysie totale. Les commerces ont rouvert partiellement. Devant les banques, de longues files de clients attendaient de pouvoir retirer de l'argent. Dans le centre-ville, la police a rétabli la circulation de rues interdites d'accès depuis la semaine dernière et les minibus de transports en commun recommençaient à circuler. En revanche, dans l'Ouest, bastion du chef de l'opposition Raila Odinga, qui rejette la réélection du président M. Wai Kibaki, des violences meurtrières se poursuivaient, selon la police et des témoins. A Kisumu (ouest), une des villes qui a le plus souffert des violences, les corps de huit personnes ont été amenés à la morgue mercredi matin. Selon la chef de la police de la province, les violences de la nuit ont toutefois "baissé" d'intensité par rapport aux deux nuits précédentes. Deux policiers ont été tués à Kericho (sud-ouest), selon la police, portant à au moins 316 le nombre de morts depuis le 27 décembre, selon un bilan établi par l'AFP sur la base de sources policières, hospitalières et de la morgue de Kisumu. Ces violences ont pris à certains endroits un aspect de "nettoyage ethnique", selon un haut responsable de la police, notamment à Eldoret (ouest) où des assaillants ont incendié une église mardi dans laquelle 300 à 400 personnes étaient réfugiées, faisant au moins 35 morts, dont des femmes et des enfants.

La crise politique se transforme malheureusement en crise ethnique

Face à ces affrontements à caractère ethnique, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, et le ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband, ont lancé un appel commun aux dirigeants kényans pour qu'ils "fassent preuve d'esprit de compromis". "Nous nous félicitons de l'appel lancé par l'Union africaine (UA) à mettre fin aux violences et appelons tous les leaders politiques à engager dans un esprit de compromis qui puisse placer les intérêts démocratiques du Kenya en première ligne", ont-ils dit. L'UA et l'Union européenne ont appelé à "la retenue" et au "dialogue" les représentants des deux camps, l'UE souhaitant qu'une "solution crédible et transparente" soit trouvée aux problèmes suscités par la présidentielle. Le Premier ministre britannique Gordon Brown, qui a téléphoné à MM. Kibaki et Odinga, les a appelés à "se parler" et à "explorer la possibilité qu'ils puissent se rassembler dans un gouvernement". Comme en réponse, M. Kibaki a convenu "que les dirigeants des partis politiques devraient se rencontrer immédiatement et appeler publiquement au calme". M. Odinga avait auparavant averti qu'il accepterait de "négocier" avec le président sortant que s'il reconnaissait avoir perdu les élections. "Les voix peuvent être recomptées (...). Nous sommes disposés à faire venir une équipe internationale de juges". M. Odinga avait accusé dimanche M. Kibaki de fraude sur au moins 300.000 voix. L'écart officiel entre les deux candidats est de 231.728 voix. La mission d'observation de l'UE a demandé mardi une enquête indépendante sur les résultats. La presse kényane jugeait mercredi extrêmement sévèrement ses leaders politiques. Dans un commentaire intitulé "Donner une chance à la paix", l'influent quotidien The Nation écrit "qu'on ne peut pas laisser cette folie continuer". "Il agit de sauver les vies d'innocents kényans qui meurent de la plus atroce des façons, pendant que leurs dirigeants continuent de profiter de luxueux salaires payés par les contribuables", ajoute-t-il. Le journal publie sur une pleine page l'appel d'un diplomate et d'un général kényans à la retraite, qui ont participé à des médiations internationales de paix. 02 janvier 2008

Quinze ans de démocratisation réduits à néant

Vous travaillez à Nairobi depuis quatre mois comme chercheur à l'Institut Français de recherche en Afrique (IFRA), quelle est la situation aujourd'hui ? Depuis quelques jours Nairobi était une ville morte, quadrillée par la police. Ce mercredi est le premier jour ouvré depuis le 24 décembre. La circulation reprend doucement, il y a quelques magasins ouverts, mais l'atmosphère reste tendue, surtout à l'ouest du pays. La journée de demain sera un tournant. Raila Odinga a confirmé qu'il organisait une conférence de presse, puis une marche pacifique dans la capitale. Cet appel sera suivi dans tous le pays par les députés de son parti, qui organiseront des marches pacifiques dans leurs circonscriptions. Le rassemblement avait d'abord été interdit, puis il semble que Kibaki ait choisi de laisser à son opposant la liberté de s'exprimer et d'appeler au calme. Mais les forces de police seront sans doute très présentes. Il est très difficile de savoir si cela se passera dans le calme car il y a un vrai risque de confrontation.

Près de 300 personnes sont mortes depuis les résultats de l'élection présidentielle. Quelles sont les raisons qui expliquent le déchaînement d'une telle violence ?

Les raisons sont diverses. Il y a, depuis l'indépendance, des tensions importantes à chaque élection générale. En 2002, cela s'était mieux passé, mais il y avait aussi eu des morts. Cette année, il y a eu de fortes tensions pendant la course aux investitures des députés. Avec le recul, on a l'impression d'une montée en puissance de la violence. Ici, les partis politiques n'ont pas le même sens qu'en Europe. Il y a beaucoup de nomadisme politique. Si un candidat ne trouve pas ce qu'il veut dans un parti, il peut décider d'en changer assez facilement. Et cela participe à renforcer les tensions. Ensuite, il y avait une attente énorme pour Odinga. Une attente de l'ethnie des Luo, mais aussi des couches les plus défavorisées de la population. Odinga avait réussi à traduire en mots leurs souffrances et la croissance des inégalités. Ces gens là se sentent privés de leur vote. En outre, il y a eu, pendant le dépouillement, des tricheries, sans doute des deux côtés. Ca c'est endémique. Mais il y a eu tricherie au niveau des totaux. Des tricheries grossières et éhontées. La participation avait été très importante et au bout du compte, le sentiment qui prédomine est que 10 à 15 ans de démocratisation sont réduits à néant.

Enfin, il y a le problème des ethnies. Certes, il y a des rivalités historiques entre les Luo et les Kykuyu. Mais ces rivalités sont aujourd'hui instrumentalisées politiquement. Les deux partis s'accusent mutuellement de génocide, mais on est encore loin de ce qui s'est passé au Rwanda. En réalité, les politiques font preuve de peu de clairvoyance. En se maintenant à tout prix au pouvoir, Kibaki veut conserver des acquis économiques et satisfaire ceux qui l'ont porté au pouvoir en 2002. Il semble que le peuple ait mieux assimilé les fondamentaux de la démocratie que ses élites.

La communauté internationale appelle au compromis. Peut-elle être entendue? Depuis hier, la plupart des chancelleries européennes ont adopté un ton ferme envers Kibaki. La Maison Blanche, elle aussi, est revenue sur sa position, renforçant un peu plus l'isolement de Kibaki sur la scène internationale. Que va-t-il faire ? Jusqu'où ces pays vont aller pour faire pression sur Kibaki ? C'est difficile à dire. Il y a beaucoup de tractations en arrière-cour en ce moment. Il serait possible de refaire les totaux. Ce qui est certain, c'est qu'Odinga a gagné l'élection. Le chef de la commission électorale a même reconnu avoir subi des pressions de l'entourage de Kibaki. Pour l'instant, les Kenyans subissent une propagande très forte, notamment par SMS. Hier, par exemple, la rumeur selon laquelle Odinga avait été arrêté et emprisonné a couru à Nairobi, entraînant de violentes émeutes dans son fief à Kibera.

Interview de Jérôme Lafargue par Simon Piel 01 janvier 2008 Affrontements interethniques 300 morts et 70.000 déplacés La Croix rouge dénonce "une tuerie insensée" qui dure depuis cinq jours. 50 personnes ont été brûlées vives dans une église. L'opposition dénonce un génocide. Au moins 70.000 personnes ont été déplacées dans l'Ouest du Kenya par les violences qui ont fait au moins 299 morts dans le pays depuis les élections générales du 27 décembre, a indiqué mardi 1er janvier la Croix rouge kényane qui a dénoncé "une tuerie insensée". Des images aériennes de zones de l'ouest du pays montrent des centaines de maisons et huttes incendiées et des barrages routiers installés tous les dix kilomètres sur les routes. Tous les prétextes sont utilisés pour obtenir par la force ce que l'on désire "C'est un désastre national", a déclaré lors d'un point de presse le secrétaire général de l'organisation, Abbas Gullet. Seules les personnes du "bon groupe ethnique" peuvent franchir ces barrages, a-t-il ajouté sans préciser de quelles ethnies étaient originaires les auteurs de ces contrôles.

BLESSES PAR BALLES

- Plus de 100 blessés, dont beaucoup par balles ou par flèches, ont été admis à l'hôpital d'Eldoret (300 km à l'ouest de Nairobi), a-t-il ajouté.

- Plus de 500 personnes sont bloquées à l'aéroport de la ville depuis dimanche et des centaines d'autres ont cherché refuge dans les commissariats de la région, a ajouté Abbas Gullet en dénonçant "une tuerie insensée".

- Au moins 299 personnes ont été tuées au Kenya depuis le 27 décembre dans les violences qui ont accompagné la réélection contestée du président Mwai Kibaki.

BRULES VIFS

Au moins cinquante personnes réfugiées dans une église, dont beaucoup d'enfants, sont mortes mardi dans l'incendie

d'une église où elles étaient réfugiées dans l'ouest du pays, a annoncé un responsable de la Croix-Rouge. C'est une foule en colère qui a mis le feu au bâtiment, selon un témoin et la police.

Le président Mwai Kibaki a demandé aux partis politiques de se réunir immédiatement et il a lancé publiquement un appel au calme, alors que le pays est confronté depuis cinq jours à des violences qui ont fait au moins 228 morts. Le leader de l'opposition kenyane, Raila Odinga, a déclaré à l'Associated Press que le gouvernement était coupable de "génocide". Une "immense foule (...) a attaqué l'église" dans laquelle étaient réfugiées plusieurs centaines de personnes, a raconté un témoin à Eldoret, à environ 300km de la capitale Nairobi, refusant de donner son nom par crainte de représailles. Deux officiers de police ont confirmé sous couvert d'anonymat que plusieurs personnes avaient été brûlées vives.

ETHNIE CONTRE ETHNIE

La violence met principalement aux prises l'ethnie des Luos, qui soutient le candidat malheureux de l'opposition à la présidence, Raila Odinga, à la communauté Kikuyu, dont le président Kibaki est issu. Le Kenya s'enlisit peu à peu dans l'horreur et le chaos. Ces affrontements portent un coup à la réputation d'oasis de stabilité de l'ancienne colonie britannique au sein d'une région en proie aux conflits. Raila Odinga a invité ses partisans à manifester massivement jeudi à Nairobi contre le résultat du scrutin, affirmant pouvoir rassembler un million de personnes dans un parc de la capitale.

01 janvier 2008 Le bilan des violences au Kenya approche les 250 morts NAIROBI (Reuters) - Le bilan des violences qui ont suivi la réélection controversée du président kenyan Mwai Kibaki a été porté à près de 250 morts avec l'incendie volontaire d'une église dans laquelle s'étaient réfugiés des villageois.

Près d'Eldoret, dans l'ouest du pays, l'incendie d'une église pentecôtiste dans laquelle s'étaient réfugiés quelque 200 membres de l'ethnie kikuyu de Kibaki a fait une trentaine de morts dont des femmes et des enfants.

La police, des journalistes et un responsable de la sécurité ont déclaré que cet incendie avait été délibérément allumé par une bande de jeunes.

"C'est la première fois dans l'histoire qu'un groupe attaque une église. Nous n'aurions jamais cru que la sauvagerie irait si loin", a déclaré Eric Kiraithé, porte-parole de la police.

Selon des habitants et une source proche des services de sécurité, les victimes s'étaient réfugiées dans l'église, à huit kilomètres d'Eldoret, lorsqu'une bande de jeunes est arrivée, a maîtrisé les garçons chargés de garder le lieu de culte et y a mis le feu.

LA FRANCE "CONSTERNÉE"

Cette explosion de violences dans l'une des démocraties les plus stables et l'une des économies les plus fortes du continent a choqué la communauté internationale et les Africains auxquels l'incendie de l'église rappelle les atrocités du génocide rwandais, en 1994.

Ces violences politiques doublées de vieilles rivalités tribales font craindre au quotidien Daily Nation que le Kenya soit "au bord de la liquéfaction complète".

Mardi, la police était déployée en force et les rues étaient plus calmes mais des violences ont de nouveau éclaté dans les bidonvilles à la nuit tombée.

Déploiement de la police dans les rues pour occuper le terrain

La France a exprimé sa consternation face aux violences. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères appelle tous les leaders politiques à contribuer au retour au calme.

Le gouvernement français dit par ailleurs partager les doutes exprimés par l'Union européenne quant à la régularité du scrutin de jeudi dernier.

Washington a dans un premier temps félicité Kibaki, avant d'infléchir sa position et d'exprimer ses "préoccupations face à des irrégularités".

Des diplomates occidentaux ont fait la navette entre les deux camps pour tenter une médiation. Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, s'est entretenu au téléphone avec Odinga et Kibaki.

La région d'Eldoret est multiethnique mais elle est traditionnellement dominée par l'ethnie kalenjin. Elle a connu des

violences ethniques en 1992 et 1997 lorsque des centaines d'habitants - kikuyus pour la plupart - ont été tués tandis que des milliers d'autres fuyaient.

Un responsable de la sécurité de la vallée du Rift a déclaré que quelque 15.000 personnes tentaient de se protéger des violences dans des églises et des commissariats de police d'Eldoret.

RASSEMBLEMENT INTERDIT

Il a accusé l'opposition d'avoir envenimé la situation alors que les différentes communautés "vivent ensemble depuis des années".

Un prêtre catholique irlandais, le père Paul Brennan, a rapporté que des jeunes gens armés sillonnaient les rues d'Eldoret.

"Des maisons sont incendiées. Il est trop dangereux d'aller dehors et de dénombrer les morts", a-t-il dit. "Les églises sont pleines. Il y a entre quatre et cinq mille personnes à la cathédrale".

Selon des témoins, la plupart des morts ont été touchés par des tirs de la police sur des manifestants, ce qui a fait dire à des mouvements de défense des droits de l'homme et à l'opposition que Kibaki avait fait du Kenya un Etat policier.

Situation extrêmement délicate à gérer pour les forces de l'ordre

La police a fait état dans la soirée d'un bilan de 170 morts.

Les journalistes de Reuters évaluaient le nombre de victimes à environ 250.

Odinga a déclaré que son Mouvement démocratique orange disposait lundi soir d'un bilan confirmé de 160 morts mais qu'avec les morts de la nuit, le total atteindrait vraisemblablement 250 morts "ou un peu plus".

Odinga était en tête dans tous les sondages précédant le scrutin et aux élections législatives organisées le même jour. La plupart des ministres de Kibaki ont été battus par des membres du parti d'Odinga, formation qui a aussi remporté bien plus de sièges au Parlement.

Plusieurs pays, dont la France, ont déconseillé à leurs ressortissants de se rendre au Kenya auquel le tourisme rapporte 800 millions de dollars par an.

Odinga, qui revendique la victoire à l'élection présidentielle, a invité ses partisans à se rassembler jeudi dans un parc du centre de Nairobi mais la police a annoncé l'interdiction de ce rassemblement.

Avec Helen Nyambura-Mwaura, Nicolo Gnechi, Duncan Miriri, Patrick Muiruri, Bryson Hull, Florence Muchori, Joseph Sudah, Andrew Cawthorne et Guled Mohamed à Kisumu, version française Nicole Dupont 01 janvier 2008 La crise a des répercussions sur le tourisme Les voyageurs Nouvelles Frontières et Kuoni France suspendent jusqu'à nouvel ordre leurs départs vers le Kenya, théâtre de violences après des élections contestées, suivant ainsi les recommandations du ministère des Affaires étrangères, ont-ils annoncé aujourd'hui.

"La décision de Nouvelles Frontières a été prise en accord avec le Quai d'Orsay et le consulat de France au Kenya", a expliqué une porte-parole de Nouvelles Frontières. Les 138 clients de Nouvelles Frontières prévus mardi sur un vol de Corsairfly, filiale du groupe, vers Nairobi au départ d'Orly, ont ainsi vu leur voyage annulé.

"Nous ne ferons pas partir nos 50 clients qui devaient prendre un vol mardi, dont une trentaine avec Corsairfly", a expliqué le PDG de Kuoni France, Emmanuel Foiry, qui a suspendu tous les départs "jusqu'à nouvel ordre". 22 clients de Kuoni France qui se trouvent à Nairobi doivent rentrer comme prévu mardi.

Source: AFP

01 janvier 2008 Ce mardi la violence au Kenya a franchi un pas de plus Au moins 15 personnes qui s'étaient réfugiées dans une église pour fuir les violences post-électorales ont été brûlées vives.

Au moins 15 personnes ont été brûlées vives dans une église d'Eldoret, à l'ouest du Kenya où elles s'étaient réfugiées pour fuir les violences qui ont éclaté après la réélection du président sortant Mwai Kibaki. Depuis le début des violences qui ensanglantent ce pays, depuis l'élection présidentielle du 27 décembre, au moins 299 personnes ont été

tuées.

«Nous avons été informés que 42 personnes ont été transportées à l'hôpital, grièvement brûlées, mais je ne peux pas confirmer le nombre de morts dans l'église», a déclaré un responsable de la Croix-Rouge locale.

La situation devient de plus en plus catastrophique

Eldoret est l'une des villes kényanes les plus touchées par les émeutes. La police y a reçu l'ordre de tirer à vue. Le secrétaire général de Croix-Rouge kényane, Abbass Guled, qui s'est rendu un peu plus tôt mardi dans cette région de la vallée du Rift, a décrit la situation sur place d' «inimaginable» et «indescriptible». Ces violences sont les pires dans le pays depuis une tentative de coup d'Etat avortée en 1982.

Des violences qui pourraient s'apprendre à un «nettoyage ethnique», selon un haut responsable de la police kényane. «Une ethnie prend pour cible une autre ethnies dans ce qui peut véritablement être qualifié de nettoyage ethnique», a-t-il assuré.

Quatre des 22 responsables électoraux ont demandé une enquête indépendante sur le travail de la Commission électorale (ECK) pour savoir si elle a faussé les résultats. Jack Tumwa a déclaré que lui-même et trois de ses collègues ont le sentiment qu' «il y a des questions lourdes qui sont soulevées sur la conduite de l'ECK pendant le décompte des résultats». Mais «la commission ne peut pas enquêter sur elle-même».

Les forces de l'ordre ne peuvent pas tout contrôler

Lundi, le président Mwai Kibaki, qui a été investi pour un nouveau mandat de cinq ans immédiatement après la proclamation des résultats, a promis d'agir contre les opposants, alors que le chef de l'opposition Raila Odinga a appelé à une «marche d'un million d'hommes» à Nairobi jeudi et à «une action de masse». Une manifestation qui a été interdite. 01 janvier 2008 Le Kenya sombre-t-il dans l'horreur ? DERNIERE INFORMATION DE LA JOURNEE A VERIFIER Au moins quinze personnes réfugiées dans une église ont été brûlées vives mardi dans l'ouest du Kenya par une foule en colère, selon un témoin et la police. Une "immense foule (...) a attaqué l'église", a raconté un témoin à Eldoret, à environ 300km de la capitale Nairobi, refusant de donner son nom par crainte de représailles. "Nous avons dénombré 15 à 20 corps". Deux officiers de police ont confirmé sous couvert d'anonymat que plusieurs personnes avaient été brûlées vives. Les violences qui se sont produites au Kenya suite aux résultats contestés de l'élection présidentielle de jeudi dernier ont provoqué la mort d'au moins 217 personnes lors de violentes émeutes dans tout le pays. L'opposition conteste la réélection du président Mwai Kibaki, affirmant que le scrutin a été entaché de fraudes. Mwai Kibaki a été investi pour un nouveau mandat de cinq ans immédiatement après la proclamation des résultats 01 janvier 2008 NAIROBI (Reuters) - Les puissances occidentales ont exhorté le président kényan Mwai Kibaki à enquêter sur les allégations de fraude à l'élection présidentielle de jeudi, tandis que la population comptait ses morts après l'explosion de violences qui a suivi ce scrutin controversé.

Mardi, la police était déployée en force et les rues étaient plus calmes mais Raila Odinga, candidat malheureux du scrutin, a estimé que le bilan pourrait atteindre 250 morts.

Les médias ont pour leur part fait état de bilans compris entre 153 et 164 morts, et la police a recensé 143 morts.

Ces violences politiques doublées de vieilles rivalités tribales font craindre au quotidien Daily Nation que le Kenya soit "au bord de la liquéfaction complète".

Si le nombre des morts semble être comptabilisé celui des blessés est plus difficile à réaliser

Face à la colère des membres de l'ethnie Luo et de partisans de l'opposition, une grande partie des kikuyus, l'ethnie de Kibaki, la plus importante et la plus prospère du pays, ont préféré se faire discrets plutôt que de célébrer la réélection du président sortant.

"Ils nous ont volé notre victoire et maintenant ils tirent sur nous. Comment un seul homme (Kibaki) peut-il tromper toute une nation? Si des opérations de guérilla sont lancées, je suis prêt à y participer", affirme Stanley Bwire, sympathisant de l'opposition et gardien de nuit à Nairobi.

Washington a dans un premier temps félicité Kibaki, avant d'infléchir sa position et d'exprimer ses "préoccupations face à des irrégularités".

La Grande-Bretagne, l'Union européenne et d'autres pays se sont gardés de féliciter Kibaki et ont demandé une enquête sur les fraudes électorales présumées.

"Les élections générales de 2007 n'ont pas répondu aux normes internationales et régionales pour des élections démocratiques", a estimé la mission d'observation de l'UE.

UNE VIOLENCE FRAPPANT LES PLUS PAUVRES

Le Premier ministre britannique Gordon Brown qui, depuis les élections, s'est entretenu tant avec Kibaki qu'avec Odinga, a lancé un appel à l'arrêt des violences et les a invités à coopérer.

Des diplomates occidentaux ont fait la navette entre les deux camps pour tenter une médiation.

Des partisans d'Odinga ont affronté la police et ont pillé des magasins appartenant à des Kikuyus. La situation a entraîné une paralysie de l'économie ainsi que des pénuries de vivres et de carburant. Des Kenyans d'origine asiatique ont par ailleurs été agressés.

Odinga a rendu visite à des victimes à l'hôpital.

Le nombre des blessés ne cesse d'augmenter

Selon des témoins, la plupart des morts ont été touchés par des tirs de la police sur des manifestants, ce qui a fait dire à des mouvements de défense des droits de l'homme et à l'opposition que Kibaki avait fait du Kenya un Etat policier.

La morgue de Kisumu, bastion de l'opposition, a dit avoir accueilli 40 corps.

De nombreux Kenyans affirment que les violences frappent les plus pauvres et non la classe politique qui les a causées.

"Ce sont les politiciens vivant dans leurs résidences bien gardées qui incitent à la haine ethnique", a déclaré à Reuters le père Daniel Moschetti, qui vit dans le bidonville de Korogocho, à Nairobi, où rôdent des jeunes gens armés de machettes.

Odinga était en tête dans tous les sondages précédant le scrutin et aux élections législatives organisées le même jour, la plupart des ministres de Kibaki ont été battus par des membres du parti d'Odinga, formation qui a aussi remporté bien plus de sièges au Parlement.

RASSEMBLEMENT PRO-ODINGA INTERDIT

Les deux camps se rejettent mutuellement des accusations de fraude électorale.

La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya, qui est financée par l'Etat, a dénoncé des fraudes importantes et estimé que le scrutin était "dénoué de crédibilité". Amnesty International a réclamé une enquête sur la mort de plusieurs personnes sous les balles de la police.

Plusieurs pays, dont la France, ont déconseillé à leurs ressortissants de se rendre en Kenya auquel le tourisme rapporte 800 millions de dollars par an.

Les forces de l'ordre seront mobilisées pour interdire le rassemblement de jeudi prochain à Nairobi

Les tensions sont si vives que dans l'ouest du Kenya 300 personnes se sont réfugiées en Ouganda, pays dont des milliers de ressortissants avaient fui au Kenya pendant les années de dictature et de guerre civile.

Le président somalien, qui vient fréquemment goûter au Kenya la quiétude qui fait défaut dans son pays, a regagné Mogadiscio.

Le gouvernement a assuré qu'il ne proclamerait pas l'état d'urgence, n'imposerait pas de couvre-feu et ne ferait pas appel à l'armée. Mais il a maintenu une interdiction des émissions radiotélévisées en direct.

Odinga, qui revendique la victoire à l'élection présidentielle, a invité ses partisans à se rassembler jeudi dans un parc du centre de Nairobi mais la police a annoncé l'interdiction de ce rassemblement.

"Lorsque des gens ont assez d'audace pour commettre des crimes contre la vie et les biens d'autrui, il est peu probable que la police puisse aussi être en mesure d'assurer correctement la sécurité", a expliqué lors d'une conférence de presse Eric Kiraithe, porte-parole de la police. "L'interdiction des rassemblements politiques n'est pas sans raison."

Avec Helen Nyambura-Mwaura, Nico Gnechi, Bryson Hull, Daniel Wallis et Guled Mohamed à Kisumu, version française Nicole Dupont 01 janvier 2008NAIROBI (Reuters) - Les affrontements entre policiers et manifestants protestant contre la réélection contestée du président kényan Mwai Kibaki ont fait au moins 124 morts depuis le scrutin de jeudi, a rapporté lundi la chaîne de télévision publique KTN.

Dans son message du Nouvel an, Kibaki s'est engagé à renforcer la sécurité à travers tout le pays.

"Le pays vient de procéder à des élections libres et équitables. Mon gouvernement, en intensifiant les mesures de sécurité à travers le territoire, fera preuve de fermeté envers ceux qui troub�ent la paix", a-t-il affirmé.

Situation inchangée à Kibera une journée après l'élection du président

Les émeutes affectent une grande partie du pays, de la région frontalière de l'Ouganda, dans l'ouest, au port de Mombasa, dans l'est, en passant par les bidonvilles de Nairobi, la capitale.

Dans la ville occidentale de Kisumu, fief de l'opposition, des témoins rapportent qu'une vingtaine de corps ont été amenés dans la nuit et la matinée à la morgue d'un hôpital. La plupart des victimes ont été tuées par balles.

Dans le bidonville de Mathare, à Nairobi, un chauffeur de taxi rapporte que les policiers menaçaient par haut-parleurs d'abattre quiconque sortirait de chez soi.

La violence met principalement aux prises l'ethnie des Luos, qui soutient le candidat malheureux de l'opposition à la présidence, Raila Odinga, à la communauté Kikuyu, dont le président Kibaki est issu.

Ces affrontements portent un coup à la réputation d'oasis de stabilité de l'ancienne colonie britannique au sein d'une région en proie aux conflits.

Raila Odinga a invité ses partisans à manifester massivement jeudi à Nairobi contre le résultat du scrutin, affirmant pouvoir rassembler un million de personnes dans un parc de la capitale.

LE SPECTRE DU RWANDA

Le Premier ministre britannique Gordon Brown s'est entretenu lundi avec Kibaki et avec Odinga.

"Avec chacun d'entre eux, il a exprimé les préoccupations britanniques concernant la tenue des élections, mais il les a tous deux exhorté avec force à oeuvrer à l'unité et à la réconciliation", a dit un porte-parole de Brown.

A Washington, Tom Casey, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que les Etats-Unis étaient préoccupés par les irrégularités dont il a été fait état et que ceci devait être réglé rapidement par "des moyens constitutionnels et légaux".

Dimanche, les Etats-Unis avaient félicité Kibaki et invité les Kenyans à "se conformer aux résultats".

L'Union africaine s'est déclarée "gravement préoccupée" par les événements. La Grande-Bretagne, la France et d'autres pays ont déconseillé à leurs ressortissants de se rendre au Kenya.

Afin de tenter d'enrayer l'une des plus graves flambées de violence depuis l'indépendance en 1963, le gouvernement a déployé massivement les forces de sécurité et interdit la couverture médiatique en direct des troubles.

Après l'utilisation des troupes anti-émeutes la couverture médiatique sera limitée

Alfred Mutua, porte-parole du gouvernement, a même évoqué le spectre d'un génocide comparable à celui de 1994 au Rwanda, où les médias locaux avaient joué un rôle crucial dans l'incitation aux violences.

Kibaki, 76 ans, a prêté serment dans l'heure qui a suivi la proclamation officielle de sa victoire controversée, dimanche, avec 230.000 voix d'avance sur Odinga.

Les observateurs de l'Union européenne ont contesté la régularité des opérations de dépouillement et les Etats-Unis, bien qu'ayant félicité le président sortant de sa victoire, ont fait part de leur préoccupation.

Dans un communiqué, l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi a invité le système judiciaire kényan à "jouer son rôle avec diligence" et exhorté Kibaki et Odinga à calmer leurs partisans.

De nombreux touristes étaient bloqués à l'aéroport de Mombasa du fait des perturbations dans le trafic aérien. Les stations service étaient prises d'assaut de même que les distributeurs de billets, rapportent des touristes. Le tourisme est le principal revenu du Kenya avec 800 millions de dollars par an. 01 janvier 2008

NAIROBI (Reuters) - Les rues de la capitale kényane, Nairobi, sont restées pratiquement désertes pour la nuit du Nouvel an, et les habitants ont dans leur grande majorité passé le réveillon chez eux, dans un contexte d'émeutes post-électorales qui ont fait dans les 150 morts.

Les partisans du candidat de l'opposition Rail Odinga, contestant la réélection jeudi dernier du président sortant Mwai Kibaki, ont continué ici et là de faire le coup de feu avec les forces de police. Des tirs d'armes à feu ont continué de retentir sporadiquement dans les bidonvilles de la capitale, où des colonnes de fumée s'élevaient par endroits.

Dans l'ensemble, l'activité économique tourne au ralenti, les magasins restent fermés pour la plupart par crainte de pillages, et les rares habitants qui s'aventurent dehors pour faire des provisions reviennent le plus souvent déçus. De longues files d'attente se forment devant les distributeurs bancaires et les quelques boutiques qui ont relevé leur rideau.

Cette situation commence à se ressentir à Nairobi, les distributeurs bancaires ne sont plus approvisionnés

"Beaucoup d'entre nous, qui nous moquions de nos collègues kényans qui constituaient des stocks de vivres et d'eau avant les élections, nous retrouvons un peu idiots maintenant", déclare un Britannique travaillant pour les Nations Unies, qui emploient plus de 3.000 personnes dans un vaste complexe de la banlieue nord de Nairobi.

Le pain, le lait et d'autres denrées de base sont absents des rayons de presque tous les supermarchés qui n'ont pas ouvert leurs portes. Mais pour le gouvernement, il n'y a pas lieu de s'alarmer.

DE RARES FÊTARDS, UN CALME SINGULIER

"Nul n'a de raison d'éprouver la nécessité de constituer des stocks de vivres, parce que les magasins et les entreprises vont continuer de fonctionner comme d'habitude", souligne le gouvernement dans un communiqué qui n'a guère apaisé les inquiétudes.

"Les distributeurs bancaires sont presque tous hors service dans le coin. C'est pourquoi ils (les commerçants) acceptent maintenant les dollars par ici", explique une Irlandaise, Elizabeth Wolf, venue passer les fêtes de fin d'année au Kenya, et qui fait la queue pour acheter à manger. "La situation est abominable".

Les exclus de la société kényane en profitent pour piller les magasins

A l'autre bout de la ville, un homme âgé, Bernard Ngari, trouve enfin un distributeur bancaire en état de marche, dans une station-service ouverte 24h sur 24. Il peut s'acheter à la boutique trois bouteilles de bière. Finalement, il revient vers le réfrigérateur du magasin pour en prendre une quatrième: "Il faut bien fêter la nouvelle année d'une façon ou d'une autre", explique-t-il. "Les hommes politiques sont fous. Le pouvoir les rend fous".

A la tombée de la nuit, lundi soir, des quartiers d'ordinaire très animés à ce moment de la journée demeurent silencieux, envahis d'une inhabituelle obscurité. Les policiers, eux, poursuivent leurs patrouilles dans le centre de la capitale.

Dans un restaurant éthiopien resté malgré tout ouvert jusqu'aux toutes premières heures de ce 1er janvier, une bonne vingtaine de fêtards réveillonnent. A minuit, ils se lèvent comme un seul homme pour entonner l'hymne national

kényan. "Ce soir, nous sommes tous des Kényans, tous ensemble!", dit un homme, en élevant son verre de vin. Ils ne feront cependant pas longue table et repartiront les uns et les autres en voiture, par des rues plongées dans un calme singulier. 01 janvier 2008Nouvelle nuit d'émeute , plus de 250 morts depuis les élections. Le Kenya a vécu dans la nuit de lundi à mardi une nouvelle nuit d'émeutes et de violences inter-ethniques qui ont fait 259 morts depuis les élections du 27 décembre, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale sur l'avenir d'un pays considéré comme un havre de paix. Au moins 66 cadavres ont été découverts mardi matin après une nuit de violences, selon la police et la morgue de Kisumu (ouest).

Quarante-huit cadavres, la plupart présentant des blessures par balles, ont été apportés dans la nuit à la morgue de Kisumu, troisième ville du pays et fief du chef de l'opposition Raila Odinga, qui a rejeté la victoire du président sortant Mwai Kibaki à la présidentielle du 27 décembre, a déclaré à l'AFP un employé de la morgue sous couvert de l'anonymat.

"On a amené 48 corps, dont trois enfants. 44 avaient des blessures par balles récentes, 4 avaient été frappés à la machette", a-t-il précisé.

A Kisumu, ville la plus touchée par les émeutes et où la police paramilitaire est massivement déployée, au moins 101 personnes ont été tuées lors d'opérations des forces de sécurité et d'affrontements entre groupes rivaux depuis dimanche. Ordre de tirer à vue pour ceux qui ne respecteront pas le couvre-feu à Kisumu

Un couvre-feu a été imposé à Kisumu de 06H00 à 18H00 et la police "a reçu l'ordre d'abattre" ceux qui ne le respecteraient pas, avait indiqué lundi un haut responsable de la police.

Au moins 18 personnes ont également été tuées pendant la nuit dans une autre ville de l'ouest du pays, Eldoret, et dans ses environs, selon la police.

Les nouvelles victimes de la nuit portent à 259 le nombre de morts dans les violences qui secouent le Kenya depuis les élections générales du 27 décembre, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources policières et de la morgue de Kisumu.

Ces violences à caractère politique sont les pires dans le pays depuis une tentative de coup d'Etat avortée en 1982.

Quelques minutes après l'annonce de la victoire de M. Kibaki dimanche, des émeutes meurtrières avaient éclaté dans les fiefs du candidat de l'opposition Raila Odinga, à Kibera, plus grand bidonville de Nairobi, et dans plusieurs villes de l'Ouest.

Comme à Kisumu, des violences se sont déroulées dans la nuit dans le plus grand bidonville de Nairobi, Kibera, dont M. Odinga est le député. Le bilan de ces violences n'était pas connu mardi matin.

Dans un communiqué de voeux de fin d'année, le président réélu a affiché lundi sa détermination d'enrayer les violences "avec fermeté". Selon des sources sécuritaires kényanes, le gouvernement a engagé jusque présent moins de la moitié des effectifs de la police paramilitaire (GSU) sur le terrain.

M. Odinga avait accusé dimanche soir le président sortant de fraude sur au moins 300.000 voix. L'écart officiel entre les deux candidats est de 231.728 voix. Le camp de M. Kibaki a démenti toute fraude, accusant en retour l'opposition d'avoir triché.

Le déroulement de ces élections a suscité de vives critiques internationales. Faisant écho au critiques européennes, les Etats-Unis qui avaient dans un premier temps félicité dimanche M. Kikabi pour sa réélection, se sont déclarés lundi "très inquiets" du déroulement du scrutin, allant jusqu'à retirer leurs félicitations au chef de l'Etat kényan.

A Londres, le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband s'est déclaré "atterré" par ces violences, appelant les leaders politiques du pays au dialogue, alors que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déploré les pertes en vies humaines et exhorté les forces de sécurité à la retenue.

Les capitales européennes, mais aussi Washington et Ottawa, ont également déconseillé lundi les départs vers le Kenya, destination touristique prisée pour ses parcs animaliers et ses plages de sable fin.

31 decembre 2007

Au lendemain de l'annonce des résultats de la présidentielle au Kenya, le bilan des violences s'est alourdi lundi, passant à au moins 135 morts, alors que des informations faisaient état d'ordres donnés aux policiers pour qu'ils tirent à vue sur les manifestants contestant la réélection de Mwai Kibaki.

Plusieurs personnes ont été visées par des tirs, principalement dans les bidonvilles de Nairobi, la capitale, et à Mombasa, alors que des camions transportant des policiers armés tentaient de contenir les protestataires. Trois responsables de la police ont indiqué à l'Associated Press avoir reçu l'ordre de tirer sur les manifestants, ce qui a entraîné

une division au sein des policiers, certains prenant le parti des manifestants. L'information a toutefois été démentie par un porte-parole du gouvernement.

Combien de temps l'unité anti-émeute de la police tiendra-t-elle la situation ?

Le leader de l'opposition Raila Odinga a comparé le président Kibaki à un dictateur militaire, tandis que ses partisans faisaient face aux forces de l'ordre dans les bidonvilles de la capitale. "Il n'y a aucune différence entre lui et Idi Amin, et d'autres dictateurs qui ont pris le pouvoir par la force", a déclaré Raila Odinga lors d'une conférence de presse. Que se passera-t-il le jeudi 3 décembre au rassemblement organisé par Raila Odinga ?

Donné en tête lors des premiers résultats et dans les sondages, ce dernier rejette les résultats officiels. Il a reporté une cérémonie au cours de laquelle il envisageait de se déclarer "président du peuple" lundi dans le parc Uhuru, lieu de rassemblement des partisans de la démocratie depuis le début des années 90. L'événement avait été interdit par la police, qui avait déployé des forces anti-émeute tout autour du parc. En revanche, Raila Odinga a appelé un million de personnes à se rassembler jeudi.

M. Kibaki, 76 ans, a été investi presque immédiatement après la proclamation des résultats dimanche, déclenchant aussitôt des violences dans les bidonvilles de la capitale, fief de milliers de partisans de l'opposition.

"Nous n'allons pas accepter la défaite", prévenait lundi James Onyango, 24 ans, habitant du bidonville de Kibera, où vivent 700.000 personnes. "Nous sommes prêts à mourir et nous nous attendons à de graves massacres."

La police utilise tous les moyens pour contenir les manifestants

Selina Angeyo, 14 ans, vivant également à Kibera, a affirmé que la police avait tiré sur son frère, touché à l'estomac, et un autre homme. Après avoir parlé à la presse, elle a été arrêtée et emmenée.

Un journaliste de l'Associated Press a vu un homme touché à la tête, transporté dans une couverture vers la morgue. Selon des témoins, il aurait été tué par la police.

Des équipes de police anti-émeute ont tiré en l'air et lancé des gaz lacrymogènes dans des maisons et des commerces. "Nous tentons d'échapper aux tirs", a expliqué Dorothy Nyangasi, tout en versant de l'eau sur les yeux de son bébé de six mois, Daniel.

Quelque 14 des 36 millions de Kenyans ont voté jeudi dernier à l'issue d'une campagne axée sur la corruption, que M. Kibaki avait déjà promis d'éradiquer il y a cinq ans. Le président sortant avait succédé en 2002 à Daniel Arap Moi, que la Constitution empêchait de se représenter après 24 ans passés au pouvoir et des réélections marquées par des accusations de fraude en 1992 et 1997.

Indépendant depuis 1963, le Kenya est l'un des pays les plus développés d'Afrique, avec une industrie du tourisme en pleine expansion et l'un des taux de croissance les plus dynamiques. Pour nombre d'observateurs, ces élections auraient dû servir de test pour ce qui reste une jeune démocratie. AP

31 décembre 2007 Le président kényan s'est engagé à "augmenter la sécurité" pour mettre fin aux violences qui ont déjà fait 149 morts depuis l'annonce de sa réélection controversée dimanche.

Le président kényan Mwai Kibaki s'est engagé, lundi 31 décembre, à agir "avec fermeté" contre les émeutes qui ensanglantent le pays depuis l'annonce de sa réélection controversée dimanche, dans un communiqué de voeux de fin d'année. "Mon gouvernement traitera avec fermeté ceux qui fragilisent la paix, en augmentant la sécurité à travers le pays", a déclaré Mwai Kibaki dans ce communiqué. Mwai Kibaki en appelle également à la réconciliation nationale, alors que son adversaire malheureux Raila Odinga rejette toujours les résultats de l'élection et accuse le camp présidentiel de fraudes sur 300.000 voix.

Au moins 149 personnes sont mortes depuis le 27 décembre au Kenya dans des violences qui ont accompagné la réélection pour un second et dernier mandat de Mwai Kibaki.

EMEUTE A KIBERA

Six personnes ont été tuées lundi après-midi à coups de machette, à Mombasa, deuxième ville du Kenya, lors d'affrontements entre groupes rivaux, a-t-on appris de source policière. Huit personnes ont également été tuées lundi lors d'émeutes dans un des bidonvilles de Nairobi, Korogocho, selon une source policière. Au total, 48 personnes ont été tuées dans les bidonvilles de la capitale depuis l'annonce dimanche après-midi des résultats de la présidentielle. Cinq autres victimes étaient recensées à Nakuru (centre) et Molo (ouest), toujours selon une source policière. Ces 19 nouvelles victimes portent à 149 le bilan des violences post-électorales. Quelques minutes après l'annonce de la victoire de Mwai Kibaki dimanche, des émeutes meurtrières ont éclaté dans les fiefs de Raila Odinga, à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, et dans plusieurs villes de l'ouest du pays.

Le mouvement de contestation s'intensifie

"ACTION PACIFIQUE"

Lors d'une conférence de presse à Nairobi, l'opposant kényan Raila Odinga a appelé, lundi 31 décembre, ses partisans et la population kényane à une "action de masse pacifique" pour rejeter la réélection du président Mwai Kibaki. "Nous appelons à une action de masse, une action de masse pacifique", a déclaré le leader de l'opposition, indiquant: "Nous informerons à chaque instant la police de ce qui va se passer et il y aura une marche pacifique". Par ailleurs, six personnes ont été tuées lundi après-midi à coups de machette à Mombasa, deuxième ville du Kenya, lors d'affrontements entre groupes rivaux liés à la réélection contestée du président Mwai Kibaki, a-t-on appris de source policière.

Des résultats contestés et à l'origine des émeutes

"KIBAKI DOIT PARTIR"

Le chef d'Etat sortant du Kenya Mwai Kibaki a remporté dimanche l'élection présidentielle de jeudi, la plus serrée de l'histoire du pays. Des accusations de fraudes et les retards dans le décompte des voix ont alimenté les violences. Dimanche, le président de la commission électorale Samuel Kivuitu a lu les résultats en direct à la télévision, après que les autres journalistes ont été expulsés des bureaux de la commission électorale. Selon lui, Mwai Kibaki a battu son opposant Raila Odinga de 231.728 voix. "Cela signifie que l'honorable Mwai Kibaki est le vainqueur", a-t-il annoncé. Quelques minutes plus tard, des nuages de fumée noire s'élevaient au-dessus du bidonville de Kibera à Nairobi, où des milliers de partisans de l'opposition occupent les rues depuis deux jours, dénonçant un scrutin truqué et criant: "Kibaki doit partir". Le gouvernement a par la suite suspendu la diffusion des programmes de télévision "pour assurer la sécurité publique et le calme", tandis que le chaos régnait dans les bidonvilles de Kibera et Mathare. Rapidement investi pour un second mandat de cinq ans au palais présidentiel, le nouveau président s'est félicité d'avoir "fait la fierté de notre nation et montré l'exemple pour le reste du continent".

ACCUSATION DE FRAUDE

Dimanche avant la publication des résultats, Raila Odinga avait appelé le chef d'Etat sortant à reconnaître sa défaite, l'accusant de fraude. Le camp de Mwai Kibaki avait réagi en demandant d'attendre la publication des résultats officiels, et accusé le Mouvement démocratique orange de Raila Odinga d'être à l'origine des violences. "L'ODM est responsable de toutes les incitations à la violence", a déclaré Danson Mungatana, l'un des leaders du Parti d'unité nationale (PUN) de Kibaki. Alors que les résultats provisoires faisaient état d'une mince de 38.000 voix pour le candidat du Mouvement démocratique orange (MDO) Raila Odinga, la commission électorale avait temporairement suspendu l'annonce des résultats samedi soir, promettant de se pencher sur les suspicions de fraudes. Observateur en chef des élections pour l'Union européenne, Alexander Graf Lambsdorff a estimé que la commission électorale kenyane "n'avait pas réussi à satisfaire tous les partis et tous les candidats sur la crédibilité du décompte des voix".

PARTICIPATION DE 115%

Le président de la commission électorale Kivuitu a reconnu qu'il y avait eu des problèmes, notamment une circonscription où le taux de participation a atteint 115%. Dans une autre, un candidat s'est enfui avec des bulletins de vote. Quelque 14 des 36 millions de Kényans étaient appelés à élire un président jeudi à l'issue d'une campagne axée sur la corruption, que le chef de l'Etat sortant et à nouveau candidat Mwai Kibaki avait déjà promis d'éradiquer il y a cinq ans. Mwai Kibaki avait succédé en 2002 à Daniel Arap Moi, que la Constitution empêchait de se représenter après 24 ans passés au pouvoir et des réélections marquées par des accusations de fraude en 1992 et 1997. Indépendant

depuis 1963, le Kenya est l'un des pays les plus développés d'Afrique, avec une industrie du tourisme en pleine expansion et l'un des taux de croissance les plus dynamiques. Pour nombre d'observateurs, ces élections auraient dû servir de test pour ce qui reste une jeune démocratie.

31 décembre 2007 Les émeutes consécutives à la réélection de Mwai Kibaki à la présidence du Kenya ont fait au moins 185 morts depuis le scrutin, selon un décompte établi par l'AFP sur la base de sources policières et hospitalières. Il s'agit des pires violences qu'a connues le pays depuis un coup d'Etat avorté en 1982.

Depuis le premier jours du scrutin, jeudi 27 décembre, les affrontements les plus meurtriers ont eu lieu dans les fiefs du candidat de l'opposition Raila Odinga : les bidonvilles de Nairobi, où quarante-huit personnes ont été tuées et dans plusieurs villes de la vallée du Rift, notamment Kisumu, où une soixantaine de corps ont été retrouvés criblés de balles.

La situation ne s'améliore pas au Kenya

Lundi, les autorités ont notamment découvert les corps de neuf personnes tuées à coups de machette à Mombasa, deuxième ville du pays, et ceux de vingt-quatre personnes dans la ville d'Eldoret, dans le nord-ouest du pays. "La plupart des victimes portaient des blessures par balle ou de machette", a indiqué le directeur adjoint du principal centre hospitalier universitaire de la région.

L'OPPOSITION APPELLE À UNE "ACTION DE MASSE PACIFIQUE" LE 3 JANVIER

L'agence Associated Press a recueilli les témoignages de plusieurs officiers de police affirmant avoir reçu l'ordre de tirer sur les émeutiers, notamment à Kisumu, où un couvre-feu a été décreté. Mais un porte-parole du gouvernement a nié que de tels ordres aient été donnés. Mwai Kibaki, qui a prêté serment dimanche, a affiché sa détermination à enrayer les violences, lundi, en déclarant que son gouvernement "tritera avec fermeté ceux qui fragilisent la paix".

Unité anti-émeute et la police vont faire appliquer le couvre-feu à Kisumu

Raila Odinga a pour sa part appelé les Kényans à une "action de masse pacifique" le 3 janvier. Lundi matin, la police avait interdit un rassemblement à Nairobi à l'appel de son parti, le Mouvement démocratique orange (ODM, en anglais).

INQUIÉTUDES A LONDRES, WASHINGTON ET BRUXELLES

Le déroulement du scrutin a suscité de vives critiques de la part des observateurs internationaux et les violences qui ont suivi les résultats ont provoqué la préoccupation de la communauté internationale. La Maison Blanche, qui avait dans un premier temps félicité M. Kibaki pour sa réélection, s'est ensuite déclarée "très inquiète" du déroulement du scrutin présidentiel, allant jusqu'à retirer ses félicitations au président réélu. A Bruxelles, la Commission européenne a condamné les violences, appelant les deux camps à coopérer, au vu du résultat très serré des votes. Londres s'est dit "atterré" par les violences et a appelé les leaders politiques du pays au dialogue.

Plus d'une centaine de morts pour cette journée

A Paris, le Quai d'Orsay "déconseille, sauf raisons professionnelles impératives", tout voyage dans les prochains jours. Le ministère des affaires étrangères italien "suggère le report des voyages prévus" alors que l'Autriche, le Portugal et les Pays-Bas déconseillent également les voyages au Kenya. L'Allemagne ne met pas en garde à ce stade contre les voyages au Kenya, mais conseille de se tenir à l'écart des rassemblements. Le Danemark et la Suède font les mêmes recommandations. Enfin, l'association des tour-opérateurs français (CETO) a décidé de suspendre jusqu'au 6 janvier 2008 tous les départs vers le Kenya, selon son président René-Marc Chikli

31 décembre 2007 Le président kényan, Mwai Kibaki, a ordonné un "blackout" total de la presse dans le contexte de la violence qui fait rage suite à l'annonce de sa victoire à l'élection présidentielle, en déclarant que tous les journalistes seraient tenus responsables de l'exacerbation des manifestations violentes.

Dans ce qui semble être un faux départ pour la présidence, le ministre de la Sécurité intérieure, John Michuki, a ordonné que toutes les émissions en direct à la radio et à la télévision soient interrompues sur le champ. Les chaînes de télévision kenyanes, qui n'ont pas pu diffuser des images de la proclamation des résultats tant attendue après que le courant a sauté au centre de presse, ont également été interdites de retransmettre tout événement en direct. Le secrétaire à l'Information, Bitange Ndemo, a déclaré dans un communiqué rendu public peu après que le président Kibaki avait été élu pour un second mandat de cinq ans et que les diffusions en direct devaient cesser immédiatement dans l'intérêt de la sécurité nationale. "Conformément à cette directive et dans l'intérêt de la sécurité, j'ordonne à tous les organes de presse d'arrêter les diffusions en direct", a déclaré le secrétaire à l'Information. Cette annonce a paralysé les activités des médias et les cinq principales chaînes de télévision ont été obligées d'arrêter la retransmission des violences qui ont suivi l'annonce des résultats. Le gouvernement a évoqué un statut de 1988 pour ordonner la retransmission des informations. Le communiqué a mis l'accent sur le fait que tous les organes de presse devaient arrêter de diffuser des informations de nature à aggraver la crise politique. Le principal parti d'opposition du Kenya, le Mouvement démocratique Orange (ODM), qui a perdu les élections par une marge de 230.000 voix, a affirmé que les résultats initiaux montraient que la Commission électorale du Kenya (ECK) avait gonflé les résultats de 300.000 voix en faveur de M. Kibaki. Raila Odinga, le candidat présidentiel de l'ODM, a déclaré qu'il n'accepterait pas les résultats "d'élections truquées". Il a ajouté que son parti ne faisait pas confiance aux tribunaux pour régler cette crise politique et a préconisé une solution politique. Le "blackout" imposé à la presse n'a pas permis la couverture en direct de la conférence de l'ODM. Dans les fiefs de l'opposition des manifestants ont mis au défi les forces de sécurité patrouillant dans les rues de leur tirer dessus, en criant "ODM ! ODM !, Raila, Raila !" Dans les bidonvilles de Nairobi, plusieurs maisons ont été incendiées alors que les manifestations violentes prenaient rapidement de l'ampleur. Auparavant, alors que le retard apporté à l'annonce des résultats faisait monter la température, M. Odinga avait demandé à l'ECK d'ordonner un nouveau décompte des voix pour lever tout doute avant leur annonce.

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

31 décembre 2007

Voici une chronologie des événements au Kenya depuis les élections générales du jeudi 27 décembre.

27 décembre

Les Kényans votent massivement pour départager le président Mwai Kibaki, candidat à sa réélection, et Raila Odinga, son ancien allié devenu son principal rival.

29 décembre

Un dirigeant du Mouvement démocratique orange (ODM) de Raila Odinga affirme que ce dernier a remporté la présidentielle, appelant le président Kibaki à "respecter la volonté du peuple kényan".

- Devant la lenteur du processus de dépouillement des bulletins et la multiplication des accusations de fraudes, des militants de Raila Odinga donnent libre cours à leur colère. Des émeutes éclatent, notamment dans les quartiers défavorisés de Nairobi et dans l'ouest du pays (fiefs de Raila Odinga), où barricades, jets de pierres sur les forces de l'ordre et pillages de magasins se multiplient.

30 décembre

Raila Odinga accuse le président sortant de fraude sur "300.000 voix".

- La commission électorale annonce la victoire du président sortant Kibaki avec un peu plus de 200.000 voix d'avance.
- Quelques minutes après, des émeutes éclatent dans les fiefs de Raila Odinga, à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, et dans plusieurs villes de l'ouest du pays.
- Mwai Kibaki prête serment lors d'une cérémonie organisée moins d'une heure après la proclamation des résultats.
- Le gouvernement ordonne la suspension des retransmissions des reportages sur les émeutes.

- L'ODM appelle les Kényans à "rejeter" les résultats officiels et invite la population "lundi 31 décembre à la présentation à la Nation du président du peuple élu, Raila Odinga". La police interdit le rassemblement de l'opposition, menaçant d'arrestation son chef, Raila Odinga, s'il a lieu.
- Les Etats-Unis félicitent Mwai Kibaki et indiquent qu'il appartient aux autorités kényanes d'enquêter sur les allégations de fraude. La mission d'observation de l'Union européenne estime que la commission électorale a échoué à assurer la crédibilité de l'élection. Londres exprime de "réelles inquiétudes sur les irrégularités" du scrutin. Selon la police, 14 personnes ont été tuées dimanche.

31 décembre

Dans la nuit de dimanche à lundi, 104 personnes sont tuées lors d'émeutes, portant à au moins 124 le nombre de morts depuis jeudi, selon des sources policières et de la morgue de Kisumu (ouest), fief de Raila Odinga.

- A Nairobi, de nouvelles émeutes éclatent dans la matinée dans le plus grand bidonville de Kibera. Des camions de policiers anti-émeutes et des véhicules de la police paramilitaire stationnent en des points stratégiques du centre, survolé par un hélicoptère de la police.

- A Kisumu, les corps de 46 personnes, portant des marques de balles, se trouvent à la morgue de l'hôpital. Un couvre-feu y est imposé de 6h00 à 18h00.